



RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2007 B 03273

Numéro SIREN : 489 504 332

Nom ou dénomination : HOLDING REINIER

Ce dépôt a été enregistré le 19/07/2017 sous le numéro de dépôt 10868

SANS

VALEUR

LEGALE

ONET

DE L'INGÉNIERIE,
DES SERVICES, DES HOMMES

10868

150

19 JUL. 2017

e. i.
CERTIFIÉ CONFORME

Holding Reinier

Comptes consolidés – IFRS

Exercice clos le 31/12/2016



SOMMAIRE

1	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	3
1.1	BILAN CONSOLIDE	3
1.2	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
1.3	ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	5
1.4	TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.	6
1.5	ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
2	PRESENTATION DU GROUPE ET PRINCIPES COMPTABLES	8
2.1	REGLES, METHODES ET BASE D'EVALUATION.....	8
2.2	CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE.....	17
3	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS.....	18
3.1	PRINCIPAUX EVENEMENTS DE LA PERIODE	18
3.2	INFORMATION PAR SEGMENTS D'ACTIVITE.....	20
3.3	ACTIFS NON COURANTS.....	24
3.4	ACTIFS COURANTS	29
3.5	CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	32
3.6	PASSIFS NON COURANTS.....	34
3.7	PASSIFS COURANTS	44
3.8	INSTRUMENTS FINANCIERS.....	46
3.9	RESULTAT OPERATIONNEL.....	50
3.10	RESULTAT FINANCIER.....	54
3.11	CHARGE D'IMPOT SUR LE RESULTAT	55
3.12	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES	57
3.13	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	58
3.14	ENGAGEMENTS.....	58
3.15	RESULTAT PAR ACTION	59
3.16	OBJECTIFS ET POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES	59
3.17	EFFECTIFS CONSOLIDES	62
3.18	Liste des sociétés consolidées	63

1 Etats financiers consolidés

1.1 Bilan consolidé

En milliers d'euros	Note	31/12/2016	31/12/2015
ACTIFS			
Actifs non courants		471 883	439 644
Immobilisations incorporelles	3.3.1	18 308	11 173
Goodwill	3.3.2	326 383	303 265
Immobilisations corporelles	3.3.3	81 664	79 599
Participations dans les entreprises associées	3.3.5	677	590
Autres actifs financiers	3.3.6	13 227	14 779
Actif d'impôts différés	3.11.2	24 682	25 483
Autres actifs long terme	3.3.7	6 942	4 755
Actifs courants		648 394	691 864
Stocks et travaux en cours	3.4.1	10 938	10 624
Créances clients et autres débiteurs	3.4.2	487 555	463 343
Actifs d'impôt exigible	3.4.3	8 856	5 224
Autres actifs courants	3.4.4	6 336	4 792
VMP et autres placements	3.4.5	154	32 060
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.4.5	134 555	175 821
Total des actifs		1 120 277	1 131 508
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capitaux propres	3.5	323 065	286 469
Capital		152 010	152 010
Réserves		118 926	103 771
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires de la société mère		44 610	26 770
Participations ne donnant pas le contrôle		7 519	3 918
Passifs non courants		221 959	226 976
Emprunts et dettes financières	3.6.1	159 532	166 006
Dettes sur investissements	3.7.2	6 720	3 118
Engagements envers le personnel	3.6.2	46 148	47 897
Autres provisions	3.6.2	1 556	4 938
Passif d'impôts différés	3.11.2	2 419	374
Autres passifs financiers	3.8	5 584	4 643
Passifs courants		575 253	618 063
Emprunts et concours bancaires à court terme	3.7.1	98 632	142 870
Dettes sur investissements	3.7.2		919
Provisions à court terme	3.6.2	21 084	26 265
Fournisseurs et autres créditeurs	3.7.3	440 344	413 097
Passifs d'impôt exigible	3.4.3	627	803
Autres passifs courants	3.7.4	14 566	34 109
Total des capitaux propres et des passifs		1 120 277	1 131 508

1.2 Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Note	31/12/2016	31/12/2015
Chiffre d'affaires	3.9.1	1 695 405	1 587 698
Autres produits des activités ordinaires	3.9.1	4 235	1 905
Produits des activités ordinaires		1 699 640	1 589 603
Achats consommés	3.9.2	-89 898	-87 320
Charges externes	3.9.3	-150 481	-139 195
Charges de personnel	3.9.4	-1 325 236	-1 239 063
Impôts et taxes (*)	3.9.5	-60 718	-57 386
Dotations aux amortissements		-21 094	-22 701
Dotations aux provisions		-1 489	-5 637
Autres produits d'exploitation	3.9.6	8 217	3 562
Autres charges d'exploitation	3.9.6	-4 069	-5 238
Autres produits opérationnels	3.9.7	-	756
Autres charges opérationnelles	3.9.7	-	-
Résultat opérationnel		54 872	37 381
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	3.10	16	30
Coût de l'endettement financier brut	3.10	-7 684	-9 686
Coût de l'endettement financier net		-7 668	-9 656
Autres produits financiers	3.10	1 094	2 850
Autres charges financières	3.10	-2 736	-1 110
Impôt sur les bénéfices (*)	3.11	-371	-2 148
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	3.3.5	-377	-39
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		44 814	27 278
Résultat net d'impôt des activités abandonnées			
Résultat Net		44 814	27 278
Attribuable aux actionnaires de la société mère		44 610	26 770
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		204	508
Résultat par action			
Résultat de base par action	3.14	3,09	1,86
Résultat dilué par action	3.14	3,09	1,86
Résultat par action des activités poursuivies			
Résultat de base par action	3.14	3,09	1,86
Résultat dilué par action	3.14	3,09	1,86

1.3 Etat du résultat global

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net	44 814	27 278
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	3 053	3 117
Impôt sur les éléments non recyclables	-1 689	-1 072
Eléments non recyclables en résultat (a)	1 364	2 045
Ecart de conversion	815	-532
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	117	3 151
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Impôts sur éléments recyclables	-40	-589
Eléments recyclables en résultat (b)	892	2 030
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (a)+(b)	2 256	4 075
Résultat global total de la période	47 070	31 353
Attribuable aux actionnaires de la société mère	46 577	30 795
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	493	558

(*) Le détail de la ventilation de la ligne d'impôt est présenté à la note 3.11.4.

1.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés.

En milliers d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Réserves et résultats consolidés	Attribuables aux actionnaires de la société mère	Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	Total
Capitaux propres 31 décembre 2014	151 842	34 652	-7 981	-12 805	86 562	252 270	11 333	263 603
Opérations sur capital (*)	168	277				445	-445	-
Dividendes					-1 990	-1 990	-93	-2 083
Résultat global de la période				4 025	26 770	30 795	558	31 353
Engagements d'achats de titres aux minoritaires (*)					6 334	6 334	-6 349	-15
Variation de périmètre (*)			-685		-4 618	-5 303	-1 086	-6 389
Capitaux propres 31 décembre 2015	152 010	34 929	-8 666	-8 780	113 058	282 551	3 918	286 469
Opérations sur capital						0		0
Dividendes					-4 697	-4 697	-95	-4 792
Résultat global de la période				1 968	44 610	46 578	493	47 071
Engagements d'achats de titres aux minoritaires (*)					-5 131	-5 131	5 131	0
Variation de périmètre (*)			-113		-3 642	-3 755	-1 928	-5 683
Capitaux propres 31 décembre 2016	152 010	34 929	-8 779	-6 812	144 198	315 546	7 519	323 065

(*) Le détail de l'impact de chacune des opérations sur la variation des capitaux propres est décrit à la note 3.5.1

1.5 Etat des flux de trésorerie consolidés

En milliers d'euros	Note	31/12/2016	31/12/2015
ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Résultat des entreprises intégrées	1.2	44 814	27 278
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Résultat des sociétés mises en équivalence		377	39
- Amortissements et provisions		13 677	30 363
- Profits et pertes de réévaluation		-2 031	-
- Plus et moins-values de cession, nettes d'impôt		856	1 768
- Attribution actions gratuites			
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		57 693	59 448
Charge (produit) d'impôt		-3 441	-569
Coût de l'endettement financier net		7 678	9 672
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		61 930	68 551
Variation du besoin en fonds de roulement	3.4.7	-25 139	25 321
Impôts versés		3 230	1 486
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle		40 021	95 358
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Incidence des regroupements d'entreprises	3.5.2	-22 753	-24 801
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-24 687	-22 756
Acquisitions d'actifs financiers		-	-187
Variations des prêts et avances consentis		-222	942
Subventions d'investissements reçues		-	-
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 059	951
Cessions d'actifs financiers		-	49
Dividendes reçus		-	-
Autres flux liés aux opérations d'investissements		-	-
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		-46 603	-45 802
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Variations du capital et des participations ne donnant pas le contrôle	3.5.2	-275	-
Acquisitions et cessions de participations sans changement de contrôle	3.5.2	-6 610	-13 652
Souscription d'emprunts		9 969	150 633
Remboursements d'emprunts		-28 150	-115 659
Intérêts financiers nets versés		-7 521	-8 017
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-4 745	-1 995
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-45	-86
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		-37 377	11 224
Incidence des variations de taux de change		129	248
Variation de trésorerie		-43 830	61 028
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3.4.5	168 972	107 944
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3.4.5	125 142	168 972

2 Présentation du Groupe et principes comptables

La société Holding Reinier est une holding détenue majoritairement par le groupe familial REINIER, dirigée par Madame Elisabeth COQUET-REINIER, qui contrôle le Groupe ONET dont les activités se situent dans les services et l'ingénierie en France et à l'International (cf note 3.2). La Holding Reinier est une société par action simplifiée de droit français et non cotée, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier, aux dispositions du Code de Commerce.

Depuis le 23 octobre 2007 le groupe FFP, dirigé par Robert Peugeot, détenait à travers la société FFP invest 22,34% du capital de la holding Reinier.

En novembre 2015, la société FFP invest et le Groupe familial REINIER ont annoncé la signature d'un accord portant sur la sortie du capital :

- Cession immédiate de 11,17% du capital, acquis par la société Immobilière Saint Julien, qui appartient également au Groupe familial Reinier,
- Accord sur la sortie de sa participation résiduelle dans des conditions financières définies.

L'actionnaire majoritaire familial a alors pris la décision de faire entrer un ou plusieurs nouveaux partenaires minoritaires pour accompagner le développement du Groupe dans les années à venir.

Au 31 décembre 2016 FFP invest détient donc 11,17% du capital de la Holding Reinier et l'entrée dans le capital de nouveaux investisseurs devrait se finaliser avant la fin du 1^{er} semestre 2017.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 28 mars 2017 et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires le 20 juin 2017.

2.1 Règles, méthodes et base d'évaluation

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que les informations comparatives 2015 ont été préparés en appliquant les normes et interprétations IFRS (International Financial Reporting Standards).

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2016 et disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Au 31 décembre 2016, le groupe Holding REINIER a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2015.

2.1.1 Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs, conformément aux règles édictées par le référentiel IFRS et telles que décrites dans les notes ci-après.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Pour établir ses comptes, le Groupe doit procéder à des estimations et retenir des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le Groupe revoit ces estimations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. De même, les hypothèses retenues sont susceptibles d'évoluer.

Compte tenu de ces éléments, les montants figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

2.1.2 Choix comptables, jugements et recours à des estimations

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, la direction du Groupe est amenée à faire appel à des jugements pour appliquer ses choix comptables et à des estimations pour déterminer l'évaluation des actifs, passifs, produits et charges qui peuvent avoir une incidence significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Les choix comptables ainsi que les principales analyses qui les fondent et les méthodes comptables dont l'application nécessite le recours à des estimations portent sur les éléments suivants :

- Juste valeur des instruments financiers et traitement comptable (note 2.1.10).
- Dépréciation des goodwill (note 2.1.13).
- Juste valeur des immeubles de placement (note 3.3.4).
- Evaluation des provisions pour indemnités de fin de carrière (note 2.1.15).
- Provisions (note 2.1.16).
- Impôts différés (note 2.1.18).
- Evaluation des marges et des pertes à terminaison.

2.1.3 Evolutions normatives 2016

Les textes d'application obligatoire dans les comptes consolidés IFRS 2016 des sociétés européennes n'ont pas eu d'impact sur les comptes.

2.1.4 Evolutions normatives et normes d'application postérieures au 1er janvier 2016

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2016 :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires obtenus de contrats conclus avec des clients »,
- IFRS 9 « Instruments financiers »,
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Ventes ou contributions d'actifs réalisées entre le Groupe et les entités mises en équivalence »,
- Amendements à IAS 12,
- Amendements à IAS 17,
- Amendements à IFRS 2.

Le Groupe réalise actuellement une analyse des impacts et des conséquences pratiques de l'application de ces normes ainsi que de la norme IFRS 16 « contrats de location », publiée en janvier 2016 par l'IASB.

2.1.5 Méthodes de consolidation

Les états financiers annuels comprennent les états financiers de la Holding REINIER SAS et de ses filiales au 31 décembre de chaque année.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société-mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes intra-groupe, transactions intra-groupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs provenant de transactions internes sont éliminés en totalité. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part de profit ou de perte ainsi que les actifs nets, qui ne sont pas détenus par le Groupe. Ils sont présentés séparément dans le compte de résultat et dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère.

2.1.6 Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le Groupe a la possibilité d'opter, transaction par transaction, à la date d'acquisition, pour une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur (goodwill complet) soit à la quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Ceci conduit à reconnaître les actifs identifiables (y compris les immobilisations incorporelles non reconnues dans les comptes sociaux telles que valeur de la clientèle) et les passifs identifiables (y compris les passifs éventuels, à l'exception des restructurations futures) de l'activité acquise en juste valeur.

Un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est constaté lorsque le calcul du goodwill aboutit à une différence négative. Le profit ainsi calculé est attribué intégralement à l'acquéreur.

La partie du prix d'acquisition qui rémunère une transaction autre que la prise de contrôle de la cible et qui relève d'IFRS2 – paiements fondés sur des actions est comptabilisée selon cette norme. Les plans tels qu'attribution de stock-options, d'actions gratuites, accordés par l'acquise à ses salariés sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les frais connexes à une opération d'acquisition sont comptabilisés en résultat des périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus. Le Groupe dispose d'une période d'évaluation pour finaliser la comptabilisation des regroupements d'entreprises, cette période s'achevant dès les dernières informations nécessaires obtenues et au plus tard un an après la date d'acquisition.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à sa contrepartie transférée diminuée du cumul des pertes de valeur.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Quand il y a transfert de contrôle d'une filiale, les états financiers consolidés de l'exercice comprennent les résultats sur la période pendant laquelle la société-mère en avait le contrôle.

Lorsque des filiales sont cédées, la différence entre le prix de cession et l'actif net cédé augmenté des écarts de conversion accumulés et de la valeur nette du goodwill est reconnue au compte de résultat.

2.1.7 Transactions entre actionnaires

Selon l'approche générale retenue par les normes IFRS3 et IFRS10 pour le traitement des variations de périmètre, les opérations de dilution et de relation intervenant au sein des entités contrôlées par le Groupe sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres, s'agissant de transactions entre deux catégories de propriétaires en tant que détenteurs des capitaux propres de la même entité économique.

Ces transactions sont par ailleurs présentées dans le tableau de flux de trésorerie en activités de financement.

2.1.8 Conversion des comptes exprimés en devises

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au cours de change de clôture et leur compte de résultat et flux de trésorerie au cours de change moyen de la période. Ce cours moyen est une valeur approchée du cours de change à la date de transaction en l'absence de fluctuations significatives. La différence de conversion en résultant est inscrite dans une composante distincte des capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au cours de clôture.

Lors de la sortie d'une activité à l'étranger, le montant cumulé des écarts de change différés figurant dans la composante distincte des capitaux propres relatifs à cette activité à l'étranger est comptabilisé dans le compte de résultat.

2.1.9 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change de la monnaie fonctionnelle en vigueur au moment de la transaction. En fin de période, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat en autres produits et charges financiers.

Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au cours de change à la date de la transaction initiale. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

2.1.10 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, lors de leur négociation puis lors de leur évaluation ultérieure.

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou une dette réglée entre des parties avisées, consentantes dans une transaction conclue à des conditions normales.

La norme IFRS7 définit une hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées pour faire les évaluations. Cette hiérarchie de la juste valeur est la suivante :

Niveau 1 : des cours/prix cotés (non ajustés) issus de marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques ;

Niveau 2 : des données autres que les cours/prix cotés de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (par exemple, des prix), soit indirectement (par exemple, des éléments dérivant de prix) ;

Niveau 3 : des données sur l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (informations non observables).

Les dérivés sont comptabilisés coupons inclus en tant qu'actifs lorsque la juste valeur est positive et en tant que passifs lorsque la juste valeur est négative.

Au commencement d'une relation de couverture, le Groupe désigne de manière formelle et documente la relation de couverture à laquelle le Groupe souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif recherché en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture.

La documentation inclut l'identification de l'instrument de couverture, de l'élément (ou de la transaction) couvert(e), de la nature du risque couvert ainsi que l'identification de la manière dont le Groupe évaluera l'efficacité de l'instrument de couverture, à compenser l'exposition aux variations de juste valeur de l'élément couvert (ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert).

La couverture est évaluée de façon continue afin de démontrer qu'elle a effectivement été hautement efficace durant tous les exercices couverts par les états financiers pour lesquels elle a été désignée.

Les variations de juste valeur des instruments éligibles à la comptabilité de couverture de type « cash-flow hedge » (couverture de flux futurs) sont enregistrées dans les capitaux propres pour la partie efficace de la couverture et en résultat financier pour la partie inefficace. Les montants comptabilisés en capitaux propres sont recyclés en résultat au moment du dénouement de l'opération couverte.

Les instruments financiers dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture sont classés en catégorie trading (instrument spéculatif) et les variations de juste valeur de ces mêmes instruments enregistrées directement en résultat financier.

2.1.11 Dépenses de recherche et développement

Conformément à IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de la période où elles sont encourues, à l'exception des frais de développement, inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle,
- façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables,
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle,
- capacité à évaluer de manière fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

A défaut, ces dépenses constituent des charges.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée d'utilité estimée des projets concernés.

2.1.12 Immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément à IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût pour le Groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leur durée d'utilité estimée et donc leur durée d'amortissement - sont significativement différentes de la durée d'utilisation de l'élément principal auquel ils se rattachent.

L'amortissement est calculé de manière à répartir intégralement le coût de l'immobilisation corporelle, après déduction de sa valeur résiduelle, selon un mode linéaire sur les durées d'utilité estimées suivantes :

Constructions	25 à 40 ans
Agencements, aménagements de terrains	10 ans
Agencements, aménagements et installations	5 à 10 ans
Matériels et outillages	3 à 7 ans
Matériels de transport	4 à 9 ans
Matériels informatiques et mobiliers de bureau	4 à 10 ans

Les immobilisations corporelles font l'objet d'une dépréciation complémentaire en présence d'indices de perte de valeur.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût d'une immobilisation incorporelle acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise est sa juste valeur à la date de l'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de leur utilisation prévue, à savoir 3 à 5 ans.

A l'exception des coûts de développement, les immobilisations incorporelles générées en interne ne sont pas activées et les dépenses sont comptabilisées en charge l'année au cours de laquelle elles sont encourues.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée.

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus et modifiés, si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

2.1.13 Perte de valeur

Selon la norme IAS 36.6 et 90, un actif ou une unité génératrice de trésorerie, s'est déprécié(e) lorsque sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable.

Une unité génératrice de trésorerie à laquelle un goodwill a été affecté est soumise à un test de dépréciation tous les ans ainsi que toutes les fois qu'il y a une indication que cette unité a pu se déprécier, en comparant la valeur comptable de celle-ci, y compris le goodwill, à sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable de l'unité excède sa valeur comptable, celle-ci et le goodwill qui lui est affecté sont considérés comme ne s'étant pas dépréciés. Si la valeur comptable de l'unité excède sa valeur recouvrable, le groupe comptabilise la perte de valeur.

La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Dans ce cas, le test de perte de valeur est réalisé au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill a été affecté.

Le test consiste à comparer la valeur comptable des actifs et passifs des UGT hors actifs et passifs financiers à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre parties bien informées et consentantes.

La valeur d'utilité est calculée à partir de projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, avec la prise en compte d'une valeur terminale.

Les hypothèses économiques retenues par la direction du Groupe Holding REINIER pour le calcul des flux de trésorerie actualisés sont les suivantes :

Les flux de trésorerie sont ceux des plans d'affaires à 5 ans élaborés par les directions opérationnelles et la direction générale.

La valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance à l'infini fixé à 2% pour l'exercice.

Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital, calculé par un expert financier indépendant pour chaque pôle d'activité.

La perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie (ou le plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel un goodwill ou un actif commun a été affecté) si, et seulement si, la valeur recouvrable de l'unité est inférieure à la valeur comptable. La perte de valeur est répartie, en réduction de la valeur comptable des actifs de l'unité (du groupe d'unités) dans l'ordre suivant :

- tout d'abord, réduction de la valeur comptable du goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités),
- ensuite, réduction des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Une perte de valeur d'un actif non réévalué est comptabilisée en résultat net. En revanche, une perte de valeur d'un actif réévalué est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global dans la mesure où la perte de valeur n'excède pas le montant de l'écart de réévaluation relatif à cet actif. Cette perte de valeur sur un actif réévalué réduit l'écart de réévaluation relatif à cet actif.

Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable. Celles relatives aux goodwill ne sont pas réversibles.

2.1.14 Créances clients

Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 75 jours, sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture, déduction faite des dépréciations concernant les montants non recouvrables. Une estimation du montant des créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

2.1.15 Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites, de pré-retraites et d'indemnités de départs.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation. Chacune de ces unités est évaluée séparément et cumulée pour obtenir l'obligation finale.

Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ; celles-ci sont révisées périodiquement tous les 3 ans.

Les écarts actuariels relatifs à tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global conformément à l'application de la norme IAS19 révisée publiée en juin 2011 par l'IASB et adoptée le 6 juin 2012 par l'Union Européenne.

La charge représentative de l'évolution des engagements de l'exercice au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée dans le résultat opérationnel en ce qui concerne le coût des services rendus au cours de l'exercice et le coût des services passés.

Les intérêts nets sur le passif sont comptabilisés en résultat financier

2.1.16 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées sur la base d'un taux avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Le coût des plans de restructuration est intégralement provisionné lors de la survenance d'une obligation du Groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés et d'un plan détaillé. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux préretraites, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les mises au rebut d'immobilisations, dépréciations de stocks et autres actifs, liées directement à des mesures de restructuration, sont également comptabilisées dans les coûts de restructuration.

Les provisions pour pertes à terminaison concernent essentiellement les provisions constituées dans le cas où une prévision à fin d'affaire, établie en fonction de l'estimation la plus probable des résultats prévisionnels, fait ressortir un résultat déficitaire.

2.1.17 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Lorsque le Groupe n'a ni transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, ni transféré le contrôle de l'actif financier, il continue à comptabiliser l'actif financier transféré à hauteur de son implication continue dans l'actif.

Dans ce contexte, la valeur des effets remis à l'escompte et non échus ainsi que les créances cédées au factor (cf note 3.7.1) continue d'apparaître à l'actif du bilan sous la rubrique « Créances clients et autres créances » et au passif sous la rubrique « Part à court terme des dettes portant intérêt ».

A l'inverse, lorsque le transfert des risques et avantages au prêteur est réalisé, comme dans le cas de la créance de CICE, l'actif et le passif sont décomptabilisés.

Un passif financier est par ailleurs décomptabilisé lorsque l'obligation liée au passif est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

2.1.18 Charge d'impôt

Les actifs et les passifs d'impôt exigibles au titre de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les règles fiscales appliqués pour déterminer ces montants, sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base fiscale et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires.

Les impôts différés relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non au compte de résultat.

La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits :

- en capitaux propres pour l'impact des impôts différés relatifs aux éléments reconnus antérieurement en capitaux propres,
- dans le résultat de la période au cours de laquelle le changement de taux est décidé, en fonction d'un échéancier de débouclage prévisionnel, pour tous les autres impôts différés.

Des actifs d'impôt différé sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs,
- part des charges ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées, historique des résultats fiscaux des années précédentes,
- et, le cas échéant, l'existence d'actifs sous-évalués dont la cession est envisagée.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

2.1.19 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés comprend les disponibilités et les placements à court terme liquides, facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité et soumis à un risque négligeable de changement de valeur, sous déduction des découverts bancaires.

Les valeurs mobilières de placement souscrites par le Groupe Holding REINIER correspondant à cette définition sont comptabilisées au sein du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie ». Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

2.1.20 Emprunts portant intérêt

Tous les emprunts sont initialement enregistrés au coût qui correspond à la juste valeur, nette des coûts de transaction. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.1.21 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe.

En général, le produit des activités ordinaires relatif à la vente de services ou de biens est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, lorsque la prestation ou la livraison est intervenue, lorsque le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le produit des activités ordinaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Un produit est comptabilisé en produit des activités ordinaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

S'agissant des prestations à long terme dont l'exécution s'échelonne sur différentes périodes, le Groupe applique la méthode de l'avancement financier. Les produits sont déterminés en appliquant au chiffre d'affaire total du marché, le ratio « coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date de clôture / total des coûts estimés du contrat ».

Toute perte à terminaison probable est immédiatement comptabilisée dans le résultat opérationnel de la période. Les travaux en cours sur prestations à long terme sont comptabilisés pour leur prix de vente et n'incorporent ni frais administratifs ni frais commerciaux.

2.1.22 Produits des activités ordinaires

L'encours de travaux est comptabilisé au bilan soit en « Créances clients et autres créances » s'il est positif (Facture à établir) soit en « Autres dettes » s'il est négatif (Produit constaté d'avance). Il est calculé contrat par contrat en appliquant le pourcentage d'avancement financier au montant du chiffre d'affaires total prévu au marché, déduction faite des facturations émises au client à la date de clôture. Le pourcentage d'avancement financier correspond au rapport entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date de clôture et le total des coûts estimé du contrat.

2.1.23 Résultat opérationnel

Le résultat de l'activité opérationnelle comprend l'ensemble des revenus et des charges d'exploitation. Il comprend notamment les coûts opérationnels des pensions et retraites, la participation des salariés, les variations de juste valeur (hors instruments financiers de couverture), les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles, la contribution à la valeur ajoutée des entreprises et les

dépréciations d'actifs (y compris celles sur les goodwill) et les résultats de cession des filiales cédées au cours de l'exercice.

Il comprend aussi l'ensemble des crédits d'impôts liés à ces charges opérationnelles.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les charges et produits financiers, les résultats sur cession des actifs financiers (titres non consolidés, titres des sociétés en équivalence et créances financières), les charges d'impôt sur les bénéfices, la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence et le résultat net des activités abandonnées.

2.1.24 Résultat financier

Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier brut, des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et des autres produits et charges financières.

2.1.25 Actifs courants et non courants, Passifs courants et non courants

▪ Actifs courants et non courants :

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en « Actifs courants », de même que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie. Tous les autres actifs sont classés en « Actifs non courants ».

▪ Passifs courants et non courants :

Les passifs devant être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture sont classés en « Passifs courants », de même que les passifs détenus dans le but d'être négociés.

Tous les autres passifs sont classés en « Passifs non courants ».

2.1.26 Contrats de location

L'existence d'un contrat de location au sein d'un accord est mise en évidence sur la base de la substance de l'accord et nécessite d'apprécier si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un (ou de plusieurs) actif(s) spécifique(s) et si l'accord octroie un droit d'utilisation de l'actif.

Les contrats de location-financement dans lesquels le Groupe est preneur, qui lui transfèrent à ce titre la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte des deux durées suivantes : la durée d'utilité et la durée du contrat si le Groupe n'a pas une certitude raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location.

A l'inverse, lorsque le Groupe est bailleur dans un contrat de location-financement, l'actif détenu est comptabilisé comme une créance financière d'un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location-financement. Le Groupe comptabilise ensuite les paiements qu'il reçoit au titre de la location en remboursement du principal et en produits financiers, sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'en-cours d'investissement net dans le contrat.

Les paiements et encaissements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés respectivement en charges et produits sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

2.2 Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'a eu lieu au cours de la période.

3 Notes annexes aux états financiers

3.1 Principaux événements de la période

3.1.1 Principales évolutions du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est composé de 85 sociétés en 2016, dont 79 consolidées selon la méthode de l'intégration globale, 6 par mise en équivalence.

La liste des sociétés consolidées est fournie en note 3.18.

Les mouvements de la période se résument comme suit (les droits de détention sont identiques aux droits de vote):

- Début janvier 2016, le GIE ONE- Onet New experience a été créé par Onet SA,
- Le 1er avril 2016, ONET SA a acquis 100% des sociétés Services plus et SP Services pour 1 500 milliers d'euros,
- Le 26 avril 2016, Onet Suisse a acquis 20% des titres de la société Vanguard Internet pour 138 milliers d'euros,
- Le 5 mai 2016, la société Onet Brasil Participacoes a été créée au Brésil par Onet SA et Réseau Services Onet avec un capital de 51 873 milliers de réals,
- Le 30 août 2016, la société Réseau Services Onet a absorbé par voie de fusion la société Onet Sécurité,
- Le 13 septembre 2016, la société Onet Suisse a acquis 100% des titres de la société Hopp Facility Services pour 3 747 milliers d'euros. Cette société détient elle-même 100% des titres des sociétés Buronet et Supernet,
- Le 30 décembre 2016, la société Comex Nucléaire a absorbé par voie de fusion la société OTIS, après avoir acheté les titres de cette société à Onet SA,
- Le 31 décembre 2016, la société Assistance Antilles a été liquidée,
- Le 2 septembre 2016, la société Onet Brasil Participacoes a acquis 100% des titres de la société brésilienne Transviva pour 193 milliers d'euros,
- Le 15 décembre 2016, la société Onet Brasil Participacoes a acquis 100% des titres de la société brésilienne SM21 pour 12 214 milliers d'euros,
- Le 3 janvier 2017, la société Onet SA a acquis 100% des titres du groupe Prohygiène composé de 8 sociétés (Prohygiène, Ailhas, Hotel Service, ATS, Prohygiène 81, Prohygiène méditerranée, Ardea, et Proarborys) pour un total de 6 950 milliers d'euros. Ces sociétés ont été acquises en 2017 mais l'analyse du protocole d'accord signé fin 2016 permet de conclure à la prise de contrôle à cette date.
- Au cours de l'année, 43 432 titres ONET SA ont été rachetés aux cadres d'Onet par Onet Animation pour un montant de 5 689 milliers d'euros.

A titre comparatif, les principales variations de périmètre de l'exercice 2015 étaient dues à :

- Un rachat par ONET SA des actions de la SDMO pour 305 milliers d'euros,
- La liquidation de la société COMIA,
- La création de la société Onet Parcs de loisirs,
- L'acquisition par ONET SA des titres de la société Applus RTD pour 1€,
- La création de la société Onet North America,

- L'acquisition par Onet North America de 97% des titres de la société EPM Holding Company aux Etats Unis pour 26,9 millions de dollars,
- L'absorption par voie de fusion d'Onet Multiservices Antilles par Onet Services Antilles et de Sinto Engineering par Sinto,
- Un rachat aux cadres d'Onet par Onet Animation de 35 582 titres Onet SA pour un montant de 5 647 milliers d'euros.

3.1.2 Changements de dénomination sociale

- Main Protection devient Onet Sécurité – Protection rapprochée,
- Onet accueil gares et aéroports devient Onet Sécurité – Sécurité renforcée.

3.1.3 Opérations avec les actionnaires de la SDMO (société du management d'Onet)

Cette société, détenue depuis sa création en 2007 par des personnes physiques parmi lesquels figurent des salariés du Groupe, détient 5,1% du capital de la Holding Reinier. Le 2 juin 2014, 85% des actions SDMO ont été transformées en actions Onet SA, par apport en nature de ces actions ; à l'issue de cette opération ces personnes physiques détenaient 3,26% du capital d'Onet SA, qui elle-même détenait 85% du capital de la SDMO.

En 2015, la SDMO a racheté 15 184 actions Holding Reinier. En 2015 également, Onet SA a racheté 100 000 actions SDMO, portant sa participation dans SDMO à 98,51%. La Holding Reinier a par ailleurs bénéficié d'un apport d'actions Onet SA en échange de titres Holding Reinier ; à l'issue de cette opération, la Holding Reinier détenait 96,80% de Onet SA.

Par ailleurs, un pacte d'actionnaires, qui organise notamment la liquidité des actions Onet SA pour les personnes physiques ayant réalisé l'apport en nature des titres SDMO, a été signé le 13 octobre 2014 entre la Holding Reinier et les actionnaires minoritaires d'Onet SA. Ce pacte prévoit la mise en place d'un système de bourse interne d'achat-vente de ces titres et la faculté discrétionnaire pour Onet Animation d'acquiescer des titres Onet SA dans la limite d'une enveloppe annuelle de liquidité déterminée par Holding Reinier.

Au cours de l'année 2015, 0,97% du capital d'Onet SA a été racheté par la société Onet Animation suite au fonctionnement de cette bourse, pour 5 646 milliers d'euros.

Au cours de l'année 2016, Onet animation a acheté 25 628 titres (0,7% du capital) à un ancien dirigeant puis 17 804 titres (0,49%) aux cadres d'Onet suite à l'ouverture de la bourse d'échange au cours du 2ème semestre.

Au 31 décembre 2016, 58 732 actions, soit 0,42% du capital d'Onet SA, restent détenus par les personnes physiques ayant réalisé l'opération d'apport du 2 juin 2014.

3.1.4 Evénements post-clôture

La société Holding Reinier est engagée depuis l'exercice précédent dans la recherche active d'un nouvel investisseur, les Sociétés FFP invest et Immobilière Saint Julien ayant souhaité se désengager. Dans cette perspective, la société est entrée en relation avec EMZ Partners, société de participations financières ; celle-ci a exprimé son intérêt pour prendre une participation dans le capital de la société par le biais de l'acquisition d'actions ordinaires auprès de la société Immobilière Saint Julien et la souscription d'obligations à bons de souscription d'actions (OBSA) émises par la société. Le produit de l'émission des OBSA financerait deux réductions de capital successives qui permettraient à la société de racheter en vue de les annuler, les actions de la Société détenues par FFP Invest et Immobilière Saint Julien.

Une assemblée générale extraordinaire réunie le 2 février 2017, a décidé le principe d'une première réduction de capital d'un montant maximal de 568.360 euros, mise en œuvre par la Présidente conformément aux pouvoirs qu'elle avait reçu à cet effet, qui a permis le rachat de 56.836 actions ordinaires appartenant principalement à la Société Immobilière Saint Julien, en vue de leur annulation.

3.2 Information par segments d'activité

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée dans les notes annexes aux états financiers est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation de ressources aux secteurs opérationnels par le principal organe de décision opérationnel du Groupe. Celui-ci est formé des présidents du directoire, du conseil de surveillance du Groupe Onet et du conseil d'administration du Groupe Holding Reinier.

Les données de gestion utilisées pour évaluer la performance d'un secteur sont établies par rapport à un référentiel interne de gestion dont les méthodes sont décrites ci-dessous :

Règles de gestion : ces règles sont établies suivant un référentiel interne et font parfois l'objet de procédures propres. Les principales différences avec le référentiel comptable portent sur les éléments suivants : méthode de calcul des redevances, non prise en compte des charges liées à l'article 39, étalement de charges autorisé en gestion sur un nombre limité de comptes (vêtements de travail, matériel non amortissable), différence de définition de la notion de chiffre d'affaires (activité corrigée).

Charges non incorporables en gestion : celles-ci se composent principalement des médailles du travail, de l'amortissement des frais d'acquisition de titres, des provisions pour congés payés pour le personnel d'encadrement et de structure.

Ecart de cut-off : certains décalages existent entre les deux référentiels concernant la date de prise en compte de diverses charges et produits à la clôture.

Activité corrigée : cette notion se définit comme étant la valorisation de la vente de prestations ou de marchandises du secteur présenté, corrigé de certains éléments tels que les flux relatifs à la sous-traitance et la co-traitance de chiffre d'affaires Intra-groupe.

Les données sectorielles de gestion se rapportant au revenu sont rapprochées globalement des données IFRS des états financiers dans un tableau de réconciliation présenté dans les notes annexes aux états financiers. Le suivi de gestion et en conséquence le rapprochement entre ces deux types de données s'effectuent au niveau du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel. Une information sectorielle complémentaire est aussi donnée sur l'activité corrigée par zone géographique.

Semestriellement un rapprochement des données de gestion est effectué avec les comptes consolidés IFRS établis conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Les tableaux ci-après déclinent les informations des segments d'activité gérés ci-dessous :

Réseau Services Onet : ce segment comprend l'ensemble des filiales qui exercent les activités de propreté, ultra-propreté, multiservices, prestations industrielles, nettoyage et manutention dans les transports, propreté et maintenance des opérations événementielles, assistance aéroportuaire, surveillance, surveillance en milieu nucléaire, sécurité des opérations événementielles, protection rapprochée, télésurveillance, sécurité électronique, et les activités de distribution de matériel et de produits de nettoyage.

Onet Technologies : ce segment comprend l'ensemble des filiales qui exercent les activités d'assainissement nucléaire, démantèlement, ingénierie, radio protection, radio écologie, contrôles non destructifs, décontamination chimique, déflocage amiante, traitement des déchets, dépollution des sols, maintenance du circuit primaire des réacteurs nucléaires.

Axxis Ressources : ce segment comprend les filiales qui exercent les activités d'intérim et de recrutement.

Direction Internationale : ce segment comprend les filiales exerçant les mêmes métiers que le segment Réseau Services Onet mais dont le siège social est situé hors de France.

Le regroupement nommé « autres » inclut les activités diverses ne faisant pas partie des activités principales du Groupe, ainsi que les holdings et sous-holdings intermédiaires. Aucune de ces activités ne répond à des critères de taille suffisante pour être déclinée comme un segment indépendant.

3.2.1 Information par segment d'activité au 31/12/2016

3.2.1.1 Information par segment d'activité du compte de résultat

au 31/12/2016 En milliers d'euros	RSO	Onet Technologies	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
Activité corrigée	1 206 384	253 602	111 458	165 310	4 549	1 741 303
Dont produits externes (*)	1 185 233	252 219	81 469	165 310	4 762	1 688 993
Dont prestations inter secteurs	2 879	990	29 437	-	-213	33 093
Dont prestations intra secteurs	18 272	393	552	-	-	19 217
Résultat de gestion (**)	49 976	11 825	3 458	1 658	-10 805	56 112

(*) Les produits externes correspondent aux transactions réalisées avec des tiers extérieurs au Groupe, les produits inter-secteurs à celles réalisées à l'intérieur du Groupe avec d'autres segments d'activité.

(**) La ventilation du résultat de gestion par segment d'activité est présentée nette des éliminations inter-segment d'activité.

au 31/12/2016 En milliers d'euros	RSO	Onet Technologies	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
France	1 206 384	253 159	111 458	-	4 549	1 575 550
Hors France	-	443	-	165 310	-	165 753
Total activité corrigée (*)	1 206 384	253 602	111 458	165 310	4 549	1 741 303

(*) La ventilation de l'activité corrigée est réalisée par origine, en fonction du pays de la société qui facture.

3.2.1.2 Information par segment d'activité du bilan

En milliers d'euros	RSO	Onet Technologies	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
ACTIFS						
Goodwill	189 778	67 673	9 670	56 423	2 839	326 383
Immobilisations corporelles (*)	34 267	13 061	366	6 085	27 885	81 664
Stocks et en cours	10 427	302	-	209	-	10 938
Créances clients et autres débiteurs	284 345	132 710	26 246	37 531	6 722	487 554
PASSIFS						
Fournisseurs et autres créditeurs	173 222	89 545	10 642	19 056	147 879	440 344

(*) incluant les immeubles de placement.

3.2.1.3 Tableau de réconciliation entre les données de gestion et les données IFRS au 31/12/2016

En milliers d'euros	Produits externes	Résultats
Données de gestion	1 688 993	56 112
Règles de gestion	5 215	-1 126
Charges et produits non incorporables en gestion	666	-2 825
Cut-off gestion – comptabilité	476	1 282
Retraitements de consolidation	42	1 429
Données consolidées IFRS des états financiers	1 695 392	54 872

L'écart de 5 215 milliers d'euros sur les produits externes relatif aux règles de gestion provient essentiellement d'un écart de périmètre, certaines sociétés consolidées étant exclues en gestion.

L'écart qui résulte des charges et produits non incorporables en gestion est composé des éléments suivants :

En milliers d'euros	
Variation provision congés payés	-1 600
Médailles du travail	554
Autres produits et charges exceptionnels	-1 779
Total charges et produits non incorporables en gestion	-2 825

L'écart de 1 429 milliers d'euros lié aux retraitements de consolidation résulte de la comptabilisation des écritures IFRS portant sur le résultat opérationnel dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés.

Les écarts liés à des éléments de cut off pour 1 282 milliers d'euros sont relatifs à des différences de procédures d'arrêté entre les comptes de gestion et la comptabilité.

Les écarts liés à des règles de gestion pour -1 126 milliers d'euros s'expliquent principalement par un référentiel interne différent du référentiel comptable et notamment la non prise en compte de certaines provisions pour risques et charges exceptionnelles dans le référentiel interne.

3.2.2 Information par segment d'activité au 31/12/2015

3.2.2.1 Information par segment d'activité du compte de résultat

En milliers d'euros	RSO	Onet Technologies	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
Activité corrigée	1 147 034	251 401	103 439	133 364	3 874	1 639 112
Dont produits externes (*)	1 121 687	250 336	76 746	133 234	3 925	1 585 928
Dont prestations inter secteurs	3 142	627	26 530	130	-51	30 378
Dont prestations intra secteurs	22 205	438	163	-	-	22 806
Résultat de gestion (**)	56 527	1 823	3 766	304	-20 013	42 407

(*) Les produits externes correspondent aux transactions réalisées avec des tiers extérieurs au Groupe, les produits inter-secteurs à celles réalisées à l'intérieur du Groupe avec d'autres segments d'activité.

(**) La ventilation du résultat de gestion par segment d'activité est présentée nette des éliminations inter-segment d'activité.

En milliers d'euros	RSO	Onet Technologies	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
France	1 147 033	250 834	103 439	-	3 874	1 505 180
Hors France	-	568	-	133 364	-	133 932
Total activité corrigée (*)	1 147 033	251 402	103 439	133 364	3 874	1 639 112

(*) La ventilation de l'activité corrigée est réalisée par origine, en fonction du pays de la société qui facture.

3.2.2.2 Information par segment d'activité du bilan

En milliers d'euros	RSO	Onet Technologie	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
ACTIFS						
Goodwill	175 997	69 152	9 670	45 606	2 840	303 265
Immobilisations corporelles (a)	34 928	11 042	284	4 510	28 835	79 599
Stocks et en cours	10 137	342	-	145	-	10 624
Créances clients et autres débiteurs	265 427	141 207	19 278	31 574	5 858	463 344
PASSIFS						
Fournisseurs et autres créditeurs	181 425	93 618	10 055	15 173	112 826	413 097

(a) incluant les immeubles de placement.

3.3 Actifs non courants

3.3.1 Immobilisations incorporelles nettes

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Frais de développement immobilisés	2 330	1 852
Brevets et licences	49 153	43 183
Droits au bail	121	143
Autres immobilisations incorporelles	8 461	5 106
Valeurs brutes	60 064	50 284
Frais de développement immobilisés	1 754	1 608
Brevets et licences	38 471	37 170
Droits au bail	26	24
Autres immobilisations incorporelles	1 505	309
Amortissements et Dépréciations	41 756	39 111
Immobilisations incorporelles valeurs nettes	18 308	11 173

3.3.1.1 Variation de l'exercice

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur Nette
Valeur au 31 décembre 2015	50 260	-39 086	11 174
Augmentation	6 394	-4 027	2 367
Diminution	-1 667	1 444	-223
Ecart de conversion	231	-56	175
Autres variations (y compris périmètre)	4 847	-31	4 816
Valeur au 31 décembre 2016	60 064	-41 756	18 308

3.3.2 Regroupements d'entreprises

3.3.2.1 Goodwill

En milliers d'euros	Valeur brute	Dépréciations	Valeur Nette
Valeur au 31 décembre 2015	309 028	-5 763	303 265
Augmentation (*)	25 543	-	25 543
Diminution	-	-	-
Autres (correction, affectation dans le délai de 12 mois)	-2 328	-	-2 328
Ecart de conversion	-97	-	-97
Valeur au 31 décembre 2016	332 146	-5 763	326 383

(*) cf note 3.5.2.

En 2016, l'option du goodwill complet a été appliquée pour les nouvelles acquisitions.

3.3.2.2 Tests de perte de valeur

Le Groupe réalise des tests de pertes de valeur annuellement ou plus fréquemment lorsque des indicateurs de dépréciations se manifestent.

- Immobilisations corporelles et incorporelles :

Au 31 décembre 2016, le Groupe a réalisé de tests de perte de valeur et n'a pas comptabilisé de dépréciation sur ces postes.

- Goodwill :

Les regroupements d'UGT retenus par le Groupe sont les suivants :

- UGT des activités du Réseau Services Onet (RSO).
- UGT des activités d'Onet Technologies.
- UGT des activités d'Axxis Ressources.
- UGT des activités de la Direction Internationale.
- UGT des autres activités.

Au 31 décembre 2016, le Groupe a réalisé un test de perte de valeur par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs de ces regroupements d'UGT et leur valeur d'utilité. Ces tests n'ont mis en évidence aucune perte de valeur.

La valeur d'utilité correspond aux flux de trésorerie futurs actualisés des regroupements d'UGT sur la base des éléments suivants :

- Le Business Plan couvrant la période 2017-2021 validé par le Conseil d'administration ;
- De valeurs terminales déterminées à partir des flux prévisionnels de la dernière année du Business Plan, corrigés le cas échéant ;

- Le taux d'actualisation est spécifique par UGT et s'élève à :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Réseau Services Onet	6,37%	6,37%
Onet Technologies	8,08%	8,08%
Axxis Ressources	10,80%	10,80%
International(*)	6,23%	6,23%

(*)compte tenu des particularités des Etats-Unis, le WACC utilisé pour ce pays à l'intérieur de l'UGT International est de 10,3%.

- Le taux de croissance utilisé pour l'extrapolation des flux de trésorerie au-delà de la période de projection (5 ans) est de 2%, à l'exception des Etats-Unis pour laquelle il est de 2,5%.

L'évolution de l'environnement économique et du cadre législatif et réglementaire peut avoir un impact sur l'estimation des valeurs d'utilité.

Une variation du taux d'actualisation de plus ou moins 1% et une variation de plus ou moins 0,5% du taux de croissance à l'infini ne font pas ressortir de risque de dépréciation.

3.3.3 Immobilisations corporelles nettes

3.3.3.1 Décomposition par nature des immobilisations

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Terrains	4 925	4 881
Constructions	47 705	46 765
Installations techniques, matériels	125 160	121 583
Autres immobilisations corporelles	51 453	46 366
Valeurs brutes hors immeubles de placement	229 242	219 595
Immeubles de placement	4 203	4 048
Valeurs brutes totales	233 446	223 643
Terrains	253	237
Constructions	17 470	15 464
Installations techniques, matériels	97 895	94 241
Autres immobilisations corporelles	36 162	34 102
Amortissements et Dépréciations	151 781	144 044
Immobilisations corporelles valeurs nettes (*)	81 664	79 599

(*) dont 5 017 milliers d'euros d'immobilisations financées en location financement en 2016.

3.3.3.2 Variation de l'exercice

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur Nette
Valeur au 31 décembre 2015	223 643	-144 044	79 599
Augmentation	20 024	-17 067	2 957
Diminution	-12 340	10 687	-1 652
Ecart de conversion	52	-34	18
Autres variations (y compris périmètre)	2 067	-1 324	742
Valeur au 31 décembre 2016	233 446	-151 781	81 664

3.3.3.3 Informations concernant les contrats de location-financement

Au 31/12/2016, les loyers futurs de location-financement sont les suivants :

Echéances de paiement (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
N+1	1 723	1 555
N+2	1 585	1 619
N+3	1 289	1 479
N+4	248	1 180
N+5	56	136
Paielements ultérieurs	-	3
Total des remboursements en capital	4 901	5 971
Intérêts	405	747
Total des loyers futurs	5 306	6 718

3.3.3.4 Informations concernant les contrats de location simple

Les dépenses relatives aux loyers de l'ensemble des locations simples s'élèvent à 41 050 milliers d'euros en 2016, dont 14 909 milliers d'euros liées aux locations et charges locatives immobilières.

Au titre des années futures, les versements liés aux locations simples de biens mobiliers s'élèveront à 13 538 milliers d'euros en 2017, 14 114 milliers d'euros en cumul sur les quatre années suivantes et 137 milliers d'euros après 2021.

3.3.4 Immeubles de placement

Les immeubles de placement, pour l'essentiel représentés par des appartements à usage locatif privés, sont loués dans le cadre de baux à long terme et ne sont pas occupés par le Groupe.

Une évaluation a été réalisée par un expert évaluateur en immobilier inscrit près de la cours d'appel d'Aix en Provence le 28 décembre 2016. Leur juste valeur, inscrite dans les comptes consolidés, est estimée à 4 203 milliers d'euros.

3.3.5 Participations dans les partenariats et entreprises associées

En milliers d'euros	Entreprises associées	Partenariats	TOTAL des sociétés mises en équivalence
Valeur au bilan au 31 décembre 2015	191	399	590
Quote-part dans le résultat	-47	-330	-377
Entrée de périmètre	461	-	461
Ecart de conversion	3	-	3
Valeur au bilan au 31 décembre 2016	608	69	677

La quote-part du résultat et des actifs des entreprises associées attribuable aux actionnaires de la société mère est exposée ci-dessous :

Raison sociale	Pays	Total bilan (en devises)	Résultat (en devises)	Participation	Quote-part de résultat (en milliers d'euros)	Nature des intérêts dans l'entreprise
COALYS (en milliers d'euros)	France	240	-	25%	-2	Entreprise associée
Euroliance LTD (en milliers de £)	UK	85	56	33,33%	23	Entreprise associée
Telem Sécurité Réseau et Ingenierie (en dirhams)	Maroc	3 306	-	40%	-	Entreprise associée
Telem Télésurveillance Maroc (en dirhams)	Maroc	7 696	-	25%	-	Entreprise associée
Pipeline Inspection Company	France	458	-660	50%	-330	Partenariat (co-entreprise)
Vanguard Internet SA	Suisse	389	-371	20%	-68	Partenariat (co-entreprise)

3.3.6 Actifs financiers

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Instruments dérivés	-	-
Titres de participation non consolidés	77	274
Dépôt et cautionnements (*)	12 886	14 358
Créances sur contrat de location financement	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	291	181
Valeur brute des actifs financiers	13 254	14 813
Dépréciations	-27	-34
Valeur nette	13 227	14 779

(*) dont dépôts et garanties liés au financement court terme (Natixis factor et BPI France) : 9 662 milliers d'euros en 2016 et 11 532 milliers d'euros en 2015.

3.3.7 Autres actifs long terme

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Autre créance long terme	771	133
Part à plus d'un an de la créance liée au CICE	6 170	4 622
Autres actifs long terme	6 941	4 755

Au même titre que pour les années antérieures, la créance de CICE 2016 a fait l'objet d'un contrat de cession de créance avec transfert des risques et avantages et a été décomptabilisée.

L'impact du CICE dans les comptes se traduit par un produit venant en diminution des charges de personnel pour 45,3 millions d'euros (42,3 millions d'euros au 31 décembre 2015).

3.4 Actifs courants

3.4.1 Stocks et travaux en-cours

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Stocks de matières premières	673	515
Stocks d'en cours	289	591
Stocks de produits finis	-	-
Stocks de marchandises	10 900	10 598
Autres approvisionnements	42	44
Valeur brute des stocks et travaux en cours	11 903	11 748
Dépréciations	-965	-1 124
Valeur nette	10 938	10 624

3.4.2 Créances clients et autres débiteurs

3.4.2.1 Décomposition des créances clients et autres créances

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Clients et comptes rattachés	444 754	434 109
Créances sociales	6 574	2 090
Créances fiscales	40 282	31 775
Débiteurs divers	7 365	6 519
Valeur brute des créances clients et autres créances	498 975	474 493
Dépréciations	-11 421	-11 149
Valeur nette	487 554	463 344

3.4.2.2 Variation des dépréciations

En milliers d'euros	Valeur début	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Valeur fin
Clients	11 073	2 989	2 614	355	283	11 376
Autres créances	76	3	34	-	-	45
Total des dépréciations	11 149	2 992	2 648	355	283	11 421
Dotations et reprises d'exploitation		2 725	2 476			
Dotations et reprises financières		267	172			

3.4.3 Actifs et passifs d'impôt exigible

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Actifs d'impôt exigible	8 856	5 224
Passifs d'impôt exigible	627	803
Valeur nette au bilan	8 229	4 421

3.4.4 Autres actifs courants

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Charges constatées d'avance	6 334	4 792
Valeur nette	6 334	4 792

3.4.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

3.4.5.1 Décomposition de la trésorerie au bilan

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Disponibilités (*)	134 555	175 821
Valeurs mobilières de placement	166	32 072
Valeur brute de la trésorerie	134 721	207 893
Dépréciations	-12	-12
Valeur nette	134 709	207 881

3.4.5.2 Trésorerie nette du tableau des flux

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Disponibilités (*)	134 555	175 821
Concours bancaires courants créditeurs	9 567	38 909
Valeurs mobilières de placement nettes	154	32 060
Total de la trésorerie nette du tableau des flux	125 142	168 972

(*) Dont disponibilités liées au factor : 49 816 milliers d'euros en 2016 et 69 944 milliers d'euros en 2015.

3.4.6 Cessions de créances

Le Groupe a procédé, en décembre 2016, à des opérations de cessions de créances de nature commerciale auprès de BNP Factor pour un montant de 14,3 millions d'euros et LBP Factor pour 1,4 millions d'euros. Cette opération a pour contrepartie un flux de trésorerie.

Décomposition des opérations :

En milliers d'euros	Année 2016	Année 2015
Premier semestre	-	-
Second semestre	15 752	10 093

3.4.7 Besoin en fonds de roulement

3.4.7.1 Décomposition de la variation du besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Variation des stocks	245	707
Variation des fournisseurs	-3 002	3 336
Variation des dettes et créances sociales	2 016	-16 376
Variation des dettes et créances fiscales	996	-60 956
Variation de la participation des salariés	1070	920
Variation des clients	23 872	45 220
Variations diverses	-59	1 827
Variation de l'exercice	25 138	-25 322

Convention de signe des montants : positif égal à un besoin et négatif égal à une ressource.

3.5 Capitaux propres consolidés

3.5.1 Décomposition par nature

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Capital	152 010	152 010
Primes d'émission	34 929	34 929
Actions propres	-8 778	-8 666
Réserve légale	8 414	7 414
Réserves consolidées et report à nouveau	84 361	70 094
Réserves	118 926	103 771
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires de la société mère	44 610	26 770
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	493	558
Réserves attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	7 207	3 655
Auto-contrôle attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-182	-295
Participations ne donnant pas le contrôle	7 518	3 918
Capitaux propres	323 064	286 469

Le capital est composé de 15 200 991 actions au nominal de 10 euros. Le montant des dividendes versés en 2016 s'élève à 5 000 milliers d'euros.

Un montant de dividendes de 5 000 milliers d'euros sera proposé à l'assemblée générale convoquée le 21 juin 2017.

3.5.2 Incidence des variations de périmètre et des transactions entre actionnaires

L'impact des différentes opérations décrites aux notes 3.1.1 et 3.1.3 sur les variations de périmètre présentées dans le tableau de variation des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie des états financiers est le suivant pour les années 2016 et 2015 :

En milliers d'euros	Variation des capitaux propres attribuable aux actionnaires de la société mère (1.4)	Variation des capitaux propres attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (1.4)	Variation totale des capitaux propres (1.4)	Impact en activités d'investissement dans l'état des flux de trésorerie consolidé (1.5)	Impact en activités de financement dans l'état des flux de trésorerie consolidé (1.5)	Goodwill (3.3.2)
Acquisition Service plus et SP Services	-	-	-	-913	-	995
Acquisition Hopp	-	-	-	-3 597	-	3 798
Acquisition Transviva	-	-	-	-193	-	598
Acquisition SM21	-5 131	5 131	-	-11 210	-	13 636
Acquisition groupe Prohygiene	-	-	-	-6 840	-	6 516
Souscription au capital de Vanguard Internet (mise en équivalence)	-	-	-	-	-275	-
Rachat d'actions Onet SA par Onet animation	-3 778	-1 910	-5 689	-	-5 689	-
Complément de prix EPM et corrections du goodwill pendant le	-	-	-	-	-921	-2 328
Autres	23	-18	6	-	-	-
TOTAL DES VARIATIONS DE PERIMETRE 2016	-8 886	3 203	-5 683	-22 753	-6 885	23 215

En milliers d'euros	Variation des capitaux propres attribuable aux actionnaires de la société mère (1.4)	Variation des capitaux propres attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (1.4)	Variation totale des capitaux propres (1.4)	Impact en activités d'investissement dans l'état des flux de trésorerie consolidé (titres)	Impact en activités de financement dans l'état des flux de trésorerie consolidé (1.5)	Goodwill Badwill
Opérations sur capital	445	-445	0	-	-	-
Acquisition complémentaire SERALIA	6 997	-7 012	-15	-	-7 277	-
Acquisition EPM holding Company	-663	663	0	-23 702	-	25 978
Acquisition Cidel	-	-	0	-1 496	-	1 171
Acquisition Applus RTD	-	-	0	398	-	-756
Acquisition de titres SDMO	-300	-5	-305	-	-305	-
Bourse d'actions Onet animation	-4 578	-1 068	-5 646	-	-5 647	-
Acquisition de titres Holding Reinier par la SDMO	-396	-28	-424	-	-423	-
Autres	1	-11	-10	-	-	-
TOTAL DES VARIATIONS DE PERIMETRE 2015	1 506	-7 906	-6 400	-24 800	-13 652	27 149 (*)

(*) cf note 3.3.2

3.5.2.1 Acquisitions réalisées en 2016

Des goodwills provisoires ont été constatés suite aux acquisitions de l'exercice, décrites au paragraphe 3.1.1, et feront l'objet en 2017 d'une allocation du prix d'acquisition.

L'acquisition de la société SM21 au Brésil a porté sur 70% du capital, avec un engagement de rachat des 30% restant sur la période 2019-2020. Une dette actualisée relative à ce put sur minoritaires a été constatée pour un montant de 17 millions de réals soit 5,1 millions d'euros (cf note 3.7.2).

3.5.2.2 Suivi de l'acquisition de la société EPM en 2015

L'allocation du prix d'acquisition de la société EPM a été réalisée en 2016. Suite à cette étude, le carnet de commandes a été évalué à 0,9 millions de dollars et la clientèle à 4,4 millions de dollars. Le carnet de commandes fait l'objet d'un amortissement sur sa durée d'écoulement soit moins de 2 ans et un plan d'amortissement a été établi sur une durée de 8 ans pour la part relative à la clientèle. L'amortissement constaté en 2016 s'élève à 1,3 millions d'euros.

L'effet net d'impôt différé de cette affectation sur le Goodwill s'élève à 2,9 millions d'euros.

Par ailleurs, 2 compléments de prix avaient été comptabilisés en dettes sur investissements au 31 décembre 2015 et le 1er a fait l'objet d'un versement de 0,9 millions d'euros (cf. note 3.7.2).

3.6 Passifs non courants

3.6.1 Emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts auprès des établissements de crédit	158 355	164 239
Participation des salariés	586	1 099
Dépôts et cautionnements reçus	26	32
Avance conditionnée de l'Etat	172	172
Autres	393	465
Total	159 532	166 007
Les échéances des dettes portant intérêt sont les suivantes :		
De 1 à 5 ans	89 532	96 007
A plus de 5 ans (*)	70 000	70 000
Total	159 532	166 007

(*) La dette à plus de 5 ans correspond au placement privé mis en place le 22/07/2015.

3.6.2 Provisions

3.6.2.1 Tableau récapitulatif des provisions

En milliers d'euros	2015	Dotation	Reprises utilisée	Reprises non utilisées	Autres variations	2016
Provisions pour risques et charges						
Avantages postérieurs à l'emploi	42 178	4 899	2 232	-	-3 920	40 925
Médailles du travail	5 719	203	758	-	59	5 224
Sous-total des engagements envers le personnel	47 897	5 102	2 989	-	-3 861	46 148
Provision pour garantie	24	5	3	-		26
Provision pour pertes sur contrat	4 405	676	3 580	-		1 501
Autres provisions non courantes	509	-	-	-	-479	30
Total des provisions non courantes	52 835	5 783	6 572	-	-4 340	47 705
Avantages postérieurs à l'emploi	4 426	-	287	-	898	5 037
Médailles du travail	789	-	59	-		730
Sous-total des engagements envers le personnel	5 215	-	346	-	898	5 767
Provisions pour litiges	9 702	6 786	3 164	1 758	528	12 094
Provisions pour pertes sur contrats	1 254	203	860	-	-	597
Provision pour autres risques	-	-	-	-	-	-
Provision pour autres charges	10 094	754	5 485	2 808	72	2 626
Total des provisions courantes	26 265	7 743	9 855	4 566	1 498	21 084
Total	79 100	13 526	16 428	4 566	-2 843	68 789
Dont dotations et reprises						
-opérationnelles		12 571	16 428	4 566		
-financières		955				

Les provisions pour litiges incluent les provisions pour litiges prud'homaux.

3.6.2.2 Provisions relatives aux engagements envers le personnel

Les provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux sont constituées par :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Indemnités de départ en retraite France	43 031	43 335
Autres avantages postérieurs à l'emploi	612	602
Régime de retraite Suisse	1 554	1 614
Transition de fin de carrière	765	1 052
Médailles du travail	5 954	6 509
Total	51 916	53 112

Le Groupe cotise aux plans de retraite de ses salariés en conformité avec la loi par une contribution basée sur les salaires versés aux organismes gouvernementaux compétents. La société ne supporte aucune provision actuarielle en liaison avec ces plans à cotisation définie.

▪ Avantages postérieurs à l'emploi : indemnités de fin de carrière

En France, les conventions collectives obligatoires prévoient des indemnités de fin de carrière spécifiques qui consistent en un paiement forfaitaire calculé sur la base des droits de la convention collective du secteur auquel le salarié est rattaché.

Conformément aux règles d'évaluation définies par le Groupe pour le calcul de l'engagement social au titre de cet avantage post-emploi, la revue tri-annuelle des hypothèses à long terme applicables au calcul de cet engagement a été réalisée en 2016. Les hypothèses appliquées sont résumées dans le tableau suivant :

	2016	2015
Taux d'actualisation *	1,65%	2,00%
Taux d'évolution des salaires **	1 à 1,6%	2 à 2,5%
Table de mortalité	INSEE F/H 2009-2011	INSEE F/H 2009-2011
Turn-over***	Oui	Oui
Age de départ	62 ans à 65 ans (pour les cadres)	62 ans à 65 ans (pour les cadres)
Modalité de départ	Volontaire	Volontaire
Duration du passif social	10,6 ans	12 ans
Taux moyen de charges sociales	48%	48%

* En France, le taux d'actualisation des engagements à long terme envers le personnel a été fixé au 31 décembre 2016 à 1,65%. Ce taux a été déterminé sur la base du rendement des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturation de l'engagement.

** Y inclus toutes les hypothèses d'évolution de carrière, promotions, ancienneté et autres en fonction des catégories socioprofessionnelles.

*** Un taux de turn-over interne à l'entreprise est appliqué. Celui-ci a été revu en 2016 en fonction des données statistiques du Groupe.

L'évolution de la provision pour indemnités de fin de carrière s'établit comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle de l'obligation à l'ouverture	43 335	44 083
Coût des services rendus sur l'exercice	3 545	3 553
Coût financier	904	692
Prestations versées sur l'exercice	-1 834	-1 784
Coût des services passés	-	-
Ecart de conversion	-	-
Effet des variations de périmètre et des écarts actuariels	-2 919	-3 209
Valeur actuelle de l'obligation à la clôture	43 031	43 335

Le coût des services rendus correspond à l'accroissement de la valeur actuelle de l'obligation résultant des services rendus par les salariés au cours de l'exercice (coût d'une année de travail supplémentaire).

Le coût financier correspond à l'accroissement de la valeur actuelle de l'obligation résultant du fait que l'on s'est rapproché d'un exercice de la date de règlement des prestations. Il représente le coût d'une année de désactualisation.

L'effet des variations de périmètre et des écarts actuariels se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Modification des tables de turn-over	-1 412	-
Modification des profils de carrière	-3 654	-
Changement de tables de mortalité	-	57
Changement de taux d'actualisation	1 203	-2 000
Autres changements d'hypothèses (changement de taux de charges sociales)	-	-203
Entrée de périmètre	17	104
Autres écarts actuariels de la période (données)	927	-1 167
Total des écarts	-2 919	-3 209

En figeant toutes les autres hypothèses actuarielles, une hausse de 0,25% du taux d'actualisation porte l'engagement pour indemnités de départ en retraite France à 42 152 milliers d'euros.

Les éléments comptabilisés en résultat sur l'exercice 2015 et 2016 au titre des indemnités de fin de carrière sont les suivants :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus sur l'exercice	-3 545	-3 553
Coût financier	-904	-692
Total des charges liées aux engagements	-4 449	-4 245

▪ Autres avantages postérieurs à l'emploi en France et en Suisse

La société ONET SA a accordé à quelques salariés un complément de ressources en sus des régimes normaux de retraite. Il existe un actif associé à ce régime destiné à financer cet avantage accordé au personnel sous la forme d'un contrat d'assurance. Ce régime est fermé depuis le 30 juin 2004, un seul salarié est désormais concerné.

Pour les autres pays, les régimes dépendent de la législation locale et de l'activité de la filiale concernée. Seul le régime de retraite Suisse prévoit un système de versements de prestations définies et fait l'objet d'une provision.

Les montants relatifs à la période en cours et aux périodes précédentes se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Autres avantages postérieurs à l'emploi (en France)		
Obligation au titre des prestations définies	1 418	1 339
Actifs du plan	806	736
Ajustement des passifs liés à l'expérience	-	-
Ajustement des actifs liés à l'expérience	-	-
Autres avantages postérieurs à l'emploi (en francs suisses)		
Obligation au titre des prestations définies	6 083	4 583
Actifs du plan	4 415	2 835
Ajustement des passifs liés à l'expérience	933	-2 850
Ajustement des actifs liés à l'expérience	958	-2 714

○ **Autres avantages postérieurs à l'emploi en France**

Les variations de la juste valeur des actifs du régime complémentaire de retraite en France (autres avantages postérieurs à l'emploi) sont présentées ci-dessous :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle des actifs du régime à l'ouverture	736	696
Rendement attendu des actifs du régime	-	14
Gains et pertes actuariels	-	26
Prestations versées sur l'exercice	-	-
Cotisations versées au cours de l'exercice	70	-
Valeur actuelle des actifs du régime à la clôture	806	736

Le portefeuille d'actifs dans lequel sont investis les fonds liés aux engagements de retraite collective en France est composé d'obligations (84%), d'immobilier (9%), d'actions (7%).

La décomposition au bilan se présente comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actualisée de l'obligation	1 418	1 339
Juste valeur des actifs du régime	-806	-736
Passif enregistré au bilan	612	603

Les éléments comptabilisés en résultat sur l'exercice 2015 et 2016 sont les suivants :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus sur l'exercice	-39	-35
Coût financier	-40	-46
Total des charges liées aux engagements	-79	-81
Reprises de provisions liées aux versements de l'exercice *	70	-
Produits financiers des actifs	-	14
Impact net sur le résultat de l'exercice	-9	-67

*versements comptabilisés en charges de personnel.

○ **Autres avantages postérieurs à l'emploi en Suisse**

En ce qui concerne le régime de retraite suisse, les variations de la juste valeur des actifs du régime complémentaire de retraite sont les suivantes :

En milliers de francs suisses	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle des actifs du régime à l'ouverture	2 835	5 513
Rendement attendu des actifs du régime	30	28
Gains et pertes actuariels	958	-2 714
Prestations versées sur l'exercice	151	-155
Cotisations versées au cours de l'exercice	475	248
Autres	-34	-85
Valeur actuelle des actifs du régime à la clôture	4 415	2 835

La décomposition au bilan se présente comme suit :

En milliers de francs suisses	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actualisée de l'obligation	6 083	4 585
Juste valeur des actifs du régime	4 415	2 835
Passif enregistré au bilan	1 668	1 750

Les éléments comptabilisés en résultat sur l'exercice 2015 et 2016 sont les suivants :

En milliers de francs suisses	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus sur l'exercice	-357	-401
Coûts administratifs	-34	-
Coût financier	-42	-40
Total des charges liées aux engagements	-433	-441
Reprises de provisions liées aux versements de l'exercice *	357	114
Produits financiers des actifs	30	27
Impact net sur le résultat de l'exercice	-46	-300

*versements comptabilisés en charges de personnel.

▪ Autres avantages long terme

○ Médailles du travail

Le Groupe comptabilise une provision pour médailles du travail dans ses comptes individuels et consolidés suivant les méthodes préconisées par l'IAS19.

Les hypothèses actuarielles à long terme, qui ont fait l'objet d'une revue en 2016 selon les mêmes méthodes que celles décrites pour les indemnités de fin de carrière, sont les suivantes :

	2016	2015
Taux d'actualisation *	1,65%	2,00%
Taux d'évolution des salaires **	1 à 1,6%	2 à 2,5%
Table de mortalité	INSEE F/H 2009-2011	INSEE F/H 2009-2011
Turn-over***	Oui	Oui
Age de départ	62 ans à 65 ans (pour les cadres)	62 à 65 ans (pour les cadres)
Duration du passif social	8,3 ans	8,9 ans

L'évolution de la provision pour médailles du travail s'établit comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle de l'obligation à l'ouverture	6 508	6 705
Coût des services rendus sur l'exercice	690	691
Coût financier	128	100
Prestations versées sur l'exercice	-789	-725
Coût des services passés	-	-
Ecart de conversion	-	-
Effet des variations de périmètre et des écarts actuariels (impact en résultat)	-583	-263
Valeur actuelle de l'obligation à la clôture	5 954	6 508

Les éléments comptabilisés en résultat sur l'exercice 2015 et 2016 sont les suivants :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus sur l'exercice	-690	-691
Coût financier	-128	-100
Ecarts actuariels	780	-263
Total des charges liées aux engagements	-38	-1 054
Reprises de provisions liées aux versements de l'exercice	789	725
Impact net sur le résultat de l'exercice	751	-329

L'effet des variations de périmètre et des écarts actuariels se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Changement de l'âge de départ des cadres	-	-
Modification des tables de turn-over	-179	-
Modification des profils de carrière	-342	-
Changement de tables de mortalité	-	5
Changement de taux d'actualisation	127	-220
Autres changements d'hypothèses	-	-
Entrée de périmètre	-	-
Autres écarts actuariels de la période (données)	-189	-48
Total des écarts	-583	-263

○ Dispositif de transition de fin de carrière

Le 10 septembre 2015, un accord d'entreprise a été signé entre le GIE Assistance Services et les organisations syndicales. Cet accord, auxquels les salariés ne pouvaient prétendre que jusqu'en novembre 2015, a pour objet d'instituer un dispositif dit de transition de fin de carrière permettant aux salariés volontaires de l'entreprise remplissant certaines conditions d'être dispensés d'activité jusqu'à la liquidation de leur retraite à taux plein tout en bénéficiant d'une allocation versée par l'entreprise, dont le taux applicable est fixé en fonction de l'ancienneté de l'individu ; 10 personnes sont concernées par ce dispositif.

La date de cessation de l'activité s'est échelonnée du 1^{er} janvier au 31 août 2016.

Une provision est donc comptabilisée au titre de cet engagement, dans les comptes individuels et consolidés, suivant les méthodes préconisées par l'IAS19 pour la catégorie autres avantages à long terme.

Les hypothèses actuarielles à long terme sont les suivantes :

	2016	2015
Taux d'actualisation	1,65%	2,00%
Taux d'évolution des salaires	0,50%	0,50%
Table de mortalité	TGH 05-TGF 05	TGH 02-TGF 02
Turn-over	Non	Non
Age de départ	Individuel	Individuel
Duration du passif social	1,2 ans	1,2 ans

L'évolution de la provision pour transitions de fin de carrière s'établit comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle de l'obligation à l'ouverture	1 052	-
Coût des services rendus sur l'exercice	23	-
Coût financier	12	-
Prestations versées sur l'exercice	-293	-
Coût des services passés	-	1 052
Ecart de conversion	-	-
Effet des variations de périmètre et des écarts actuariels (impact en résultat)	-29	-
Valeur actuelle de l'obligation à la clôture	765	1 052

L'allocation à verser en 2017 est évaluée à 404 milliers d'euros.

3.7 Passifs courants

3.7.1 Dettes financières à court terme

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Emprunt auprès des établissements de crédit	87 464	102 523
Concours bancaires	1 601	38 909
Autres dettes financières	9 567	1 438
Total des dettes à court terme	98 632	142 870

Le contrat d'affacturage conclu en 2007 arrivant à échéance, le Groupe Holding Reinier a signé le 24 juin 2015 un nouveau contrat d'affacturage. Comme précédemment, il concerne 8 sociétés : Onet Services, Entreprise H. Reinier, Techman Industries, Main Sécurité, Safen, Onepi, Onet Technologies Nuclear Decommissioning, Prodim.

Il s'agit d'un contrat d'affacturage confidentiel (« non notifié ») comportant un mandat de gestion et de recouvrement non rémunéré confié au Groupe par Natixis Factor et un recours contre le cédant.

Les principales conditions financières contractuelles sont les suivantes :

- la commission de financement est calculée au taux Euribor 2 mois +0,75% (appliqué au financement net (tirage-remboursement), avec un minimum de 400 milliers d'euros HT annuel).
- le dépôt de garantie est égal à 7% du montant des créances remises (avec un minimum de 4 670 milliers d'euros).

Il est à noter que fin 2016, les sociétés Techman Industries et Prodim sont sorties du programme.

Le montant de la dette envers le factor qui figure sur la ligne « emprunts auprès des établissements de crédit » s'élève au 31 décembre 2016 à 67 742 milliers d'euros contre 89 800 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Les flux de l'exercice relatifs au factor, inscrits dans l'état des flux de trésorerie en activités de financement s'élèvent à - 22 058 milliers d'euros contre 26 340 milliers d'euros en 2015.

3.7.2 Dettes sur investissements

Les dettes sur investissements sont constituées des engagements d'achats de titres de participation aux actionnaires minoritaires et des dettes sur acquisition de titres de sociétés du Groupe, comprenant notamment des compléments de prix. Les engagements d'achat de titres (put) donnés aux actionnaires minoritaires des filiales sont enregistrés initialement en dettes pour leur prix d'exercice, en contrepartie des capitaux propres. S'ils sont significatifs, les effets liés à d'éventuels changements d'estimations sont reconnus en contrepartie des capitaux propres et ceux résultant de la désactualisation de ces dettes en charges financières.

En milliers d'euros	31/12/2015	Augmentation du Goodwill	Charges de personnel (IFRS2)	Autres produits d'exploitation (variation de juste valeur)	Trésorerie	Conversion	31/12/2016
Complément de prix EPM (1M\$)	919	-	-	-	-904	-14	-
Dettes sur investissements à CT	919	-	-	-	-904	-14	-
Complément de prix EPM (2M\$)	1 837	-	-	-1 808	-	-29	-
Put sur minoritaires EPM	1 161	-	-	-66	-	35	1 130
Services post acquisition EPM	120	-	364	-	-	22	506
Put sur minoritaires SM21	-	4 885	-	-	-	199	5 084
Dettes sur investissements à LT	3 118	4 885	364	-1 874	-	227	6 720
Total des dettes sur investissements	4 037	4 885	364	-1 874	-904	213	6 720

Lors de l'acquisition de la société EPM fin 2015, 2 compléments de prix avaient été comptabilisés en dettes sur investissements. Le 1^{er}, d'un montant de 1 million de dollars, a été versé aux vendeurs en novembre 2016, les conditions de versement étant réunies au 29 juillet 2016, date de clôture de l'exercice de cette société. Le versement du 2nd complément de prix de 2 millions de dollars a été jugé trop improbable pour être maintenu en dettes au 31 décembre 2016.

3.7.3 Dettes fournisseurs et autres dettes

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Fournisseurs et comptes rattachés	69 855	63 760
Avances et acomptes reçus sur commande	6 746	6 855
Dettes sociales	229 188	224 737
Dettes fiscales	126 553	111 584
Fournisseurs d'immobilisations	3 040	1 850
Dettes diverses	4 962	4 312
Total des dettes fournisseurs et autres dettes	440 344	413 098

3.7.4 Autres passifs courants

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Produits constatés d'avance	14 567	34 109
Total des autres passifs courants	14 567	34 109

3.7.5 Passifs éventuels

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou de litiges dans le cadre normal des opérations, dont des contentieux avec les administrations fiscales et sociales. Les charges qui peuvent en résulter, estimées probables par le Groupe et leurs experts, ont fait l'objet de provisions.

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas de fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter de manière significative l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière du Groupe ou de ses filiales qui n'ait fait l'objet de provisions estimées nécessaires à la clôture de l'exercice.

3.8 Instruments financiers

3.8.1 Instruments financiers au 31 décembre 2016

En milliers d'euros	31/12/2016		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au Bilan	Juste valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments
Autres actifs financiers	13 227	13 227	-	13 227	-	-
Créances clients et autres débiteurs	487 555	487 555	-	487 555	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	134 555	134 555	-	134 555	-	-
ACTIFS	635 337	635 337	-	635 337	-	-
Passifs financiers non courants	159 532	159 532	-	-	159 532	-
Fournisseurs et autres créditeurs	440 344	440 344	-	440 344	-	-
Passifs financiers courants	98 632	98 632	-	-	98 632	-
Dettes sur investissements	6 720	6 720	-	-	-	6 720
Autres passifs non courants	5 584	5 584	-	242	-	5 342
Autres passifs courants	14 566	14 566	-	14 566	-	-
PASSIFS	725 378	725 378	-	455 152	258 164	12 062

3.8.2 Instruments financiers au 31 décembre 2015

En milliers d'euros	31/12/2016		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au Bilan	Juste valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments
Autres actifs financiers	14 779	14 779	-	14 779	-	-
Créances clients et autres débiteurs	463 343	463 343	-	463 343	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	175 821	175 821	-	175 821	-	-
ACTIFS	653 943	653 943	-	653 943	-	-
Passifs financiers non courants	166 006	166 006	-	-	166 006	-
Fournisseurs et autres créditeurs	413 097	413 097	-	413 097	-	-
Passifs financiers courants	142 870	142 870	-	-	142 870	-
Dettes sur investissements	4 037	4 037	-	-	-	4 037
Autres passifs non courants	4 643	4 643	-	263	-	4 380
Autres passifs courants	34 109	34 109	-	34 109	-	-
PASSIFS	764 762	764 762	-	447 469	308 876	8 417

3.8.3 Dérivés

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Instruments dérivés actifs		
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-
Autres dérivés	-	-
Dérivés de couverture de juste valeur	-	-
Total des dérivés actifs(a)	-	-
Instruments dérivés passifs		
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	3 256	3 374
Autres dérivés (trading)	2 087	1 006
Dérivés de couverture de juste valeur	-	-
Total des dérivés passifs(b)	5 343	4 380
Total des instruments dérivés nets (b) –(a)	5 343	4 380
(position bilancielle passive)		

Les montants des justes valeurs indiquées ci-dessus représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt. Celles-ci sont susceptibles de changer dans d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les instruments financiers du Groupe Holding Reinier sont tous classés dans le niveau 1 (cf 2.1.10).

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés. Depuis l'opération de LBO réalisée en 2007, la direction du Groupe ONET gère le risque de taux inhérent au financement négocié de sa dette à taux variable par le biais d'instruments dérivés. Souhaitant rendre éligible la totalité de ses dérivés à la comptabilité de couverture, le Groupe a réalisé la documentation requise depuis l'origine et à l'initiation de ces opérations. Cette documentation, et notamment les tests d'efficacité quantitatifs, a été mise à jour périodiquement, pour les besoins des arrêts semestriels et annuels du Groupe.

3.8.4 Relation de couverture au 31 décembre 2016

L'analyse des caractéristiques très proches des instruments dérivés et des sous-jacents a permis de démontrer l'existence d'une relation de couverture entre les éléments couverts et les instruments de couverture. La réalisation des tests d'efficacité entre la variation des flux futurs des sous-jacents et la variation des flux futurs des instruments a démontré le caractère hautement efficace de la relation de couverture. Le caractère hautement probable des transactions futures attendues a également été démontré.

3.8.4.1 Sous-jacents

La dette à taux variable sur laquelle sont adossés les dérivés éligibles au 31 décembre 2016 se décompose comme suit :

Pour la partie long terme :

- Contrat de crédits signé le 24 juin 2015, entre ONET SA et un pool bancaire, pour un montant de 160 millions d'euros décomposé en 3 tranches :
 - la tranche A pour un montant de 50M€, le capital restant dû au 31/12/2016 s'élève à 45 M€,
 - la tranche B pour un montant de 50 millions d'euros, tirée partiellement au 31/12/2016. Le capital restant dû est de 28 millions d'euros ; le montant tirable est quant à lui de 18 millions d'euros,
 - la tranche C (crédit renouvelable) pour un montant de 60 millions d'euros, non tirée au 31/12/2016 (non couverte par des instruments dérivés)
- Contrat d'emprunt lié au financement du siège social du Groupe, qui a été renégocié fin 2014, passant d'un taux fixe à un taux variable, à compter de l'échéance de février 2015. Le capital restant dû au 31/12/2016 s'élève à 5.3 millions d'euros.

Pour la partie court terme :

Contrat d'affacturage conclu le 24 juin 2015 avec Natixis Factor, dont l'encours moyen financé s'élève au 31 décembre 2016 à 51,8 millions d'euros. Toutefois, dans le cadre du développement du Groupe, les projections retenues par la direction générale du Groupe montrent un besoin de financement court terme minimum de 30 millions d'euros qui a été retenu comme notionnel du sous-jacent.

Sous-jacents	Montants en milliers d'euros	Date de départ	Date d'échéance	Index	Type
Tranche A	45 000	24/06/2015	24/06/2020	E3M	Dette à taux variable
Tranche B	28 000	05/10/2015	24/06/2020	E3M	Dette à taux variable
Emprunt siège	5 301	05/11/2014	05/05/2019	E3M	Dette à taux variable
Factor	51 793	24/06/2015	Indéterminée	E2M	En cours moyen financé
Total	130 094	-	-	-	-

3.8.4.2 Dérivés éligibles adossés (ayant démarré ou à départ décalé) au 31/12/2016

La décomposition des opérations éligibles à la comptabilité de couverture est la suivante au 31 décembre 2016 :

Instruments dérivés	Notionnel en milliers d'euros	Date de départ	Date d'échéance	Type	Départ décalé
CIC 6	4 439 amortissable	05/02/2015	05/05/2019	Swap amortissable	-
CIC 7	4 457 amortissable	05/02/2015	05/05/2019	Swap amortissable	-
LCL 4	7 000	01/07/2015	29/06/2018	Swap de taux d'intérêt	-
NATIXIS 1	15 000	01/07/2015	28/06/2019	Swap de taux d'intérêt	-
NATIXIS 2	10 000	01/07/2015	28/06/2019	Swap de taux d'intérêt	-
Société Générale 1	15 000	01/07/2015	28/06/2019	Swap de taux d'intérêt	-
Total (*)	52 305	-	-	-	-

Instruments dérivés	Notionnel en milliers d'euros	Date de départ	Date d'échéance	Type	Départ décalé
ARKEA 1	20 000	04/01/2016	31/12/2020	Swap de taux d'intérêt	-
NATIXIS 8	10 000	04/01/2016	31/12/2020	Swap de taux d'intérêt	-
Total (*)	30 000	-	-	-	-

Instruments dérivés	Notionnel en milliers d'euros	Date de départ	Date d'échéance	Type	Départ décalé
LCL 5	23 000	01/07/2019	30/06/2020	Swap de taux d'intérêt	oui
NATIXIS 7	11 000	01/10/2017	30/09/2018	Swap de taux d'intérêt	oui

Instruments dérivés	Notionnel	Date de départ	Date d'échéance	Type	Départ décalé
BNP 6	206 000 000 JPY //	02/03/2016	01/09/2017	Instrument de change	-

(*) Au 31 décembre 2016, le Groupe Holding REINIER couvre sa dette à taux variable à hauteur de 63,26%.

3.8.4.3 Dérivés non éligibles

Compte-tenu du niveau d'encours financé par affacturage sur l'exercice 2015 (27,6 millions d'euros), les instruments LCL6 et NAT9, contractualisés en 2015 pour couvrir cette dette à compter de janvier 2016, n'ont pas été qualifiés de couverture.

Par ailleurs, en raison d'un niveau d'endettement insuffisant à la date de clôture (tirages de la tranche de financement destinée au financement des croissances externes partiellement réalisés), deux instruments de type « swaps » ont été déqualifiés sur l'exercice 2016.

Enfin, le Groupe détient toujours en portefeuille un instrument de type swaption, qualifié par nature comme « instrument dérivé spéculatif », qui avait été négocié début 2015.

Les variations de juste valeur et les écritures de recyclage par le résultat constatées pour ces instruments, détaillés ci-dessous, ont généré une charge financière de 1,1 millions d'euros sur l'exercice.

Instruments dérivés	Notionnel en milliers d'euros	Date de départ	Date d'échéance	Type
CIC 8	40 000	29/09/2020	29/09/2020	Swaption
LCL 6	10 000	04/01/2016	31/12/2020	Swap de taux d'intérêt
NATIXIS 6	23 000	04/01/2016	30/09/2017	Swap de taux d'intérêt
NATIXIS 9	10 000	04/01/2016	31/12/2020	Swap de taux d'intérêt
NOMURA 5	7 000	01/04/2016	29/09/2017	Swap de taux d'intérêt

3.8.5 Sensibilité des dérivés au taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité des dérivés au taux d'intérêt effectuée au 31 décembre 2016 avec une variation du taux à plus et moins 0,5 pourcent se décompose de la façon suivante au bilan consolidé :

En milliers d'euros	+ 50PB	-50PB
Instruments dérivés actifs (a)	18	-
Instruments dérivés passifs (b)	3 502	7 481
Total des instruments dérivés nets (b) – (a)	3484	7481
(position bilancielle passive)		

3.9 Résultat opérationnel

3.9.1 Produits des activités ordinaires

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de produits finis	30 493	26 755
Ventes de biens et services	1 621 866	1 518 155
Ventes de marchandises	43 046	42 788
Total du chiffre d'affaires	1 695 405	1 587 698
Autres produits des activités ordinaires	4 235	1 905
Total du produit des activités ordinaires	1 699 640	1 589 603

Les autres produits de l'activité comprennent notamment les subventions d'exploitation.

3.9.2 Achats consommés

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Achats de marchandises	-25 081	-23 618
Variation de stocks de marchandises	301	453
Achats de matières premières	-2 018	-1 754
Variation de stocks de matières premières	88	-5
Achats non stockés mat. Et fournisseurs	-62 967	-62 614
Dotation/Reprise provision sur stocks	82	233
Production stockée	-303	-15
Total des achats consommés	-89 898	-87 320

3.9.3 Charges externes

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Services extérieurs (*)	-151 828	-141 611
Autres charges	-1 812	-1 676
Transferts de charges d'exploitation	3 028	3 952
Crédit d'impôt mécénat	131	140
Total des charges externes	-150 481	-139 195

(*) Dont commissions d'affacturage : 44 milliers d'euros en 2016 et 496 milliers d'euros en 2015.

3.9.4 Charges de personnel

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Rémunération du personnel	-968 002	-901 172
Charges sociales (*)	-290 889	-272 484
Dotation aux provisions pour risques et charges	-4 134	-5 131
Reprise de provision pour risques et charges	7 804	4 087
Charges de sous-traitance, intérim	-76 264	-67 785
Transfert de charges de personnel	2 870	2 067
Participation des salariés	-303	-1 223
Crédits d'impôt	3 682	2 578
Total des charges de personnel	-1 325 236	-1 239 063

(*) Dont crédit pour impôt et compétitivité emploi de 45 340 milliers d'euros au 31/12/2016 et de 42 266 milliers d'euros au 31/12/2015.

3.9.5 Impôts et taxes

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Contribution économique territoriale	-20 651	-19 670
Autres taxes assises sur les moyens humains	-35 783	-33 090
Taxes assises sur les moyens corporels de production	-1 212	-1 212
Taxes assises sur le chiffre d'affaires	-1 991	-2 438
Autres impôts et taxes	-1 081	-976
Total des impôts et taxes	-60 718	-57 386

3.9.6 Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Gains sur cession d'immobilisations incorporelles	-	-
Gains sur cession d'immobilisations corporelles	216	-
Variation de juste valeur des immeubles de placement	156	-
Variation de juste valeur des compléments de prix sur acquisitions	1 875	-
Reprise de provision non utilisée sur redressement URSSAF	3 424	-
Autres produits d'exploitation	181	505
Quote-part de résultat sur op. faites en commun (3.9.6.1)	2 365	3 057
Total des autres produits d'exploitation	8 217	3 562
Pertes sur cession d'immobilisations incorporelles	-21	-11
Pertes sur cession d'immobilisations corporelles	-	-819
Pénalités	-896	-1 716
Pertes sur créances clients	-1 414	-1 742
Autres charges (notamment liées aux prud'hommes)	-1 738	-950
Quote-part de résultat sur op. faites en commun	-	-
Total des autres charges d'exploitation	-4 069	-5 238

3.9.6.1 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Cette ligne comprend la quote-part de résultat des partenariats définis comme activités conjointes selon IFRS11 :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
SEP CCPRO	103	609
SEP CSPRO	2 239	2 496
SEP COMAXXO	-	-48
AUTRES	23	-
Total des quote-part sur opérations faites en commun	2 365	3 057

3.9.7 Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Constatation du badwill sur Applus RTD	-	756
Total des autres produits et charges opérationnels	-	756

3.10 Résultat financier

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-5 255	-5 254
Produits et charges relatifs aux instruments dérivés	-2 429	-4 432
Coût de l'endettement financier brut (a)	-7 684	-9 686
Produits de cession de VMP	4	10
Revenus des autres créances et VMP	12	20
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie(b)	16	30
Coût de l'endettement financier net : c = (a+b)	-7 668	-9 656
Dividendes	1	-
Produit des autres immobilisations financières.	969	472
Intérêts de retard sur créances clients	2	10
Gains de change	-	2 143
Autres produits financiers	115	58
Reprise des provisions financières	7	168
Total des autres produits financiers (d)	1 094	2 851
Dotation des provisions financières	-955	-736
Pertes de change	-806	-
Charges sur cession d'immobilisations financières	-21	-266
Autres charges financières	-954	-108
Total des autres charges financières (e)	-2 736	-1 110
Résultat financier : (c+d+e)	-9 310	-7 915

La charge d'intérêt sur emprunts supportée au titre de la période allant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 s'est élevée à 3 478 milliers d'euros.

Les impacts de la couverture de la dette Groupe sur les produits et charges relatifs aux instruments dérivés sont les suivants :

- Recyclage par le résultat consolidé sans effet sur le cash pour -92,9 milliers d'euros,
- Position nette sur le programme de couverture pour - 1 349 milliers d'euros,
- Variation de juste valeur par le résultat pour -986,8 milliers d'euros.

En ce qui concerne le financement à court terme du Groupe, le coût de l'affacturage s'élève à 337 milliers d'euros en 2016 pour 276 milliers d'euros en 2015.

3.11 Charge d'impôt sur le résultat

3.11.1 Analyse de la charge d'impôt au compte de résultat

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Charge d'impôt exigible	-582	-1 232
Charge (ou produit) net d'impôts différés	211	-916
Charge d'impôt sur le résultat	-371	-2 148

Détermination du taux d'impôt effectif :

En milliers d'euros	Base	Taux	Impôt
Résultat des activités poursuivies avant Impôt sur les sociétés	45 185		
Incidence du crédit d'impôt compétitivité emploi	45 351		
Incidence des autres crédits d'impôt	3 813		
Résultat des entreprises associées	-377		
Produit ou (charge) d'impôt théorique	-3 602	34,43%	-1 240
Incidence des :			
Déficits utilisés ou perdus			-627
Déficits non activés			648
Activations de déficits antérieurs			-1 003
Différences permanentes social/fiscal			126
Différences permanentes consolidation			548
Changements de taux de report variable			1 959
Ecart de taux			-40
Total de la charge d'impôt réelle			371

Compte tenu de l'adoption fin 2016 de la loi de finances prévoyant la diminution progressive du taux de l'impôt sur les sociétés, jusqu'à un taux de 28% en 2020 pour les entreprises réalisant plus d'1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, un taux de 28,92% a été appliqué aux impôts différés dont l'échéance est postérieure à 2019. L'impact de cette variation est de -2 599 milliers d'euros sur les impôts différés actifs, dont 640 milliers d'euros sur les autres éléments du résultat global et 1 959 milliers d'euros sur le résultat.

Le « CICE » a été comptabilisé en résultat opérationnel, de même que les autres crédits d'impôt dont bénéficie le Groupe.

Les déficits non activés correspondent essentiellement à des déficits à l'étranger (établissements stables et sociétés), non comptabilisés en impôts différés actifs.

L'activation de déficits antérieurs est liée au retournement de la position d'Onet Espagne, pour qui la récupération des déficits cumulés présente un niveau de probabilité élevé et a permis la constatation de cet impôt différé actif.

Les « différences permanentes social-fiscal » résultent principalement de charges non déductibles du résultat fiscal en France, comme par exemple l'impact du plafonnement des charges financières.

3.11.2 Impôts différés constatés au bilan

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Impôts différés actifs	24 682	25 483
Impôts différés passifs	2 419	374

La position nette de l'impôt différé au bilan se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Différences temporaires social-fiscal	6 486	5 468
Engagement au titre d'IAS 19	13 596	15 493
Instruments financiers dérivés	1 121	1 089
Marge interne sur immobilisations	950	1 130
Impôts différés liés à des opérations sur fonds de commerce sociaux	4 690	4 962
Ecart d'évaluation sur clientèle	-1 464	-
Autres impôts différés sur autres retraitements	-3 116	-3 033
Total	22 263	25 109

Au 31 décembre 2015 et 2016, aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre des impôts qui seraient dus sur les résultats non distribués de certaines filiales du Groupe, dans la mesure où le Groupe a décidé que les bénéfices non distribués de ses filiales ne seraient pas distribués dans un avenir prévisible.

3.11.3 Déficits fiscaux reportables

Les déficits fiscaux reportables non encore utilisés concernant les sociétés françaises s'élèvent à 1 700 milliers d'euros, ce qui représente une économie potentielle d'impôts non comptabilisée de 585 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

En ce qui concerne les sociétés étrangères, ce cumul s'établit en base à 34 462 milliers d'euros en 2016. La récupération de ces déficits fiscaux reportables n'est pas suffisamment probable pour donner lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif.

3.11.4 Impôt comptabilisé directement en capitaux propres

L'effet d'impôt qui figure dans l'état des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	-1 049	-1 072
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-40	-1 085
Variation de taux d'impôt sur les impôts initialisés par les capitaux propres	-640	496
Total des impôts comptabilisés directement en capitaux propres	-1 729	-1 661

3.12 Informations sur les parties liées

- Rémunérations des organes de direction

Les montants des rémunérations allouées aux membres du conseil d'administration de la Holding Reinier, conseil de surveillance et du directoire de la société Onet S.A, sont les suivants en 2016:

- au titre de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées, 4 156 milliers d'euros,
- au titre des indemnités de départ en retraite provisionnées, 79 milliers d'euros,
- au titre des avantages complémentaires postérieurs à l'emploi, 167 milliers d'euros.

- Transactions avec les parties liées

Au 31 décembre 2016, les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent les opérations courantes réalisées avec des sociétés liées dont les représentants sont eux-mêmes membres d'un des deux organes de direction du Groupe Holding REINIER.

En milliers d'euros	Créances	Dettes	Vente de biens et services	Achats de biens et services
Delta Assurances (*)		10 919		16 960
Société immobilière de saint Julien (**)			7	1 503

(*) Mutuelle et prévoyance (Part patronale et salariale)

(**) Location des locaux commerciaux.

3.13 Honoraires des commissaires aux comptes

Les montants des honoraires versés aux commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat 2016 sont les suivants :

En milliers d'euros	Certification	Autres services	Total
KPMG	1 105	495	1 600
Ernst and Young	628	120	748
Autres	84	32	116
Total des honoraires	1 817	647	2 464

3.14 Engagements

3.14.1 Engagements donnés

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Lettres d'intention	16 184	28 146
Garanties financières	8 222	7 744
Garanties des loyers	206	297
Garanties données sur des marchés	32 414	20 313
Autorisation de découvert / caution	1 150	3 552
Fondation	203	256

3.14.2 Covenants

Au titre du contrat de financement bancaire signé le 24 juin 2015 pour un montant de 160 millions d'euros, et du contrat de souscription d'obligations signé le 22 juillet 2015, le Groupe s'est engagé à respecter les ratios suivants :

- Ratio de Levier : le rapport entre les dettes nettes consolidées et l'EBITDA consolidé doit être inférieur ou égal à 2,5.
- Ratio de Gearing : le rapport entre les dettes nettes consolidées et les fonds propres consolidés doit être inférieur ou égal à 1.
- L'EBITDA doit être supérieur ou égal à 0.

Au 31 décembre 2016 les ratios calculés sont respectés.

3.14.3 Gages, hypothèques et nantissements

Afin de garantir l'emprunt de 20 M€ souscrit en 2007 remboursable sur 12 ans, une hypothèque est inscrite à la conservation des hypothèques sur la parcelle de terrain à bâtir de 9 587 m² sise à Marseille Sormiou (13009). En garantie du contrat conclu avec BPI France (financement court terme) de 25 000 milliers d'euros, Onet SA est engagé par un gage espèces de 2 500 milliers d'euros.

3.15 Résultat par action

La détermination du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et de préférence en circulation au cours de la période est présentée ci-dessous.

	31/12/2016	31/12/2015
Nombre d'actions à la clôture	14 425 075	14 425 075
Nombre moyen pondéré d'actions	14 425 075	14 418 553

Le résultat net de base par action calculé sur le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de la société mère s'établit donc comme suit :

En euros	31/12/2016	31/12/2015
Résultat par action des activités poursuivies	3,09	1,86

3.16 Objectifs et politiques de gestion des risques

Il incombe au Conseil d'Administration de la Société de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. Le Conseil d'Administration a mis en place un Comité de Gestion du Risque qui est responsable de la définition et du contrôle de la politique de gestion des risques du Groupe. Le comité rend compte de ses activités au Conseil d'Administration de façon régulière

La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe est confronté, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions de marché et des activités du Groupe. Le Groupe, par ses règles et procédures de formation et de gestion, vise à maintenir un environnement de contrôle rigoureux et constructif dans lequel tous les membres du personnel ont une bonne compréhension de leurs rôles et de leurs obligations.

Le Comité d'Audit du Groupe a pour responsabilité de veiller à l'application par la Direction de la politique et des procédures de gestion des risques du Groupe, et d'examiner l'adéquation du cadre de gestion des risques avec les risques auxquels le Groupe est confronté. Le Comité d'Audit du Groupe est assisté dans son rôle de surveillance par l'Audit Interne. L'Audit Interne réalise des revues régulières et ciblées des contrôles et des procédures de gestion des risques, dont les résultats sont communiqués au Comité d'Audit.

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires, de dettes de location financement, de dettes fournisseurs. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts et cautionnements qui sont générés directement par ses activités.

Le Groupe contracte également dans certains cas des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion des risques de taux d'intérêt liés au financement du Groupe.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont le risque de taux d'intérêt sur les flux de trésorerie, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de contrepartie. Ces politiques sont résumées ci-dessous.

3.16.1 Risques liés aux variations des taux de change

Le Groupe ne couvre pas ses investissements nets dans ses activités à l'étranger et en conséquence comptabilise dans les autres éléments du résultat global les écarts de change résultant de la conversion. Au 31 décembre 2016, le montant accumulé dans les réserves de conversion est de 2,4 millions d'euros contre 1,2 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le Groupe est très peu exposé au risque de change dans la mesure où ses ventes et achats sont majoritairement libellés en monnaie de fonctionnement des filiales et ses dettes financières en monnaie de présentation (euros).

3.16.2 Risques liés aux taux d'intérêt

Le Groupe Holding Reinier est exposé aux risques sur les taux d'intérêt, à travers son financement. Au 31 décembre 2016, le Groupe a une dette à taux variable de 153 millions d'euros. En vue de réduire son exposition aux variations des taux d'intérêts, le Groupe a souscrit, lorsque cela était jugé approprié, des opérations visant à réduire son exposition à ces taux d'intérêts. Le Groupe a notamment mis en place des contrats de swap de taux par lesquels il échange, à intervalles déterminés, la différence entre le taux des intérêts à taux fixe et le taux des intérêts à taux variable calculés sur un montant nominal d'emprunt convenu entre les parties. Ces contrats sont décrits au chapitre 3.8.4.

Le Groupe n'utilise par ailleurs aucun autre instrument financier significatif que ceux mentionnés dans le chapitre 3.8.4.

La position du Groupe vis à vis du risque de taux au 31 décembre est la suivante :

Dettes à taux variable (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dette senior tranches A et B	73 000	70 000
Emprunt lié au siège social	5 301	7 367
Factor	51 793	27 635
OSEO (*)	22 500	22 500
Total	152 594	127 502

(*) La ligne de crédit court terme souscrite initialement en 2011 auprès de BPI France (ex-Oseo) a été reconduite en 2016 pour un montant de 25 millions d'euros aux conditions de taux de l'Euribor un mois plus marge de 0,5 bp. Parallèlement à cette opération le Groupe a versé en contrepartie à BPI France un dépôt de garantie de 2,5 M€.

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité du résultat avant impôt du Groupe à une variation raisonnable des taux d'intérêt (plus ou moins cinquante points de base sur l'Euribor trois mois), toutes autres variables étant constantes par ailleurs (impact sur les emprunts à taux variable).

En milliers d'euros	+ 50PB	-50PB
Effet sur le résultat avant impôt 2016	-58	240

L'index de référence de la dette senior pour l'année 2016 est l'Euribor 3 mois.

3.16.3 Risque de contrepartie

Dans le cadre des opérations effectuées sur les marchés financiers pour la gestion des risques et la gestion de la trésorerie, le Groupe est exposé au risque de contrepartie. Les emprunts, les couvertures par des instruments financiers dérivés et les placements sont effectués auprès des établissements bancaires dont le risque de contrepartie peut être considéré comme négligeable. Depuis 2012, et plus spécifiquement en 2015, le Groupe a renforcé la composition de son pool bancaire qui reste composé de contreparties bancaires de premier rang, dont les notations des agences Moody's, Standard and Poor's et Fitch s'échelonnent de « qualité moyenne supérieure » à « moyenne ».

3.16.4 Risque de crédit

Le Groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée. Les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent et l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative. L'exposition maximale est égale à la valeur comptable, telle que présentée dans la note 3.4.2. Le Groupe ne présente pas de concentrations importantes de risque de crédit.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation par zone géographique des créances clients et leurs dépréciations au 31 décembre 2016.

En milliers d'euros	Hors France	France
Clients et comptes rattachés	37 657	407 096
Dépréciations clients et comptes rattachés	-830	-10 546
Autres débiteurs (nets)	1 392	52 784
Total des créances clients et autres débiteurs	38 219	449 334

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe, c'est-à-dire notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'exposition du Groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.

La Société a une politique d'investissement qui limite ces derniers à des placements court-terme constitués principalement de SICAV monétaires.

La trésorerie du Groupe est essentiellement exprimée en euros et placée dans 4 banques principales en Europe.

3.16.5 Risque de liquidité

L'objectif du Groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires, de factoring. Le Groupe s'assure qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance.

Le Groupe cherche à maintenir une structure financière saine nécessaire pour assurer sa croissance externe et le rendement de ses capitaux propres. La structure de l'endettement financier net IFRS se présente comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Dettes financières	237 627	256 088
Trésorerie nette	-125 142	-168 972
Endettement financier net	112 485	87 116

Le tableau ci-dessous présente la ventilation par échéance des passifs courants et non courants au 31 décembre 2016 :

En milliers d'euros	< à 1 an	De 1 à 5 ans	> à 5 ans	Total
Passifs financiers dérivés	-	5 342	-	5 342
Passifs financiers non dérivés	98 632	89 532	70 000	258 164
Autres passifs	476 621	26 160	30 925	533 706
Total passifs	575 253	121 034	100 925	797 212

3.16.6 Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

3.17 Effectifs consolidés

Les effectifs consolidés représentent le total des effectifs inscrits des filiales consolidées par intégration globale, les effectifs des filiales mises en équivalence étant exclus.

Effectifs inscrits	31/12/2016	31/12/2015
Hommes	23 825	22 787
Femmes	40 567	42 318
Total	64 392	65 105

La notion d'effectif inscrit s'entend des effectifs présents à la clôture de chaque exercice consolidé. Le périmètre retenu inclut l'ensemble des contrats à durée indéterminée, à durée déterminée, les contrats à temps partiel, ainsi que les intérimaires hormis pour la division Axxis Ressources où seulement les contrats des salariés permanents sont retenus.

3.18 Liste des sociétés consolidées

Société	Pays	% intérêt	Méthode de consolidation 31/12/2016	% intérêt 31/12/2015
France				
Ailhas	France	99%	IG	-
Amea Conseil	France	99%	IG	98%
Antalios	France	99%	IG	98%
Ardea	France	99%	IG	-
Assistance Services	France	99%	IG	98%
Ateliers et Garages Reinier	France	99%	IG	98%
ATS	France	99%	IG	-
Axxis formation	France	99%	IG	98%
Axxis ressources	France	99%	IG	98%
Cidel	France	99%	IG	98%
Coalys	France	25%	MEE	24%
Comex Nucléaire	France	99%	IG	98%
Drôme Service Nettoyage	France	99%	IG	98%
Entreprise Brunelle	France	99%	IG	98%
Entreprise H. Reinier	France	99%	IG	98%
Formation services (*)	France	0%	IG	0%
Formation services Département Santé	France	99%	IG	98%
H-Air	France	99%	IG	98%
Holding REINIER	France	100%	IG	100%
Hotel Service	France	99%	IG	-
Ingelys	France	99%	IG	98%
Isatec	France	99%	IG	98%
Main Sécurité	France	99%	IG	98%
ONE - Onet New experience	France	99%	IG	-
Onepi	France	99%	IG	98%
Onet Accueil	France	99%	IG	98%
Onet animation	France	99%	IG	98%
Onet Gestion	France	99%	IG	98%
Onet Parcs de loisirs	France	99%	IG	98%
Onet Propreté Transport Urbain IDF	France	99%	IG	98%
Onet SA	France	99%	IG	98%
Onet Sécurité - protection rapprochée	France	99%	IG	98%
Onet Sécurité - sécurité renforcée	France	99%	IG	98%
Onet Service Antilles	France	99%	IG	98%
Onet Service Industrie	France	99%	IG	98%
Onet Services	France	99%	IG	98%
Onet Technologies	France	99%	IG	98%
Onet Technologies Energies	France	99%	IG	98%
Onet Technologies Nuclear Decommissioning	France	99%	IG	98%
Onet Technologies Nuclear International	France	99%	IG	98%
Onet Technologies Reactors and Installations	France	99%	IG	98%
Pipeline Inspection Company	France	50%	MEE	49%
Proarborys	France	99%	IG	-
Prodim	France	99%	IG	98%
Prodim Antilles	France	99%	IG	98%

Société	Pays	% intérêt	Méthode de consolidation 31/12/2016	% intérêt 31/12/2015
France (suite)				
Prodim Matériels et Locations	France	99%	IG	98%
Prohygiène	France	99%	IG	-
Prohygiène 81	France	99%	IG	-
Prohygiène méditerranée	France	99%	IG	-
Réseau services Onet	France	99%	IG	98%
S.E.S	France	99%	IG	98%
Safen	France	99%	IG	98%
Service plus	France	99%	IG	-
Sintéo	France	99%	IG	98%
Skylogistic	France	99%	IG	98%
Société du management d'Onet	France	98%	IG	97%
SP services	France	99%	IG	-
Techman Industrie	France	99%	IG	98%
Telem	France	99%	IG	98%
Telem Télésurveillance	France	99%	IG	98%
Europe				
Onet Belgium	Belgique	99%	IG	98%
Onet Contigo CEE	Espagne	99%	IG	-
Onet Espana	Espagne	99%	IG	98%
Onet-Seralia	Espagne	99%	IG	98%
Onet Suisse	Suisse	99%	IG	98%
Supernet	Suisse	99%	IG	-
Vanguard internet	Suisse	20%	MEE	-
Buronet	Suisse	99%	IG	-
Hopp facility services	Suisse	99%	IG	-
Onet Technologies Bulgaria	Bulgarie	99%	IG	98%
Onet Luxembourg	Luxembourg	99%	IG	98%
Emone	Monaco	99%	IG	98%
Onet Technologies Romania	Roumanie	99%	IG	98%
Bradtec decon technologies	Royaume Uni	99%	IG	98%
Euroliance LTD	Royaume Uni	33%	MEE	32%
Onet Technologies UK	Royaume Uni	99%	IG	98%
Amérique				
Onet Brasil participacoes	Brésil	99%	IG	-
SM21	Brésil	70%	IG	-
Transviva	Brésil	99%	IG	-
EPM Holding Company	Etats Unis	97%	IG	96%
Onet North America	Etats Unis	99%	IG	98%
Asie				
Onet Technologies India	Inde	70%	IG	68%
Afrique				
Telem Maroc	Maroc	99%	IG	98%
Telem Sécurité Réseau Ingénierie	Maroc	40%	MEE	39%
Telem Télésurveillance Maroc	Maroc	25%	MEE	24%

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Holding Reinier

Exercice clos le 31 décembre 2016

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
480, avenue du Prado
CS 90021
13272 Marseille Cedex 8
S.A. au capital de € 5.497.100

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Holding Reinier

Exercice clos le 31 décembre 2016

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Holding Reinier, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables significatives

- Les notes 2.1.10 et 2.1.15 de l'annexe aux comptes consolidés précisent les modalités d'évaluation et de comptabilisation des instruments financiers dérivés ainsi que des engagements de retraite et autres engagements assimilés.

Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, apprécier les hypothèses retenues, revoir les calculs effectués et vérifier que les notes de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

- Votre groupe procède, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, selon les modalités décrites dans la note 2.1.13 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées, et vérifié que cette note de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

- Votre groupe constitue des provisions pour couvrir les risques de pertes à terminaisons sur les contrats à long terme, tels que décrit dans la note 2.1.16 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, revoir par sondages les calculs effectués, et examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Comme indiqué dans la note 2.1.1, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par définition un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Marseille et Paris-La Défense, le 27 avril 2017

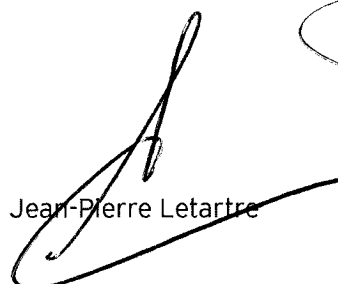
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

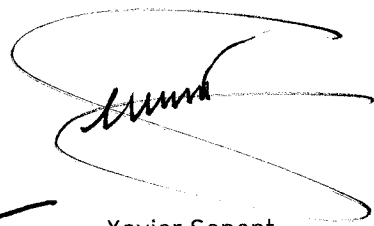


Georges Maregiano

ERNST & YOUNG Audit



Jean-Pierre Letartre



Xavier Senent

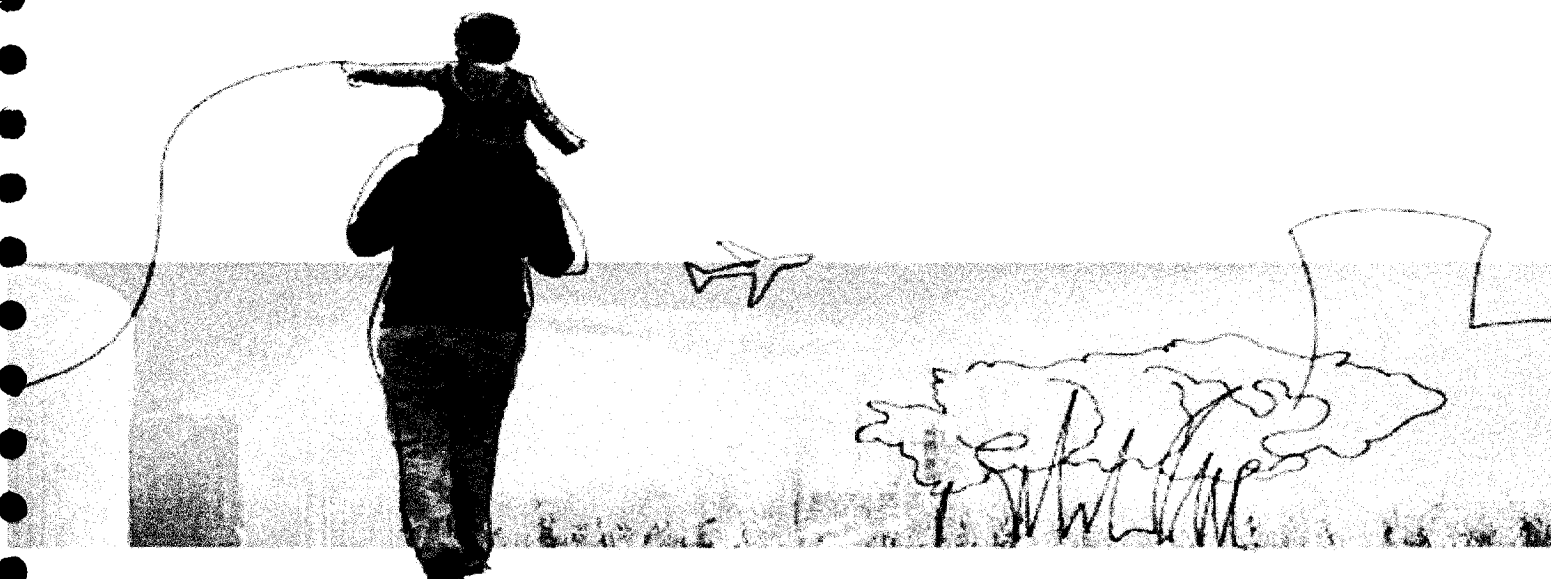


11.11.11

Holding Reinier

Comptes consolidés – IFRS

Exercice clos le 31/12/2016



SOMMAIRE

1	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	3
1.1	BILAN CONSOLIDE	3
1.2	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
1.3	ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	5
1.4	TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.	6
1.5	ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
2	PRESENTATION DU GROUPE ET PRINCIPES COMPTABLES	8
2.1	REGLES, METHODES ET BASE D'EVALUATION	8
2.2	CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE.....	17
3	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS.....	18
3.1	PRINCIPAUX EVENEMENTS DE LA PERIODE	18
3.2	INFORMATION PAR SEGMENTS D'ACTIVITE	20
3.3	ACTIFS NON COURANTS.....	24
3.4	ACTIFS COURANTS	29
3.5	CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	32
3.6	PASSIFS NON COURANTS.....	34
3.7	PASSIFS COURANTS	44
3.8	INSTRUMENTS FINANCIERS.....	46
3.9	RESULTAT OPERATIONNEL.....	50
3.10	RESULTAT FINANCIER.....	53
3.11	CHARGE D'IMPOT SUR LE RESULTAT	54
3.12	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES	56
3.13	ENGAGEMENTS.....	57
3.14	RESULTAT PAR ACTION	58
3.15	OBJECTIFS ET POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES	58
3.16	EFFECTIFS CONSOLIDES	61
3.17	LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES	63



1 Etats financiers consolidés

1.1 Bilan consolidé

En milliers d'euros	Note	31/12/2016	31/12/2015
ACTIFS			
Actifs non courants		471 883	439 644
Immobilisations incorporelles	3.3.1	18 308	11 173
Goodwill	3.3.2	326 383	303 265
Immobilisations corporelles	3.3.3	81 664	79 599
Participations dans les entreprises associées	3.3.5	677	590
Autres actifs financiers	3.3.6	13 227	14 779
Actif d'impôts différés	3.11.2	24 682	25 483
Autres actifs long terme	3.3.7	6 942	4 755
Actifs courants		648 394	691 864
Stocks et travaux en cours	3.4.1	10 938	10 624
Créances clients et autres débiteurs	3.4.2	487 555	463 343
Actifs d'impôt exigible	3.4.3	8 856	5 224
Autres actifs courants	3.4.4	6 336	4 792
VMP et autres placements	3.4.5	154	32 060
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.4.5	134 555	175 821
Total des actifs		1 120 277	1 131 508
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capitaux propres	3.5	323 065	286 469
Capital		152 010	152 010
Réserves		118 926	103 771
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires de la société mère		44 610	26 770
Participations ne donnant pas le contrôle		7 519	3 918
Passifs non courants		221 959	226 976
Emprunts et dettes financières	3.6.1	159 532	166 006
Dettes sur investissements	3.7.2	6 720	3 118
Engagements envers le personnel	3.6.2	46 148	47 897
Autres provisions	3.6.2	1 556	4 938
Passif d'impôts différés	3.11.2	2 419	374
Autres passifs financiers	3.8	5 584	4 643
Passifs courants		575 253	618 063
Emprunts et concours bancaires à court terme	3.7.1	98 632	142 870
Dettes sur investissements	3.7.2		919
Provisions à court terme	3.6.2	21 084	26 265
Fournisseurs et autres créditeurs	3.7.3	440 344	413 097
Passifs d'impôt exigible	3.4.3	627	803
Autres passifs courants	3.7.4	14 566	34 109
Total des capitaux propres et des passifs		1 120 277	1 131 508

1.2 Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Note	31/12/2016	31/12/2015
Chiffre d'affaires	3.9.1	1 695 405	1 587 698
Autres produits des activités ordinaires	3.9.1	4 235	1 905
Produits des activités ordinaires		1 699 640	1 589 603
Achats consommés	3.9.2	-89 898	-87 320
Charges externes	3.9.3	-150 481	-139 195
Charges de personnel	3.9.4	-1 325 236	-1 239 063
Impôts et taxes (*)	3.9.5	-60 718	-57 386
Dotations aux amortissements		-21 094	-22 701
Dotations aux provisions		-1 489	-5 637
Autres produits d'exploitation	3.9.6	8 217	3 562
Autres charges d'exploitation	3.9.6	-4 069	-5 238
Autres produits opérationnels	3.9.7	-	756
Autres charges opérationnelles	3.9.7	-	-
Résultat opérationnel		54 872	37 381
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	3.10	16	30
Coût de l'endettement financier brut	3.10	-7 684	-9 686
Coût de l'endettement financier net		-7 668	-9 656
Autres produits financiers	3.10	1 094	2 850
Autres charges financières	3.10	-2 736	-1 110
Impôt sur les bénéfices (*)	3.11	-371	-2 148
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	3.3.5	-377	-39
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		44 814	27 278
Résultat net d'impôt des activités abandonnées			
Résultat Net		44 814	27 278
Attribuable aux actionnaires de la société mère		44 610	26 770
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		204	508
Résultat par action			
Résultat de base par action	3.14	3,09	1,86
Résultat dilué par action	3.14	3,09	1,86
Résultat par action des activités poursuivies			
Résultat de base par action	3.14	3,09	1,86
Résultat dilué par action	3.14	3,09	1,86



1.3 Etat du résultat global

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net	44 814	27 278
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	3 053	3 117
Impôt sur les éléments non recyclables	-1 689	-1 072
Eléments non recyclables en résultat (a)	1 364	2 045
Ecart de conversion	815	-532
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	117	3 151
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Impôts sur éléments recyclables	-40	-589
Eléments recyclables en résultat (b)	892	2 030
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (a)+(b)	2 256	4 075
Résultat global total de la période	47 070	31 353
Attribuable aux actionnaires de la société mère	46 577	30 795
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	493	558

(*) Le détail de la ventilation de la ligne d'impôt est présenté à la note 3.11.4.



1.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés.

En milliers d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Réserves et résultats consolidés	Attribuables aux actionnaires de la société mère	Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	Total
Capitaux propres 31 décembre 2014	151 842	34 652	-7 981	-12 805	86 562	252 270	11 333	263 603
Opérations sur capital (*)	168	277				445	-445	-
Dividendes					-1 990	-1 990	-93	-2 083
Résultat global de la période				4 025	26 770	30 795	558	31 353
Engagements d'achats de titres aux minoritaires (*)					6 334	6 334	-6 349	-15
Variation de périmètre (*)			-685		-4 618	-5 303	-1 086	-6 389
Capitaux propres 31 décembre 2015	152 010	34 929	-8 666	-8 780	113 058	282 551	3 918	286 469
Opérations sur capital						0		0
Dividendes					-4 697	-4 697	-95	-4 792
Résultat global de la période				1 968	44 610	46 578	493	47 071
Engagements d'achats de titres aux minoritaires (*)					-5 131	-5 131	5 131	0
Variation de périmètre (*)			-113		-3 642	-3 755	-1 928	-5 683
Capitaux propres 31 décembre 2016	152 010	34 929	-8 779	-6 812	144 198	315 546	7 519	323 065

(*) Le détail de l'impact de chacune des opérations sur la variation des capitaux propres est décrit à la note 3.5.1

1.5 Etat des flux de trésorerie consolidés

En milliers d'euros	Note	31/12/2016	31/12/2015
ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Résultat des entreprises intégrées	1.2	44 814	27 278
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Résultat des sociétés mises en équivalence		377	39
- Amortissements et provisions		13 677	30 363
- Profits et pertes de réévaluation		-2 031	-
- Plus et moins-values de cession, nettes d'impôt		856	1 768
- Attribution actions gratuites			
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		57 693	59 448
Charge (produit) d'impôt		-3 441	-569
Coût de l'endettement financier net		7 678	9 672
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		61 930	68 551
Variation du besoin en fonds de roulement	3.4.7	-25 139	25 321
Impôts versés		3 230	1 486
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle		40 021	95 358
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Incidence des regroupements d'entreprises	3.5.2	-22 753	-24 801
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-24 687	-22 756
Acquisitions d'actifs financiers		-	-187
Variations des prêts et avances consentis		-222	942
Subventions d'investissements reçues		-	-
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 059	951
Cessions d'actifs financiers		-	49
Dividendes reçus		-	-
Autres flux liés aux opérations d'investissements		-	-
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		-46 603	-45 802
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Variations du capital et des participations ne donnant pas le contrôle	3.5.2	-275	-
Acquisitions et cessions de participations sans changement de contrôle	3.5.2	-6 610	-13 652
Souscription d'emprunts		9 969	150 633
Remboursements d'emprunts		-28 150	-115 659
Intérêts financiers nets versés		-7 521	-8 017
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-4 745	-1 995
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-45	-86
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		-37 377	11 224
Incidence des variations de taux de change		129	248
Variation de trésorerie		-43 830	61 028
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3.4.5	168 972	107 944
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3.4.5	125 142	168 972



2 Présentation du Groupe et principes comptables

La société Holding Reinier est une holding détenue majoritairement par le groupe familial REINIER, dirigée par Madame Elisabeth COQUET-REINIER, qui contrôle le Groupe ONET dont les activités se situent dans les services et l'ingénierie en France et à l'International (cf note 3.2). La Holding Reinier est une société par action simplifiée de droit français et non cotée, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier, aux dispositions du Code de Commerce.

Depuis le 23 octobre 2007 le groupe FFP, dirigé par Robert Peugeot, détenait à travers la société FFP invest 22,34% du capital de la holding Reinier.

En novembre 2015, la société FFP invest et le Groupe familial REINIER ont annoncé la signature d'un accord portant sur la sortie du capital :

- Cession immédiate de 11,17% du capital, acquis par la société Immobilière Saint Julien, qui appartient également au Groupe familial Reinier,
- Accord sur la sortie de sa participation résiduelle dans des conditions financières définies.

L'actionnaire majoritaire familial a alors pris la décision de faire entrer un ou plusieurs nouveaux partenaires minoritaires pour accompagner le développement du Groupe dans les années à venir.

Au 31 décembre 2016 FFP invest détient donc 11,17% du capital de la Holding Reinier et l'entrée dans le capital de nouveaux investisseurs devrait se finaliser avant la fin du 1^{er} semestre 2017.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 28 mars 2017 et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires le 20 juin 2017.

2.1 Règles, méthodes et base d'évaluation

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que les informations comparatives 2015 ont été préparés en appliquant les normes et interprétations IFRS (International Financial Reporting Standards).

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2016 et disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Au 31 décembre 2016, le groupe Holding REINIER a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2015.

2.1.1 Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs, conformément aux règles édictées par le référentiel IFRS et telles que décrites dans les notes ci-après.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

Pour établir ses comptes, le Groupe doit procéder à des estimations et retenir des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le Groupe revoit ces estimations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. De même, les hypothèses retenues sont susceptibles d'évoluer.



Compte tenu de ces éléments, les montants figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

2.1.2 Choix comptables, jugements et recours à des estimations

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, la direction du Groupe est amenée à faire appel à des jugements pour appliquer ses choix comptables et à des estimations pour déterminer l'évaluation des actifs, passifs, produits et charges qui peuvent avoir une incidence significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Les choix comptables ainsi que les principales analyses qui les fondent et les méthodes comptables dont l'application nécessite le recours à des estimations portent sur les éléments suivants :

- Juste valeur des instruments financiers et traitement comptable (note 2.1.10).
- Dépréciation des goodwill (note 2.1.13).
- Juste valeur des immeubles de placement (note 3.3.4).
- Evaluation des provisions pour indemnités de fin de carrière (note 2.1.15).
- Provisions (note 2.1.16).
- Impôts différés (note 2.1.18).
- Evaluation des marges et des pertes à terminaison.

2.1.3 Evolutions normatives 2016

Les textes d'application obligatoire dans les comptes consolidés IFRS 2016 des sociétés européennes n'ont pas eu d'impact sur les comptes.

2.1.4 Evolutions normatives et normes d'application postérieures au 1er janvier 2016

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2016 :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires obtenus de contrats conclus avec des clients »,
- IFRS 9 « Instruments financiers »,
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Ventes ou contributions d'actifs réalisées entre le Groupe et les entités mises en équivalence »,
- Amendements à IAS 12,
- Amendements à IAS 17,
- Amendements à IFRS 2.

Le Groupe réalise actuellement une analyse des impacts et des conséquences pratiques de l'application de ces normes ainsi que de la norme IFRS 16 « contrats de location », publiée en janvier 2016 par l'IASB.

2.1.5 Méthodes de consolidation

Les états financiers annuels comprennent les états financiers de la Holding REINIER SAS et de ses filiales au 31 décembre de chaque année.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société-mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes intra-groupe, transactions intra-groupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs provenant de transactions internes sont éliminés en totalité. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.



Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part de profit ou de perte ainsi que les actifs nets, qui ne sont pas détenus par le Groupe. Ils sont présentés séparément dans le compte de résultat et dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère.

2.1.6 Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le Groupe a la possibilité d'opter, transaction par transaction, à la date d'acquisition, pour une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur (goodwill complet) soit à la quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Ceci conduit à reconnaître les actifs identifiables (y compris les immobilisations incorporelles non reconnues dans les comptes sociaux telles que valeur de la clientèle) et les passifs identifiables (y compris les passifs éventuels, à l'exception des restructurations futures) de l'activité acquise en juste valeur.

Un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est constaté lorsque le calcul du goodwill aboutit à une différence négative. Le profit ainsi calculé est attribué intégralement à l'acquéreur. La partie du prix d'acquisition qui rémunère une transaction autre que la prise de contrôle de la cible et qui relève d'IFRS2 – paiements fondés sur des actions est comptabilisée selon cette norme. Les plans tels qu'attribution de stock-options, d'actions gratuites, accordés par l'acquéreur à ses salariés sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les frais connexes à une opération d'acquisition sont comptabilisés en résultat des périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus. Le Groupe dispose d'une période d'évaluation pour finaliser la comptabilisation des regroupements d'entreprises, cette période s'achevant dès les dernières informations nécessaires obtenues et au plus tard un an après la date d'acquisition.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à sa contrepartie transférée diminuée du cumul des pertes de valeur.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Quand il y a transfert de contrôle d'une filiale, les états financiers consolidés de l'exercice comprennent les résultats sur la période pendant laquelle la société-mère en avait le contrôle.

Lorsque des filiales sont cédées, la différence entre le prix de cession et l'actif net cédé augmenté des écarts de conversion accumulés et de la valeur nette du goodwill est reconnue au compte de résultat.

2.1.7 Transactions entre actionnaires

Selon l'approche générale retenue par les normes IFRS3 et IFRS10 pour le traitement des variations de périmètre, les opérations de dilution et de relution intervenant au sein des entités contrôlées par le Groupe sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres, s'agissant de transactions entre deux catégories de propriétaires en tant que détenteurs des capitaux propres de la même entité économique.

Ces transactions sont par ailleurs présentées dans le tableau de flux de trésorerie en activités de financement.

2.1.8 Conversion des comptes exprimés en devises

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au cours de change de clôture et leur compte de résultat et flux de trésorerie au cours de change moyen de la période. Ce cours moyen est une valeur approchée du cours de change à la date de transaction en l'absence de fluctuations significatives. La différence de conversion en résultant est inscrite dans une composante distincte des capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au cours de clôture.



Lors de la sortie d'une activité à l'étranger, le montant cumulé des écarts de change différés figurant dans la composante distincte des capitaux propres relatifs à cette activité à l'étranger est comptabilisé dans le compte de résultat.

2.1.9 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change de la monnaie fonctionnelle en vigueur au moment de la transaction. En fin de période, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat en autres produits et charges financiers.

Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au cours de change à la date de la transaction initiale. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

2.1.10 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, lors de leur négociation puis lors de leur évaluation ultérieure.

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou une dette réglée entre des parties avisées, consentantes dans une transaction conclue à des conditions normales.

La norme IFRS7 définit une hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées pour faire les évaluations. Cette hiérarchie de la juste valeur est la suivante :

Niveau 1 : des cours/prix cotés (non ajustés) issus de marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques ;

Niveau 2 : des données autres que les cours/prix cotés de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (par exemple, des prix), soit indirectement (par exemple, des éléments dérivant de prix) ;

Niveau 3 : des données sur l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (informations non observables).

Les dérivés sont comptabilisés coupons inclus en tant qu'actifs lorsque la juste valeur est positive et en tant que passifs lorsque la juste valeur est négative.

Au commencement d'une relation de couverture, le Groupe désigne de manière formelle et documente la relation de couverture à laquelle le Groupe souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif recherché en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture.

La documentation inclut l'identification de l'instrument de couverture, de l'élément (ou de la transaction) couvert(e), de la nature du risque couvert ainsi que l'identification de la manière dont le Groupe évaluera l'efficacité de l'instrument de couverture, à compenser l'exposition aux variations de juste valeur de l'élément couvert (ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert).

La couverture est évaluée de façon continue afin de démontrer qu'elle a effectivement été hautement efficace durant tous les exercices couverts par les états financiers pour lesquels elle a été désignée.

Les variations de juste valeur des instruments éligibles à la comptabilité de couverture de type « cash-flow hedge » (couverture de flux futurs) sont enregistrées dans les capitaux propres pour la partie efficace de la couverture et en résultat financier pour la partie inefficace. Les montants comptabilisés en capitaux propres sont recyclés en résultat au moment du dénouement de l'opération couverte.

Les instruments financiers dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture sont classés en catégorie trading (instrument spéculatif) et les variations de juste valeur de ces mêmes instruments enregistrées directement en résultat financier.

2.1.11 Dépenses de recherche et développement

Conformément à IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de la période où elles sont encourues, à l'exception des frais de



développement, inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle,
- façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables,
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle,
- capacité à évaluer de manière fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

A défaut, ces dépenses constituent des charges.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée d'utilité estimée des projets concernés.

2.1.12 Immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément à IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût pour le Groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leur durée d'utilité estimée et donc leur durée d'amortissement - sont significativement différentes de la durée d'utilisation de l'élément principal auquel ils se rattachent.

L'amortissement est calculé de manière à répartir intégralement le coût de l'immobilisation corporelle, après déduction de sa valeur résiduelle, selon un mode linéaire sur les durées d'utilité estimées suivantes :

Constructions	25 à 40 ans
Agencements, aménagements de terrains	10 ans
Agencements, aménagements et installations	5 à 10 ans
Matériels et outillages	3 à 7 ans
Matériels de transport	4 à 9 ans
Matériels informatiques et mobiliers de bureau	4 à 10 ans

Les immobilisations corporelles font l'objet d'une dépréciation complémentaire en présence d'indices de perte de valeur.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût d'une immobilisation incorporelle acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise est sa juste valeur à la date de l'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de leur utilisation prévue, à savoir 3 à 5 ans.

A l'exception des coûts de développement, les immobilisations incorporelles générées en interne ne sont pas activées et les dépenses sont comptabilisées en charge l'année au cours de laquelle elles sont encourues.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée.

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus et modifiés, si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

2.1.13 Perte de valeur

Selon la norme IAS 36.6 et 90, un actif ou une unité génératrice de trésorerie, s'est déprécié(e) lorsque sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable.

Une unité génératrice de trésorerie à laquelle un goodwill a été affecté est soumise à un test de dépréciation tous les ans ainsi que toutes les fois qu'il y a une indication que cette unité a pu se déprécier, en comparant la valeur comptable de celle-ci, y compris le goodwill, à sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable de l'unité excède sa valeur comptable, celle-ci et le goodwill qui lui est affecté sont considérés comme ne s'étant pas dépréciés. Si la valeur comptable de l'unité excède sa valeur recouvrable, le groupe comptabilise la perte de valeur.

La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Dans ce cas, le test de perte de valeur est réalisé au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill a été affecté.

Le test consiste à comparer la valeur comptable des actifs et passifs des UGT hors actifs et passifs financiers à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre parties bien informées et consentantes.

La valeur d'utilité est calculée à partir de projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, avec la prise en compte d'une valeur terminale.

Les hypothèses économiques retenues par la direction du Groupe Holding REINIER pour le calcul des flux de trésorerie actualisés sont les suivantes :

Les flux de trésorerie sont ceux des plans d'affaires à 5 ans élaborés par les directions opérationnelles et la direction générale.

La valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance à l'infini fixé à 2% pour l'exercice.

Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital, calculé par un expert financier indépendant pour chaque pôle d'activité.

La perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie (ou le plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel un goodwill ou un actif commun a été affecté) si, et seulement si, la valeur recouvrable de l'unité est inférieure à la valeur comptable. La perte de valeur est répartie, en réduction de la valeur comptable des actifs de l'unité (du groupe d'unités) dans l'ordre suivant :

- tout d'abord, réduction de la valeur comptable du goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités),
- ensuite, réduction des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Une perte de valeur d'un actif non réévalué est comptabilisée en résultat net. En revanche, une perte de valeur d'un actif réévalué est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global dans la mesure où la perte de valeur n'excède pas le montant de l'écart de réévaluation relatif à cet actif. Cette perte de valeur sur un actif réévalué réduit l'écart de réévaluation relatif à cet actif.

Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable. Celles relatives aux goodwill ne sont pas réversibles.

2.1.14 Créances clients

Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 75 jours, sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture, déduction faite des dépréciations concernant les montants non recouvrables. Une estimation du montant des créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

2.1.15 Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites, de pré-retraites et d'indemnités de départs.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation. Chacune de ces unités est évaluée séparément et cumulée pour obtenir l'obligation finale.

Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ; celles-ci sont révisées périodiquement tous les 3 ans.

Les écarts actuariels relatifs à tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global conformément à l'application de la norme IAS19 révisée publiée en juin 2011 par l'IASB et adoptée le 6 juin 2012 par l'Union Européenne.

La charge représentative de l'évolution des engagements de l'exercice au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée dans le résultat opérationnel en ce qui concerne le coût des services rendus au cours de l'exercice et le coût des services passés.

Les intérêts nets sur le passif sont comptabilisés en résultat financier

2.1.16 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées sur la base d'un taux avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Le coût des plans de restructuration est intégralement provisionné lors de la survenance d'une obligation du Groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés et d'un plan détaillé. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux préretraites, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les mises au rebut d'immobilisations, dépréciations de stocks et autres actifs, liées directement à des mesures de restructuration, sont également comptabilisées dans les coûts de restructuration.

Les provisions pour pertes à terminaison concernent essentiellement les provisions constituées dans le cas où une prévision à fin d'affaire, établie en fonction de l'estimation la plus probable des résultats prévisionnels, fait ressortir un résultat déficitaire.

2.1.17 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Lorsque le Groupe n'a ni transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, ni transféré le contrôle de l'actif financier, il continue à comptabiliser l'actif financier transféré à hauteur de son implication continue dans l'actif.

Dans ce contexte, la valeur des effets remis à l'escompte et non échus ainsi que les créances cédées au factor (cf note 3.7.1) continue d'apparaître à l'actif du bilan sous la rubrique « Créances clients et autres créances » et au passif sous la rubrique « Part à court terme des dettes portant intérêt ».

A l'inverse, lorsque le transfert des risques et avantages au prêteur est réalisé, comme dans le cas de la créance de CICE, l'actif et le passif sont décomptabilisés.

Un passif financier est par ailleurs décomptabilisé lorsque l'obligation liée au passif est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

2.1.18 Charge d'impôt

Les actifs et les passifs d'impôt exigibles au titre de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les règles fiscales appliqués pour déterminer ces montants, sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base fiscale et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires.

Les impôts différés relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non au compte de résultat.

La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits :

- en capitaux propres pour l'impact des impôts différés relatifs aux éléments reconnus antérieurement en capitaux propres,
- dans le résultat de la période au cours de laquelle le changement de taux est décidé, en fonction d'un échéancier de débouclage prévisionnel, pour tous les autres impôts différés.

Des actifs d'impôt différé sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs,
- part des charges ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées, historique des résultats fiscaux des années précédentes,
- et, le cas échéant, l'existence d'actifs sous-évalués dont la cession est envisagée.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

2.1.19 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés comprend les disponibilités et les placements à court terme liquides, facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité et soumis à un risque négligeable de changement de valeur, sous déduction des découverts bancaires.

Les valeurs mobilières de placement souscrites par le Groupe Holding REINIER correspondant à cette définition sont comptabilisées au sein du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie ». Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

2.1.20 Emprunts portant intérêt

Tous les emprunts sont initialement enregistrés au coût qui correspond à la juste valeur, nette des coûts de transaction. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.1.21 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe.

En général, le produit des activités ordinaires relatif à la vente de services ou de biens est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, lorsque la prestation ou la livraison est intervenue, lorsque le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le produit des activités ordinaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Un produit est comptabilisé en produit des activités ordinaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

S'agissant des prestations à long terme dont l'exécution s'échelonne sur différentes périodes, le Groupe applique la méthode de l'avancement financier. Les produits sont déterminés en appliquant au chiffre d'affaire total du marché, le ratio « coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date de clôture / total des coûts estimés du contrat ».

Toute perte à terminaison probable est immédiatement comptabilisée dans le résultat opérationnel de la période. Les travaux en cours sur prestations à long terme sont comptabilisés pour leur prix de vente et n'incorporent ni frais administratifs ni frais commerciaux.

2.1.22 Produits des activités ordinaires

L'encours de travaux est comptabilisé au bilan soit en « Créances clients et autres créances » s'il est positif (Facture à établir) soit en « Autres dettes » s'il est négatif (Produit constaté d'avance). Il est calculé contrat par contrat en appliquant le pourcentage d'avancement financier au montant du chiffre d'affaires total prévu au marché, déduction faite des facturations émises au client à la date de clôture. Le pourcentage d'avancement financier correspond au rapport entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date de clôture et le total des coûts estimé du contrat.

2.1.23 Résultat opérationnel

Le résultat de l'activité opérationnelle comprend l'ensemble des revenus et des charges d'exploitation. Il comprend notamment les coûts opérationnels des pensions et retraites, la participation des salariés, les variations de juste valeur (hors instruments financiers de couverture), les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles, la contribution à la valeur ajoutée des entreprises et les

dépréciations d'actifs (y compris celles sur les goodwill) et les résultats de cession des filiales cédées au cours de l'exercice.

Il comprend aussi l'ensemble des crédits d'impôts liés à ces charges opérationnelles.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les charges et produits financiers, les résultats sur cession des actifs financiers (titres non consolidés, titres des sociétés en équivalence et créances financières), les charges d'impôt sur les bénéfices, la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence et le résultat net des activités abandonnées.

2.1.24 Résultat financier

Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier brut, des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et des autres produits et charges financières.

2.1.25 Actifs courants et non courants, Passifs courants et non courants

▪ Actifs courants et non courants :

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en « Actifs courants », de même que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie. Tous les autres actifs sont classés en « Actifs non courants ».

▪ Passifs courants et non courants :

Les passifs devant être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture sont classés en « Passifs courants », de même que les passifs détenus dans le but d'être négociés.

Tous les autres passifs sont classés en « Passifs non courants ».

2.1.26 Contrats de location

L'existence d'un contrat de location au sein d'un accord est mise en évidence sur la base de la substance de l'accord et nécessite d'apprécier si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un (ou de plusieurs) actif(s) spécifique(s) et si l'accord octroie un droit d'utilisation de l'actif.

Les contrats de location-financement dans lesquels le Groupe est preneur, qui lui transfèrent à ce titre la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte des deux durées suivantes : la durée d'utilité et la durée du contrat si le Groupe n'a pas une certitude raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location.

A l'inverse, lorsque le Groupe est bailleur dans un contrat de location-financement, l'actif détenu est comptabilisé comme une créance financière d'un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location-financement. Le Groupe comptabilise ensuite les paiements qu'il reçoit au titre de la location en remboursement du principal et en produits financiers, sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'en-cours d'investissement net dans le contrat.

Les paiements et encaissements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés respectivement en charges et produits sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

2.2 Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'a eu lieu au cours de la période.

3 Notes annexes aux états financiers

3.1 Principaux événements de la période

3.1.1 Principales évolutions du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est composé de 85 sociétés en 2016, dont 79 consolidées selon la méthode de l'intégration globale, 6 par mise en équivalence.

La liste des sociétés consolidées est fournie en note 3.18 **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

Les mouvements de la période se résument comme suit (les droits de détention sont identiques aux droits de vote):

- Début janvier 2016, le GIE ONE- Onet New experience a été créé par Onet SA,
- Le 1er avril 2016, ONET SA a acquis 100% des sociétés Services plus et SP Services pour 1 500 milliers d'euros,
- Le 26 avril 2016, Onet Suisse a acquis 20% des titres de la société Vanguard Internet pour 138 milliers d'euros,
- Le 5 mai 2016, la société Onet Brasil Participacoes a été créée au Brésil par Onet SA et Réseau Services Onet avec un capital de 51 873 milliers de réals,
- Le 30 août 2016, la société Réseau Services Onet a absorbé par voie de fusion la société Onet Sécurité,
- Le 13 septembre 2016, la société Onet Suisse a acquis 100% des titres de la société Hopp Facility Services pour 3 747 milliers d'euros. Cette société détient elle-même 100% des titres des sociétés Buronet et Supernet,
- Le 30 décembre 2016, la société Comex Nucléaire a absorbé par voie de fusion la société OTIS, après avoir acheté les titres de cette société à Onet SA,
- Le 31 décembre 2016, la société Assistance Antilles a été liquidée,
- Le 2 septembre 2016, la société Onet Brasil Participacoes a acquis 100% des titres de la société brésilienne Transviva pour 193 milliers d'euros,
- Le 15 décembre 2016, la société Onet Brasil Participacoes a acquis 100% des titres de la société brésilienne SM21 pour 12 214 milliers d'euros,
- Le 3 janvier 2017, la société Onet SA a acquis 100% des titres du groupe Prohygiène composé de 8 sociétés (Prohygiène, Ailhas, Hotel Service, ATS, Prohygiène 81, Prohygiène méditerranée, Ardea, et Proarborys) pour un total de 6 950 milliers d'euros. Ces sociétés ont été acquises en 2017 mais l'analyse du protocole d'accord signé fin 2016 permet de conclure à la prise de contrôle à cette date.
- Au cours de l'année, 43 432 titres ONET SA ont été rachetés aux cadres d'Onet par Onet Animation pour un montant de 5 689 milliers d'euros.

A titre comparatif, les principales variations de périmètre de l'exercice 2015 étaient dues à :

- Un rachat par ONET SA des actions de la SDMO pour 305 milliers d'euros,
- La liquidation de la société COMIA,
- La création de la société Onet Parcs de loisirs,
- L'acquisition par ONET SA des titres de la société Applus RTD pour 1€,
- La création de la société Onet North America,

- L'acquisition par Onet North America de 97% des titres de la société EPM Holding Company aux Etats Unis pour 26,9 millions de dollars,
- L'absorption par voie de fusion d'Onet Multiservices Antilles par Onet Services Antilles et de Sinto Engineering par Sinto,
- Un rachat aux cadres d'Onet par Onet Animation de 35 582 titres Onet SA pour un montant de 5 647 milliers d'euros.

3.1.2 Changements de dénomination sociale

- Main Protection devient Onet Sécurité – Protection rapprochée,
- Onet accueil gares et aéroports devient Onet Sécurité – Sécurité renforcée.

3.1.3 Opérations avec les actionnaires de la SDMO (société du management d'Onet)

Cette société, détenue depuis sa création en 2007 par des personnes physiques parmi lesquels figurent des salariés du Groupe, détient 5,1% du capital de la Holding Reinier. Le 2 juin 2014, 85% des actions SDMO ont été transformées en actions Onet SA, par apport en nature de ces actions ; à l'issue de cette opération ces personnes physiques détenaient 3,26% du capital d'Onet SA, qui elle-même détenait 85% du capital de la SDMO.

En 2015, la SDMO a racheté 15 184 actions Holding Reinier. En 2015 également, Onet SA a racheté 100 000 actions SDMO, portant sa participation dans SDMO à 98,51%. La Holding Reinier a par ailleurs bénéficié d'un apport d'actions Onet SA en échange de titres Holding Reinier ; à l'issue de cette opération, la Holding Reinier détenait 96,80% de Onet SA.

Par ailleurs, un pacte d'actionnaires, qui organise notamment la liquidité des actions Onet SA pour les personnes physiques ayant réalisé l'apport en nature des titres SDMO, a été signé le 13 octobre 2014 entre la Holding Reinier et les actionnaires minoritaires d'Onet SA. Ce pacte prévoit la mise en place d'un système de bourse interne d'achat-vente de ces titres et la faculté discrétionnaire pour Onet Animation d'acquérir des titres Onet SA dans la limite d'une enveloppe annuelle de liquidité déterminée par Holding Reinier.

Au cours de l'année 2015, 0,97% du capital d'Onet SA a été racheté par la société Onet Animation suite au fonctionnement de cette bourse, pour 5 646 milliers d'euros.

Au cours de l'année 2016, Onet animation a acheté 25 628 titres (0,7% du capital) à un ancien dirigeant puis 17 804 titres (0,49%) aux cadres d'Onet suite à l'ouverture de la bourse d'échange au cours du 2ème semestre.

Au 31 décembre 2016, 58 732 actions, soit 0,42% du capital d'Onet SA, restent détenus par les personnes physiques ayant réalisé l'opération d'apport du 2 juin 2014.

3.1.4 Evénements post-clôture

La société Holding Reinier est engagée depuis l'exercice précédent dans la recherche active d'un nouvel investisseur, les Sociétés FFP invest et Immobilière Saint Julien ayant souhaité se désengager. Dans cette perspective, la société est entrée en relation avec EMZ Partners, société de participations financières ; celle-ci a exprimé son intérêt pour prendre une participation dans le capital de la société par le biais de l'acquisition d'actions ordinaires auprès de la société Immobilière Saint Julien et la souscription d'obligations à bons de souscription d'actions (OBSA) émises par la société. Le produit de l'émission des OBSA financerait deux réductions de capital successives qui permettraient à la société de racheter en vue de les annuler, les actions de la Société détenues par FFP Invest et Immobilière Saint Julien.

Une assemblée générale extraordinaire réunie le 2 février 2017, a décidé le principe d'une première réduction de capital d'un montant maximal de 568.360 euros, mise en œuvre par la Présidente

conformément aux pouvoirs qu'elle avait reçu à cet effet, qui a permis le rachat de 56.836 actions ordinaires appartenant principalement à la Société Immobilière Saint Julien, en vue de leur annulation.

3.2 Information par segments d'activité

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée dans les notes annexes aux états financiers est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation de ressources aux secteurs opérationnels par le principal organe de décision opérationnel du Groupe. Celui-ci est formé des présidents du directoire, du conseil de surveillance du Groupe Onet et du conseil d'administration du Groupe Holding Reinier.

Les données de gestion utilisées pour évaluer la performance d'un secteur sont établies par rapport à un référentiel interne de gestion dont les méthodes sont décrites ci-dessous :

Règles de gestion : ces règles sont établies suivant un référentiel interne et font parfois l'objet de procédures propres. Les principales différences avec le référentiel comptable portent sur les éléments suivants : méthode de calcul des redevances, non prise en compte des charges liées à l'article 39, étalement de charges autorisé en gestion sur un nombre limité de comptes (vêtements de travail, matériel non amortissable), différence de définition de la notion de chiffre d'affaires (activité corrigée).

Charges non incorporables en gestion : celles-ci se composent principalement des médailles du travail, de l'amortissement des frais d'acquisition de titres, des provisions pour congés payés pour le personnel d'encadrement et de structure.

Ecarts de cut-off : certains décalages existent entre les deux référentiels concernant la date de prise en compte de diverses charges et produits à la clôture.

Activité corrigée : cette notion se définit comme étant la valorisation de la vente de prestations ou de marchandises du secteur présenté, corrigé de certains éléments tels que les flux relatifs à la sous-traitance et la co-traitance de chiffre d'affaires Intra-groupe.

Les données sectorielles de gestion se rapportant au revenu sont rapprochées globalement des données IFRS des états financiers dans un tableau de réconciliation présenté dans les notes annexes aux états financiers. Le suivi de gestion et en conséquence le rapprochement entre ces deux types de données s'effectuent au niveau du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel. Une information sectorielle complémentaire est aussi donnée sur l'activité corrigée par zone géographique.

Semestriellement un rapprochement des données de gestion est effectué avec les comptes consolidés IFRS établis conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Les tableaux ci-après déclinent les informations des segments d'activité gérés ci-dessous :

Réseau Services Onet : ce segment comprend l'ensemble des filiales qui exercent les activités de propreté, ultra-propreté, multiservices, prestations industrielles, nettoyage et manutention dans les transports, propreté et maintenance des opérations événementielles, assistance aéroportuaire, surveillance, surveillance en milieu nucléaire, sécurité des opérations événementielles, protection rapprochée, télésurveillance, sécurité électronique, et les activités de distribution de matériel et de produits de nettoyage.

Onet Technologies : ce segment comprend l'ensemble des filiales qui exercent les activités d'assainissement nucléaire, démantèlement, ingénierie, radio protection, radio écologie, contrôles non destructifs, décontamination chimique, déflocage amiante, traitement des déchets, dépollution des sols, maintenance du circuit primaire des réacteurs nucléaires.

Axxis Ressources : ce segment comprend les filiales qui exercent les activités d'interim et de recrutement.

Direction Internationale : ce segment comprend les filiales exerçant les mêmes métiers que le segment Réseau Services Onet mais dont le siège social est situé hors de France.

Le regroupement nommé « autres » inclut les activités diverses ne faisant pas partie des activités principales du Groupe, ainsi que les holdings et sous-holdings intermédiaires. Aucune de ces activités ne répond à des critères de taille suffisante pour être déclinée comme un segment indépendant.

3.2.1 Information par segment d'activité au 31/12/2016

3.2.1.1 Information par segment d'activité du compte de résultat

au 31/12/2016 En milliers d'euros	RSO	Onet Technologies	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
Activité corrigée	1 206 384	253 602	111 458	165 310	4 549	1 741 303
Dont produits externes (*)	1 185 233	252 219	81 469	165 310	4 762	1 688 993
Dont prestations inter secteurs	2 879	990	29 437	-	-213	33 093
Dont prestations intra secteurs	18 272	393	552	-	-	19 217
Résultat de gestion (**)	49 976	11 825	3 458	1 658	-10 805	56 112

(*) Les produits externes correspondent aux transactions réalisées avec des tiers extérieurs au Groupe, les produits inter-secteurs à celles réalisées à l'intérieur du Groupe avec d'autres segments d'activité.

(**) La ventilation du résultat de gestion par segment d'activité est présentée nette des éliminations inter-segment d'activité.

au 31/12/2016 En milliers d'euros	RSO	Onet Technologies	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
France	1 206 384	253 159	111 458	-	4 549	1 575 550
Hors France	-	443	-	165 310	-	165 753
Total activité corrigée (*)	1 206 384	253 602	111 458	165 310	4 549	1 741 303

(*) La ventilation de l'activité corrigée est réalisée par origine, en fonction du pays de la société qui facture.

3.2.1.2 Information par segment d'activité du bilan

En milliers d'euros	RSO	Onet Technologies	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
ACTIFS						
Goodwill	189 778	67 673	9 670	56 423	2 839	326 383
Immobilisations corporelles (*)	34 267	13 061	366	6 085	27 885	81 664
Stocks et en cours	10 427	302	-	209	-	10 938
Créances clients et autres débiteurs	284 345	132 710	26 246	37 531	6 722	487 554
PASSIFS						
Fournisseurs et autres créditeurs	173 222	89 545	10 642	19 056	147 879	440 344

(*) incluant les immeubles de placement.

3.2.1.3 Tableau de réconciliation entre les données de gestion et les données IFRS au 31/12/2016

En milliers d'euros	Produits externes	Résultats
Données de gestion	1 688 993	56 112
Règles de gestion	5 215	-1 126
Charges et produits non incorporables en gestion	666	-2 825
Cut-off gestion – comptabilité	476	1 282
Retraitements de consolidation	42	1 429
Données consolidées IFRS des états financiers	1 695 392	54 872

L'écart de 5 215 milliers d'euros sur les produits externes relatif aux règles de gestion provient essentiellement d'un écart de périmètre, certaines sociétés consolidées étant exclues en gestion.

L'écart qui résulte des charges et produits non incorporables en gestion est composé des éléments suivants :

En milliers d'euros	
Variation provision congés payés	-1 600
Médailles du travail	554
Autres produits et charges exceptionnels	-1 779
Total charges et produits non incorporables en gestion	-2 825

L'écart de 1 429 milliers d'euros lié aux retraitements de consolidation résulte de la comptabilisation des écritures IFRS portant sur le résultat opérationnel dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés.

Les écarts liés à des éléments de cut off pour 1 282 milliers d'euros sont relatifs à des différences de procédures d'arrêté entre les comptes de gestion et la comptabilité.

Les écarts liés à des règles de gestion pour -1 126 milliers d'euros s'expliquent principalement par un référentiel interne différent du référentiel comptable et notamment la non prise en compte de certaines provisions pour risques et charges exceptionnelles dans le référentiel interne.

3.2.2 Information par segment d'activité au 31/12/2015

3.2.2.1 Information par segment d'activité du compte de résultat

En milliers d'euros	RSO	Onet Technologies	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
Activité corrigée	1 147 034	251 401	103 439	133 364	3 874	1 639 112
Dont produits externes (*)	1 121 687	250 336	76 746	133 234	3 925	1 585 928
Dont prestations inter secteurs	3 142	627	26 530	130	-51	30 378
Dont prestations intra secteurs	22 205	438	163	-	-	22 806
Résultat de gestion (**)	56 527	1 823	3 766	304	-20 013	42 407

(*) Les produits externes correspondent aux transactions réalisées avec des tiers extérieurs au Groupe, les produits inter-secteurs à celles réalisées à l'intérieur du Groupe avec d'autres segments d'activité.

(**) La ventilation du résultat de gestion par segment d'activité est présentée nette des éliminations inter-segment d'activité.

En milliers d'euros	RSO	Onet Technologies	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
France	1 147 033	250 834	103 439	-	3 874	1 505 180
Hors France	-	568	-	133 364	-	133 932
Total activité corrigée (*)	1 147 033	251 402	103 439	133 364	3 874	1 639 112

(*) La ventilation de l'activité corrigée est réalisée par origine, en fonction du pays de la société qui facture.

3.2.2.2 Information par segment d'activité du bilan

En milliers d'euros	RSO	Onet Technologie	Axxis Ressources	Direction Internationale	Autres	Total
ACTIFS						
Goodwill	175 997	69 152	9 670	45 606	2 840	303 265
Immobilisations corporelles (a)	34 928	11 042	284	4 510	28 835	79 599
Stocks et en cours	10 137	342	-	145	-	10 624
Créances clients et autres débiteurs	265 427	141 207	19 278	31 574	5 858	463 344
PASSIFS						
Fournisseurs et autres créditeurs	181 425	93 618	10 055	15 173	112 826	413 097

(a) incluant les immeubles de placement.

3.3 Actifs non courants

3.3.1 Immobilisations incorporelles nettes

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Frais de développement immobilisés	2 330	1 852
Brevets et licences	49 153	43 183
Droits au bail	121	143
Autres immobilisations incorporelles	8 461	5 106
Valeurs brutes	60 064	50 284
Frais de développement immobilisés	1 754	1 608
Brevets et licences	38 471	37 170
Droits au bail	26	24
Autres immobilisations incorporelles	1 505	309
Amortissements et Dépréciations	41 756	39 111
Immobilisations incorporelles valeurs nettes	18 308	11 173

3.3.1.1 Variation de l'exercice

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur Nette
Valeur au 31 décembre 2015	50 260	-39 086	11 174
Augmentation	6 394	-4 027	2 367
Diminution	-1 667	1 444	-223
Ecart de conversion	231	-56	175
Autres variations (y compris périmètre)	4 847	-31	4 816
Valeur au 31 décembre 2016	60 064	-41 756	18 308

3.3.2 Regroupements d'entreprises

3.3.2.1 Goodwill

En milliers d'euros	Valeur brute	Dépréciations	Valeur Nette
Valeur au 31 décembre 2015	309 028	-5 763	303 265
Augmentation (*)	25 543	-	25 543
Diminution	-	-	-
Autres (correction, affectation dans le délai de 12 mois)	-2 328	-	-2 328
Ecart de conversion	-97	-	-97
Valeur au 31 décembre 2016	332 146	-5 763	326 383

(*) cf note 3.5.2.

En 2016, l'option du goodwill complet a été appliquée pour les nouvelles acquisitions.

3.3.2.2 Tests de perte de valeur

Le Groupe réalise des tests de pertes de valeur annuellement ou plus fréquemment lorsque des indicateurs de dépréciations se manifestent.

- Immobilisations corporelles et incorporelles :

Au 31 décembre 2016, le Groupe a réalisé de tests de perte de valeur et n'a pas comptabilisé de dépréciation sur ces postes.

- Goodwill :

Les regroupements d'UGT retenus par le Groupe sont les suivants :

- UGT des activités du Réseau Services Onet (RSO).
- UGT des activités d'Onet Technologies.
- UGT des activités d'Axxis Ressources.
- UGT des activités de la Direction Internationale.
- UGT des autres activités.

Au 31 décembre 2016, le Groupe a réalisé un test de perte de valeur par comparaison entre la valeur comptable des actifs et passifs de ces regroupements d'UGT et leur valeur d'utilité. Ces tests n'ont mis en évidence aucune perte de valeur.

La valeur d'utilité correspond aux flux de trésorerie futurs actualisés des regroupements d'UGT sur la base des éléments suivants :

- Le Business Plan couvrant la période 2017-2021 validé par le Conseil d'administration ;
- De valeurs terminales déterminées à partir des flux prévisionnels de la dernière année du Business Plan, corrigés le cas échéant ;



- Le taux d'actualisation est spécifique par UGT et s'élève à :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Réseau Services Onet	6,37%	6,37%
Onet Technologies	8,08%	8,08%
Axxis Ressources	10,80%	10,80%
International(*)	6,23%	6,23%

(*)compte tenu des particularités des Etats-Unis, le WACC utilisé pour ce pays à l'intérieur de l'UGT International est de 10,3%.

- Le taux de croissance utilisé pour l'extrapolation des flux de trésorerie au-delà de la période de projection (5 ans) est de 2%, à l'exception des Etats-Unis pour laquelle il est de 2,5%.

L'évolution de l'environnement économique et du cadre législatif et réglementaire peut avoir un impact sur l'estimation des valeurs d'utilité.

Une variation du taux d'actualisation de plus ou moins 1% et une variation de plus ou moins 0,5% du taux de croissance à l'infini ne font pas ressortir de risque de dépréciation.

3.3.3 Immobilisations corporelles nettes

3.3.3.1 Décomposition par nature des immobilisations

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Terrains	4 925	4 881
Constructions	47 705	46 765
Installations techniques, matériels	125 160	121 583
Autres immobilisations corporelles	51 453	46 366
Valeurs brutes hors immeubles de placement	229 242	219 595
Immeubles de placement	4 203	4 048
Valeurs brutes totales	233 446	223 643
Terrains	253	237
Constructions	17 470	15 464
Installations techniques, matériels	97 895	94 241
Autres immobilisations corporelles	36 162	34 102
Amortissements et Dépréciations	151 781	144 044
Immobilisations corporelles valeurs nettes (*)	81 664	79 599

(*) dont 5 017 milliers d'euros d'immobilisations financées en location financement en 2016.

3.3.3.2 Variation de l'exercice

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur Nette
Valeur au 31 décembre 2015	223 643	-144 044	79 599
Augmentation	20 024	-17 067	2 957
Diminution	-12 340	10 687	-1 652
Ecart de conversion	52	-34	18
Autres variations (y compris périmètre)	2 067	-1 324	742
Valeur au 31 décembre 2016	233 446	-151 781	81 664

3.3.3.3 Informations concernant les contrats de location-financement

Au 31/12/2016, les loyers futurs de location-financement sont les suivants :

Echéances de paiement (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
N+1	1 723	1 555
N+2	1 585	1 619
N+3	1 289	1 479
N+4	248	1 180
N+5	56	136
Paielements ultérieurs	-	3
Total des remboursements en capital	4 901	5 971
Intérêts	405	747
Total des loyers futurs	5 306	6 718

3.3.3.4 Informations concernant les contrats de location simple

Les dépenses relatives aux loyers de l'ensemble des locations simples s'élèvent à 41 050 milliers d'euros en 2016, dont 14 909 milliers d'euros liées aux locations et charges locatives immobilières.

Au titre des années futures, les versements liés aux locations simples de biens mobiliers s'élèveront à 13 538 milliers d'euros en 2017, 14 114 milliers d'euros en cumul sur les quatre années suivantes et 137 milliers d'euros après 2021.

3.3.4 Immeubles de placement

Les immeubles de placement, pour l'essentiel représentés par des appartements à usage locatif privés, sont loués dans le cadre de baux à long terme et ne sont pas occupés par le Groupe.

Une évaluation a été réalisée par un expert évaluateur en immobilier inscrit près de la cours d'appel d'Aix en Provence le 28 décembre 2016. Leur juste valeur, inscrite dans les comptes consolidés, est estimée à 4 203 milliers d'euros.



3.3.5 Participations dans les partenariats et entreprises associées

En milliers d'euros	Entreprises associées	Partenariats	TOTAL des sociétés mises en équivalence
Valeur au bilan au 31 décembre 2015	191	399	590
Quote-part dans le résultat	-47	-330	-377
Entrée de périmètre	461	-	461
Ecart de conversion	3	-	3
Valeur au bilan au 31 décembre 2016	608	69	677

La quote-part du résultat et des actifs des entreprises associées attribuable aux actionnaires de la société mère est exposée ci-dessous :

Raison sociale	Pays	Total bilan (en devises)	Résultat (en devises)	Participation	Quote-part de résultat (en milliers d'euros)	Nature des intérêts dans l'entreprise
COALYS (en milliers d'euros)	France	240	-	25%	-2	Entreprise associée
Euroliance LTD (en milliers de £)	UK	85	56	33,33%	23	Entreprise associée
Telem Sécurité Réseau et Ingenierie (en dirhams)	Maroc	3 306	-	40%	-	Entreprise associée
Telem Télésurveillance Maroc (en dirhams)	Maroc	7 696	-	25%	-	Entreprise associée
Pipeline Inspection Company	France	458	-660	50%	-330	Partenariat (co-entreprise)
Vanguard Internet SA	Suisse	389	-371	20%	-68	Partenariat (co-entreprise)

3.3.6 Actifs financiers

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Instruments dérivés	-	-
Titres de participation non consolidés	77	274
Dépôt et cautionnements (*)	12 886	14 358
Créances sur contrat de location financement	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	291	181
Valeur brute des actifs financiers	13 254	14 813
Dépréciations	-27	-34
Valeur nette	13 227	14 779

(*) dont dépôts et garanties liés au financement court terme (Natixis factor et BPI France) : 9 662 milliers d'euros en 2016 et 11 532 milliers d'euros en 2015.



3.3.7 Autres actifs long terme

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Autre créance long terme	771	133
Part à plus d'un an de la créance liée au CICE	6 170	4 622
Autres actifs long terme	6 941	4 755

Au même titre que pour les années antérieures, la créance de CICE 2016 a fait l'objet d'un contrat de cession de créance avec transfert des risques et avantages et a été décomptabilisée.

L'impact du CICE dans les comptes se traduit par un produit venant en diminution des charges de personnel pour 45,3 millions d'euros (42,3 millions d'euros au 31 décembre 2015).

3.4 Actifs courants

3.4.1 Stocks et travaux en-cours

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Stocks de matières premières	673	515
Stocks d'en cours	289	591
Stocks de produits finis	-	-
Stocks de marchandises	10 900	10 598
Autres approvisionnements	42	44
Valeur brute des stocks et travaux en cours	11 903	11 748
Dépréciations	-965	-1 124
Valeur nette	10 938	10 624

3.4.2 Créances clients et autres débiteurs

3.4.2.1 Décomposition des créances clients et autres créances

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Clients et comptes rattachés	444 754	434 109
Créances sociales	6 574	2 090
Créances fiscales	40 282	31 775
Débiteurs divers	7 365	6 519
Valeur brute des créances clients et autres créances	498 975	474 493
Dépréciations	-11 421	-11 149
Valeur nette	487 554	463 344



3.4.2.2 Variation des dépréciations

En milliers d'euros	Valeur début	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Valeur fin
Clients	11 073	2 989	2 614	355	283	11 376
Autres créances	76	3	34	-	-	45
Total des dépréciations	11 149	2 992	2 648	355	283	11 421
Dotations et reprises d'exploitation		2 725	2 476			
Dotations et reprises financières		267	172			

3.4.3 Actifs et passifs d'impôt exigible

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Actifs d'impôt exigible	8 856	5 224
Passifs d'impôt exigible	627	803
Valeur nette au bilan	8 229	4 421

3.4.4 Autres actifs courants

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Charges constatées d'avance	6 334	4 792
Valeur nette	6 334	4 792

3.4.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

3.4.5.1 Décomposition de la trésorerie au bilan

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Disponibilités (*)	134 555	175 821
Valeurs mobilières de placement	166	32 072
Valeur brute de la trésorerie	134 721	207 893
Dépréciations	-12	-12
Valeur nette	134 709	207 881

3.4.5.2 Trésorerie nette du tableau des flux

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Disponibilités (*)	134 555	175 821
Concours bancaires courants créditeurs	9 567	38 909
Valeurs mobilières de placement nettes	154	32 060
Total de la trésorerie nette du tableau des flux	125 142	168 972

(*) Dont disponibilités liées au factor : 49 816 milliers d'euros en 2016 et 69 944 milliers d'euros en 2015.

3.4.6 Cessions de créances

Le Groupe a procédé, en décembre 2016, à des opérations de cessions de créances de nature commerciale auprès de BNP Factor pour un montant de 14,3 millions d'euros et LBP Factor pour 1,4 millions d'euros. Cette opération a pour contrepartie un flux de trésorerie.

Décomposition des opérations :

En milliers d'euros	Année 2016	Année 2015
Premier semestre	-	-
Second semestre	15 752	10 093

3.4.7 Besoin en fonds de roulement

3.4.7.1 Décomposition de la variation du besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Variation des stocks	245	707
Variation des fournisseurs	-3 002	3 336
Variation des dettes et créances sociales	2 016	-16 376
Variation des dettes et créances fiscales	996	-60 956
Variation de la participation des salariés	1070	920
Variation des clients	23 872	45 220
Variations diverses	-59	1 827
Variation de l'exercice	25 138	-25 322

Convention de signe des montants : positif égal à un besoin et négatif égal à une ressource.



3.5 Capitaux propres consolidés

3.5.1 Décomposition par nature

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Capital	152 010	152 010
Primes d'émission	34 929	34 929
Actions propres	-8 778	-8 666
Réserve légale	8 414	7 414
Réserves consolidées et report à nouveau	84 361	70 094
Réserves	118 926	103 771
Résultat consolidé attribuable aux actionnaires de la société mère	44 610	26 770
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	493	558
Réserves attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	7 207	3 655
Auto-contrôle attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-182	-295
Participations ne donnant pas le contrôle	7 518	3 918
Capitaux propres	323 064	286 469

Le capital est composé de 15 200 991 actions au nominal de 10 euros. Le montant des dividendes versés en 2016 s'élève à 5 000 milliers d'euros.

Un montant de dividendes de 5 000 milliers d'euros sera proposé à l'assemblée générale convoquée le 21 juin 2017.

3.5.2 Incidence des variations de périmètre et des transactions entre actionnaires

L'impact des différentes opérations décrites aux notes 3.1.1 et 3.1.3 sur les variations de périmètre présentées dans le tableau de variation des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie des états financiers est le suivant pour les années 2016 et 2015 :

En milliers d'euros	Variation des capitaux propres attribuable aux actionnaires de la société mère (1.4)	Variation des capitaux propres attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (1.4)	Variation totale des capitaux propres (1.4)	Impact en activités d'investissement dans l'état des flux de trésorerie consolidé (1.5)	Impact en activités de financement dans l'état des flux de trésorerie consolidé (1.5)	Goodwill (3.3.2)
Acquisition Service plus et SP Services	-	-	-	-913	-	995
Acquisition Hopp	-	-	-	-3 597	-	3 798
Acquisition Transviva	-	-	-	-193	-	598
Acquisition SM21	-5 131	5 131	-	-11 210	-	13 636
Acquisition groupe Prohygiène	-	-	-	-6 840	-	6 516
Souscription au capital de Vanguard Internet (mise en équivalence)	-	-	-	-	-275	-
Rachat d'actions Onet SA par Onet animation	-3 778	-1 910	-5 689	-	-5 689	-
Complément de prix EPM et corrections du goodwill pendant le	-	-	-	-	-921	-2 328
Autres	23	-18	6	-	-	-
TOTAL DES VARIATIONS DE PERIMETRE 2016	-8 886	3 203	-5 683	-22 753	-6 885	23 215

En milliers d'euros	Variation des capitaux propres attribuable aux actionnaires de la société mère (1.4)	Variation des capitaux propres attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (1.4)	Variation totale des capitaux propres (1.4)	Impact en activités d'investissement dans l'état des flux de trésorerie consolidé (titres	Impact en activités de financement dans l'état des flux de trésorerie consolidé (1.5)	Goodwill Badwill
Opérations sur capital	445	-445	0	-	-	-
Acquisition complémentaire SERIALIA	6 997	-7 012	-15	-	-7 277	-
Acquisition EPM holding Company	-663	663	0	-23 702	-	25 978
Acquisition Cidel	-	-	0	-1 496	-	1 171
Acquisition Applus RTD	-	-	0	398	-	-756
Acquisition de titres SDMO	-300	-5	-305	-	-305	-
Bourse d'actions Onet animation	-4 578	-1 068	-5 646	-	-5 647	-
Acquisition de titres Holding Reinier par la SDMO	-396	-28	-424	-	-423	-
Autres	1	-11	-10	-	-	-
TOTAL DES VARIATIONS DE PERIMETRE 2015	1 506	-7 906	-6 400	-24 800	-13 652	27 149 (*)

(*) cf note 3.3.2

3.5.2.1 Acquisitions réalisées en 2016

Des goodwill provisoires ont été constatés suite aux acquisitions de l'exercice, décrites au paragraphe 3.1.1, et feront l'objet en 2017 d'une allocation du prix d'acquisition.

L'acquisition de la société SM21 au Brésil a porté sur 70% du capital, avec un engagement de rachat des 30% restant sur la période 2019-2020. Une dette actualisée relative à ce put sur minoritaires a été constatée pour un montant de 17 millions de réals soit 5,1 millions d'euros (cf note 3.7.2).

3.5.2.2 Suivi de l'acquisition de la société EPM en 2015

L'allocation du prix d'acquisition de la société EPM a été réalisée en 2016. Suite à cette étude, le carnet de commandes a été évalué à 0,9 millions de dollars et la clientèle à 4,4 millions de dollars. Le carnet de commandes fait l'objet d'un amortissement sur sa durée d'écoulement soit moins de 2 ans et un plan d'amortissement a été établi sur une durée de 8 ans pour la part relative à la clientèle. L'amortissement constaté en 2016 s'élève à 1,3 millions d'euros.

L'effet net d'impôt différé de cette affectation sur le Goodwill s'élève à 2,9 millions d'euros.

Par ailleurs, 2 compléments de prix avaient été comptabilisés en dettes sur investissements au 31 décembre 2015 et le 1er a fait l'objet d'un versement de 0,9 millions d'euros (cf. note 3.7.2).

3.6 Passifs non courants

3.6.1 Emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts auprès des établissements de crédit	158 355	164 239
Participation des salariés	586	1 099
Dépôts et cautionnements reçus	26	32
Avance conditionnée de l'Etat	172	172
Autres	393	465
Total	159 532	166 007
Les échéances des dettes portant intérêt sont les suivantes :		
De 1 à 5 ans	89 532	96 007
A plus de 5 ans (*)	70 000	70 000
Total	159 532	166 007

(*) La dette à plus de 5 ans correspond au placement privé mis en place le 22/07/2015.

3.6.2 Provisions

3.6.2.1 Tableau récapitulatif des provisions

En milliers d'euros	2015	Dotation	Reprises utilisée	Reprises non utilisées	Autres variations	2016
Provisions pour risques et charges						
Avantages postérieurs à l'emploi	42 178	4 899	2 232	-	-3 920	40 925
Médailles du travail	5 719	203	758	-	59	5 224
Sous-total des engagements envers le personnel	47 897	5 102	2 989	-	-3 861	46 148
Provision pour garantie	24	5	3	-		26
Provision pour pertes sur contrat	4 405	676	3 580	-		1 501
Autres provisions non courantes	509	-	-	-	-479	30
Total des provisions non courantes	52 835	5 783	6 572	-	-4 340	47 705
Avantages postérieurs à l'emploi	4 426	-	287	-	898	5 037
Médailles du travail	789	-	59	-		730
Sous-total des engagements envers le personnel	5 215	-	346	-	898	5 767
Provisions pour litiges	9 702	6 786	3 164	1 758	528	12 094
Provisions pour pertes sur contrats	1 254	203	860	-	-	597
Provision pour autres risques	-	-	-	-	-	-
Provision pour autres charges	10 094	754	5 485	2 808	72	2 626
Total des provisions courantes	26 265	7 743	9 855	4 566	1 498	21 084
Total	79 100	13 526	16 428	4 566	-2 843	68 789
Dont dotations et reprises						
-opérationnelles		12 571	16 428	4 566		
-financières		955				

Les provisions pour litiges incluent les provisions pour litiges prud'homaux.



3.6.2.2 Provisions relatives aux engagements envers le personnel

Les provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux sont constituées par :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Indemnités de départ en retraite France	43 031	43 335
Autres avantages postérieurs à l'emploi	612	602
Régime de retraite Suisse	1 554	1 614
Transition de fin de carrière	765	1 052
Médailles du travail	5 954	6 509
Total	51 916	53 112

Le Groupe cotise aux plans de retraite de ses salariés en conformité avec la loi par une contribution basée sur les salaires versés aux organismes gouvernementaux compétents. La société ne supporte aucune provision actuarielle en liaison avec ces plans à cotisation définie.

▪ Avantages postérieurs à l'emploi : indemnités de fin de carrière

En France, les conventions collectives obligatoires prévoient des indemnités de fin de carrière spécifiques qui consistent en un paiement forfaitaire calculé sur la base des droits de la convention collective du secteur auquel le salarié est rattaché.

Conformément aux règles d'évaluation définies par le Groupe pour le calcul de l'engagement social au titre de cet avantage post-emploi, la revue tri-annuelle des hypothèses à long terme applicables au calcul de cet engagement a été réalisée en 2016. Les hypothèses appliquées sont résumées dans le tableau suivant :

	2016	2015
Taux d'actualisation *	1,65%	2,00%
Taux d'évolution des salaires **	1 à 1,6%	2 à 2,5%
Table de mortalité	INSEE F/H 2009-2011	INSEE F/H 2009-2011
Turn-over***	Oui	Oui
Age de départ	62 ans à 65 ans (pour les cadres)	62 ans à 65 ans (pour les cadres)
Modalité de départ	Volontaire	Volontaire
Duration du passif social	10,6 ans	12 ans
Taux moyen de charges sociales	48%	48%

* En France, le taux d'actualisation des engagements à long terme envers le personnel a été fixé au 31 décembre 2016 à 1,65%. Ce taux a été déterminé sur la base du rendement des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturation de l'engagement.

** Y inclus toutes les hypothèses d'évolution de carrière, promotions, ancienneté et autres en fonction des catégories socioprofessionnelles.

*** Un taux de turn-over interne à l'entreprise est appliqué. Celui-ci a été revu en 2016 en fonction des données statistiques du Groupe.

L'évolution de la provision pour indemnités de fin de carrière s'établit comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle de l'obligation à l'ouverture	43 335	44 083
Coût des services rendus sur l'exercice	3 545	3 553
Coût financier	904	692
Prestations versées sur l'exercice	-1 834	-1 784
Coût des services passés	-	-
Ecart de conversion	-	-
Effet des variations de périmètre et des écarts actuariels	-2 919	-3 209
Valeur actuelle de l'obligation à la clôture	43 031	43 335

Le coût des services rendus correspond à l'accroissement de la valeur actuelle de l'obligation résultant des services rendus par les salariés au cours de l'exercice (coût d'une année de travail supplémentaire).

Le coût financier correspond à l'accroissement de la valeur actuelle de l'obligation résultant du fait que l'on s'est rapproché d'un exercice de la date de règlement des prestations. Il représente le coût d'une année de désactualisation.

L'effet des variations de périmètre et des écarts actuariels se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Modification des tables de turn-over	-1 412	-
Modification des profils de carrière	-3 654	-
Changement de tables de mortalité	-	57
Changement de taux d'actualisation	1 203	-2 000
Autres changements d'hypothèses (changement de taux de charges sociales)	-	-203
Entrée de périmètre	17	104
Autres écarts actuariels de la période (données)	927	-1 167
Total des écarts	-2 919	-3 209

En figeant toutes les autres hypothèses actuarielles, une hausse de 0,25% du taux d'actualisation porte l'engagement pour indemnités de départ en retraite France à 42 152 milliers d'euros.

Les éléments comptabilisés en résultat sur l'exercice 2015 et 2016 au titre des indemnités de fin de carrière sont les suivants :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus sur l'exercice	-3 545	-3 553
Coût financier	-904	-692
Total des charges liées aux engagements	-4 449	-4 245

▪ Autres avantages postérieurs à l'emploi en France et en Suisse

La société ONET SA a accordé à quelques salariés un complément de ressources en sus des régimes normaux de retraite. Il existe un actif associé à ce régime destiné à financer cet avantage accordé au personnel sous la forme d'un contrat d'assurance. Ce régime est fermé depuis le 30 juin 2004, un seul salarié est désormais concerné.

Pour les autres pays, les régimes dépendent de la législation locale et de l'activité de la filiale concernée. Seul le régime de retraite Suisse prévoit un système de versements de prestations définies et fait l'objet d'une provision.

Les montants relatifs à la période en cours et aux périodes précédentes se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Autres avantages postérieurs à l'emploi (en France)		
Obligation au titre des prestations définies	1 418	1 339
Actifs du plan	806	736
Ajustement des passifs liés à l'expérience	-	-
Ajustement des actifs liés à l'expérience	-	-
Autres avantages postérieurs à l'emploi (en francs suisses)		
Obligation au titre des prestations définies	6 083	4 583
Actifs du plan	4 415	2 835
Ajustement des passifs liés à l'expérience	933	-2 850
Ajustement des actifs liés à l'expérience	958	-2 714

○ **Autres avantages postérieurs à l'emploi en France**

Les variations de la juste valeur des actifs du régime complémentaire de retraite en France (autres avantages postérieurs à l'emploi) sont présentées ci-dessous :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle des actifs du régime à l'ouverture	736	696
Rendement attendu des actifs du régime	-	14
Gains et pertes actuariels	-	26
Prestations versées sur l'exercice	-	-
Cotisations versées au cours de l'exercice	70	-
Valeur actuelle des actifs du régime à la clôture	806	736

Le portefeuille d'actifs dans lequel sont investis les fonds liés aux engagements de retraite collective en France est composé d'obligations (84%), d'immobilier (9%), d'actions (7%).

La décomposition au bilan se présente comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actualisée de l'obligation	1 418	1 339
Juste valeur des actifs du régime	-806	-736
Passif enregistré au bilan	612	603

Les éléments comptabilisés en résultat sur l'exercice 2015 et 2016 sont les suivants :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus sur l'exercice	-39	-35
Coût financier	-40	-46
Total des charges liées aux engagements	-79	-81
Reprises de provisions liées aux versements de l'exercice *	70	-
Produits financiers des actifs	-	14
Impact net sur le résultat de l'exercice	-9	-67

*versements comptabilisés en charges de personnel.

○ **Autres avantages postérieurs à l'emploi en Suisse**

En ce qui concerne le régime de retraite suisse, les variations de la juste valeur des actifs du régime complémentaire de retraite sont les suivantes :

En milliers de francs suisses	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle des actifs du régime à l'ouverture	2 835	5 513
Rendement attendu des actifs du régime	30	28
Gains et pertes actuariels	958	-2 714
Prestations versées sur l'exercice	151	-155
Cotisations versées au cours de l'exercice	475	248
Autres	-34	-85
Valeur actuelle des actifs du régime à la clôture	4 415	2 835

La décomposition au bilan se présente comme suit :

En milliers de francs suisses	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actualisée de l'obligation	6 083	4 585
Juste valeur des actifs du régime	4 415	2 835
Passif enregistré au bilan	1 668	1 750

Les éléments comptabilisés en résultat sur l'exercice 2015 et 2016 sont les suivants :

En milliers de francs suisses	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus sur l'exercice	-357	-401
Coûts administratifs	-34	-
Coût financier	-42	-40
Total des charges liées aux engagements	-433	-441
Reprises de provisions liées aux versements de l'exercice *	357	114
Produits financiers des actifs	30	27
Impact net sur le résultat de l'exercice	-46	-300

*versements comptabilisés en charges de personnel.

▪ Autres avantages long terme

○ Médailles du travail

Le Groupe comptabilise une provision pour médailles du travail dans ses comptes individuels et consolidés suivant les méthodes préconisées par l'IAS19.

Les hypothèses actuarielles à long terme, qui ont fait l'objet d'une revue en 2016 selon les mêmes méthodes que celles décrites pour les indemnités de fin de carrière, sont les suivantes :

	2016	2015
Taux d'actualisation *	1,65%	2,00%
Taux d'évolution des salaires **	1 à 1,6%	2 à 2,5%
Table de mortalité	INSEE F/H 2009-2011	INSEE F/H 2009-2011
Turn-over***	Oui	Oui
Age de départ	62 ans à 65 ans (pour les cadres)	62 à 65 ans (pour les cadres)
Duration du passif social	8,3 ans	8,9 ans

L'évolution de la provision pour médailles du travail s'établit comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle de l'obligation à l'ouverture	6 508	6 705
Coût des services rendus sur l'exercice	690	691
Coût financier	128	100
Prestations versées sur l'exercice	-789	-725
Coût des services passés	-	-
Ecart de conversion	-	-
Effet des variations de périmètre et des écarts actuariels (impact en résultat)	-583	-263
Valeur actuelle de l'obligation à la clôture	5 954	6 508

Les éléments comptabilisés en résultat sur l'exercice 2015 et 2016 sont les suivants :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus sur l'exercice	-690	-691
Coût financier	-128	-100
Ecarts actuariels	780	-263
Total des charges liées aux engagements	-38	-1 054
Reprises de provisions liées aux versements de l'exercice	789	725
Impact net sur le résultat de l'exercice	751	-329

L'effet des variations de périmètre et des écarts actuariels se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Changement de l'âge de départ des cadres	-	-
Modification des tables de turn-over	-179	-
Modification des profils de carrière	-342	-
Changement de tables de mortalité	-	5
Changement de taux d'actualisation	127	-220
Autres changements d'hypothèses	-	-
Entrée de périmètre	-	-
Autres écarts actuariels de la période (données)	-189	-48
Total des écarts	-583	-263

○ **Dispositif de transition de fin de carrière**

Le 10 septembre 2015, un accord d'entreprise a été signé entre le GIE Assistance Services et les organisations syndicales. Cet accord, auxquels les salariés ne pouvaient prétendre que jusqu'en novembre 2015, a pour objet d'instituer un dispositif dit de transition de fin de carrière permettant aux salariés volontaires de l'entreprise remplissant certaines conditions d'être dispensés d'activité jusqu'à la liquidation de leur retraite à taux plein tout en bénéficiant d'une allocation versée par l'entreprise, dont le taux applicable est fixé en fonction de l'ancienneté de l'individu ; 10 personnes sont concernées par ce dispositif.

La date de cessation de l'activité s'est échelonnée du 1^{er} janvier au 31 août 2016.

Une provision est donc comptabilisée au titre de cet engagement, dans les comptes individuels et consolidés, suivant les méthodes préconisées par l'IAS19 pour la catégorie autres avantages à long terme.

Les hypothèses actuarielles à long terme sont les suivantes :

	2016	2015
Taux d'actualisation	1,65%	2,00%
Taux d'évolution des salaires	0,50%	0,50%
Table de mortalité	TGH 05-TGF 05	TGH 02-TGF 02
Turn-over	Non	Non
Age de départ	Individuel	Individuel
Duration du passif social	1,2 ans	1,2 ans

L'évolution de la provision pour transitions de fin de carrière s'établit comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle de l'obligation à l'ouverture	1 052	-
Coût des services rendus sur l'exercice	23	-
Coût financier	12	-
Prestations versées sur l'exercice	-293	-
Coût des services passés	-	1 052
Ecart de conversion	-	-
Effet des variations de périmètre et des écarts actuariels (impact en résultat)	-29	-
Valeur actuelle de l'obligation à la clôture	765	1 052

L'allocation à verser en 2017 est évaluée à 404 milliers d'euros.

3.7 Passifs courants

3.7.1 Dettes financières à court terme

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Emprunt auprès des établissements de crédit	87 464	102 523
Concours bancaires	1 601	38 909
Autres dettes financières	9 567	1 438
Total des dettes à court terme	98 632	142 870

Le contrat d'affacturage conclu en 2007 arrivant à échéance, le Groupe Holding Reinier a signé le 24 juin 2015 un nouveau contrat d'affacturage. Comme précédemment, il concerne 8 sociétés : Onet Services, Entreprise H. Reinier, Techman Industries, Main Sécurité, Safen, Onepi, Onet Technologies Nuclear Decommissioning, Prodim.

Il s'agit d'un contrat d'affacturage confidentiel (« non notifié ») comportant un mandat de gestion et de recouvrement non rémunéré confié au Groupe par Natixis Factor et un recours contre le cédant.

Les principales conditions financières contractuelles sont les suivantes :

- la commission de financement est calculée au taux Euribor 2 mois +0,75% (appliqué au financement net (tirage-remboursement), avec un minimum de 400 milliers d'euros HT annuel).
- le dépôt de garantie est égal à 7% du montant des créances remises (avec un minimum de 4 670 milliers d'euros).

Il est à noter que fin 2016, les sociétés Techman Industries et Prodim sont sorties du programme.

Le montant de la dette envers le factor qui figure sur la ligne « emprunts auprès des établissements de crédit » s'élève au 31 décembre 2016 à 67 742 milliers d'euros contre 89 800 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Les flux de l'exercice relatifs au factor, inscrits dans l'état des flux de trésorerie en activités de financement s'élèvent à - 22 058 milliers d'euros contre 26 340 milliers d'euros en 2015.

3.7.2 Dettes sur investissements

Les dettes sur investissements sont constituées des engagements d'achats de titres de participation aux actionnaires minoritaires et des dettes sur acquisition de titres de sociétés du Groupe, comprenant notamment des compléments de prix. Les engagements d'achat de titres (put) donnés aux actionnaires minoritaires des filiales sont enregistrés initialement en dettes pour leur prix d'exercice, en contrepartie des capitaux propres. S'ils sont significatifs, les effets liés à d'éventuels changements d'estimations sont reconnus en contrepartie des capitaux propres et ceux résultant de la désactualisation de ces dettes en charges financières.

En milliers d'euros	31/12/2015	Augmentation du Goodwill	Charges de personnel (IFRS2)	Autres produits d'exploitation (variation de juste valeur)	Trésorerie	Conversion	31/12/2016
Complément de prix EPM (1M\$)	919	-	-	-	-904	-14	-
Dettes sur investissements à CT	919	-	-	-	-904	-14	-
Complément de prix EPM (2M\$)	1 837	-	-	-1 808	-	-29	-
Put sur minoritaires EPM	1 161	-	-	-66	-	35	1 130
Services post acquisition EPM	120	-	364	-	-	22	506
Put sur minoritaires SM21	-	4 885	-	-	-	199	5 084
Dettes sur investissements à LT	3 118	4 885	364	-1 874	-	227	6 720
Total des dettes sur investissements	4 037	4 885	364	-1 874	-904	213	6 720

Lors de l'acquisition de la société EPM fin 2015, 2 compléments de prix avaient été comptabilisés en dettes sur investissements. Le 1^{er}, d'un montant de 1 million de dollars, a été versé aux vendeurs en novembre 2016, les conditions de versement étant réunies au 29 juillet 2016, date de clôture de l'exercice de cette société. Le versement du 2nd complément de prix de 2 millions de dollars a été jugé trop improbable pour être maintenu en dettes au 31 décembre 2016.

3.7.3 Dettes fournisseurs et autres dettes

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Fournisseurs et comptes rattachés	69 855	63 760
Avances et acomptes reçus sur commande	6 746	6 855
Dettes sociales	229 188	224 737
Dettes fiscales	126 553	111 584
Fournisseurs d'immobilisations	3 040	1 850
Dettes diverses	4 962	4 312
Total des dettes fournisseurs et autres dettes	440 344	413 098

3.7.4 Autres passifs courants

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Produits constatés d'avance	14 567	34 109
Total des autres passifs courants	14 567	34 109

3.7.5 Passifs éventuels

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou de litiges dans le cadre normal des opérations, dont des contentieux avec les administrations fiscales et sociales. Les charges qui peuvent en résulter, estimées probables par le Groupe et leurs experts, ont fait l'objet de provisions.

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas de fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter de manière significative l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière du Groupe ou de ses filiales qui n'ait fait l'objet de provisions estimées nécessaires à la clôture de l'exercice.



3.8 Instruments financiers

3.8.1 Instruments financiers au 31 décembre 2016

En milliers d'euros	31/12/2016		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au Bilan	Juste valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments
Autres actifs financiers	13 227	13 227	-	13 227	-	-
Créances clients et autres débiteurs	487 555	487 555	-	487 555	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	134 555	134 555	-	134 555	-	-
ACTIFS	635 337	635 337	-	635 337	-	-
Passifs financiers non courants	159 532	159 532	-	-	159 532	-
Fournisseurs et autres créditeurs	440 344	440 344	-	440 344	-	-
Passifs financiers courants	98 632	98 632	-	-	98 632	-
Dettes sur investissements	6 720	6 720	-	-	-	6 720
Autres passifs non courants	5 584	5 584	-	242	-	5 342
Autres passifs courants	14 566	14 566	-	14 566	-	-
PASSIFS	725 378	725 378	-	455 152	258 164	12 062

3.8.2 Instruments financiers au 31 décembre 2015

En milliers d'euros	31/12/2016		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au Bilan	Juste valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments
Autres actifs financiers	14 779	14 779	-	14 779	-	-
Créances clients et autres débiteurs	463 343	463 343	-	463 343	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	175 821	175 821	-	175 821	-	-
ACTIFS	653 943	653 943	-	653 943	-	-
Passifs financiers non courants	166 006	166 006	-	-	166 006	-
Fournisseurs et autres créditeurs	413 097	413 097	-	413 097	-	-
Passifs financiers courants	142 870	142 870	-	-	142 870	-
Dettes sur investissements	4 037	4 037	-	-	-	4 037
Autres passifs non courants	4 643	4 643	-	263	-	4 380
Autres passifs courants	34 109	34 109	-	34 109	-	-
PASSIFS	764 762	764 762	-	447 469	308 876	8 417

3.8.3 Dérivés

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Instruments dérivés actifs		
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-
Autres dérivés	-	-
Dérivés de couverture de juste valeur	-	-
Total des dérivés actifs(a)	-	-
Instruments dérivés passifs		
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	3 256	3 374
Autres dérivés (trading)	2 087	1 006
Dérivés de couverture de juste valeur	-	-
Total des dérivés passifs(b)	5 343	4 380
Total des instruments dérivés nets (b) –(a)	5 343	4 380
(position bilancielle passive)		

Les montants des justes valeurs indiquées ci-dessus représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté. Celles-ci sont susceptibles de changer dans d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les instruments financiers du Groupe Holding Reinier sont tous classés dans le niveau 1 (cf 2.1.10).

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés. Depuis l'opération de LBO réalisée en 2007, la direction du Groupe ONET gère le risque de taux inhérent au financement négocié de sa dette à taux variable par le biais d'instruments dérivés. Souhaitant rendre éligible la totalité de ses dérivés à la comptabilité de couverture, le Groupe a réalisé la documentation requise depuis l'origine et à l'initiation de ces opérations. Cette documentation, et notamment les tests d'efficacité quantitatifs, a été mise à jour périodiquement, pour les besoins des arrêts semestriels et annuels du Groupe.

3.8.4 Relation de couverture au 31 décembre 2016

L'analyse des caractéristiques très proches des instruments dérivés et des sous-jacents a permis de démontrer l'existence d'une relation de couverture entre les éléments couverts et les instruments de couverture. La réalisation des tests d'efficacité entre la variation des flux futurs des sous-jacents et la variation des flux futurs des instruments a démontré le caractère hautement efficace de la relation de couverture. Le caractère hautement probable des transactions futures attendues a également été démontré.

3.8.4.1 Sous-jacents

La dette à taux variable sur laquelle sont adossés les dérivés éligibles au 31 décembre 2016 se décompose comme suit :

Pour la partie long terme :



- Contrat de crédits signé le 24 juin 2015, entre ONET SA et un pool bancaire, pour un montant de 160 millions d'euros décomposé en 3 tranches :
 - la tranche A pour un montant de 50M€, le capital restant dû au 31/12/2016 s'élève à 45 M€,
 - la tranche B pour un montant de 50 millions d'euros, tirée partiellement au 31/12/2016. Le capital restant dû est de 28 millions d'euros ; le montant tirable est quant à lui de 18 millions d'euros,
 - la tranche C (crédit renouvelable) pour un montant de 60 millions d'euros, non tirée au 31/12/2016 (non couverte par des instruments dérivés)
- Contrat d'emprunt lié au financement du siège social du Groupe, qui a été renégocié fin 2014, passant d'un taux fixe à un taux variable, à compter de l'échéance de février 2015. Le capital restant dû au 31/12/2016 s'élève à 5.3 millions d'euros.

Pour la partie court terme :

Contrat d'affacturage conclu le 24 juin 2015 avec Natixis Factor, dont l'encours moyen financé s'élève au 31 décembre 2016 à 51,8 millions d'euros. Toutefois, dans le cadre du développement du Groupe, les projections retenues par la direction générale du Groupe montrent un besoin de financement court terme minimum de 30 millions d'euros qui a été retenu comme notionnel du sous-jacent.

Sous-jacents	Montants en milliers d'euros	Date de départ	Date d'échéance	Index	Type
Tranche A	45 000	24/06/2015	24/06/2020	E3M	Dettes à taux variable
Tranche B	28 000	05/10/2015	24/06/2020	E3M	Dettes à taux variable
Emprunt siège	5 301	05/11/2014	05/05/2019	E3M	Dettes à taux variable
Factor	51 793	24/06/2015	Indéterminée	E2M	En cours moyen financé
Total	130 094	-	-	-	-

3.8.4.2 Dérivés éligibles adossés (ayant démarré ou à départ décalé) au 31/12/2016

La décomposition des opérations éligibles à la comptabilité de couverture est la suivante au 31 décembre 2016 :

Instruments dérivés	Notionnel en milliers d'euros	Date de départ	Date d'échéance	Type	Départ décalé
CIC 6	4 439 amortissable	05/02/2015	05/05/2019	Swap amortissable	-
CIC 7	4 457 amortissable	05/02/2015	05/05/2019	Swap amortissable	-
LCL 4	7 000	01/07/2015	29/06/2018	Swap de taux d'intérêt	-
NATIXIS 1	15 000	01/07/2015	28/06/2019	Swap de taux d'intérêt	-
NATIXIS 2	10 000	01/07/2015	28/06/2019	Swap de taux d'intérêt	-
Société Générale 1	15 000	01/07/2015	28/06/2019	Swap de taux d'intérêt	-
Total (*)	52 305	-	-	-	-



Instruments dérivés	Notionnel en milliers d'euros	Date de départ	Date d'échéance	Type	Départ décalé
ARKEA 1	20 000	04/01/2016	31/12/2020	Swap de taux d'intérêt	-
NATIXIS 8	10 000	04/01/2016	31/12/2020	Swap de taux d'intérêt	-
Total (*)	30 000	-	-	-	-

Instruments dérivés	Notionnel en milliers d'euros	Date de départ	Date d'échéance	Type	Départ décalé
LCL 5	23 000	01/07/2019	30/06/2020	Swap de taux d'intérêt	oui
NATIXIS 7	11 000	01/10/2017	30/09/2018	Swap de taux d'intérêt	oui

Instruments dérivés	Notionnel	Date de départ	Date d'échéance	Type	Départ décalé
BNP 6	206 000 000 JPY //	02/03/2016	01/09/2017	Instrument de change	-

(*) Au 31 décembre 2016, le Groupe Holding REINIER couvre sa dette à taux variable à hauteur de 63,26%.

3.8.4.3 Dérivés non éligibles

Compte-tenu du niveau d'encours financé par affacturage sur l'exercice 2015 (27,6 millions d'euros), les instruments LCL6 et NAT9, contractualisés en 2015 pour couvrir cette dette à compter de janvier 2016, n'ont pas été qualifiés de couverture.

Par ailleurs, en raison d'un niveau d'endettement insuffisant à la date de clôture (tirages de la tranche de financement destinée au financement des croissances externes partiellement réalisés), deux instruments de type « swaps » ont été déqualifiés sur l'exercice 2016.

Enfin, le Groupe détient toujours en portefeuille un instrument de type swaption, qualifié par nature comme « instrument dérivé spéculatif », qui avait été négocié début 2015.

Les variations de juste valeur et les écritures de recyclage par le résultat constatées pour ces instruments, détaillés ci-dessous, ont généré une charge financière de 1,1 millions d'euros sur l'exercice.

Instruments dérivés	Notionnel en milliers d'euros	Date de départ	Date d'échéance	Type
CIC 8	40 000	29/09/2020	29/09/2020	Swaption
LCL 6	10 000	04/01/2016	31/12/2020	Swap de taux d'intérêt
NATIXIS 6	23 000	04/01/2016	30/09/2017	Swap de taux d'intérêt
NATIXIS 9	10 000	04/01/2016	31/12/2020	Swap de taux d'intérêt
NOMURA 5	7 000	01/04/2016	29/09/2017	Swap de taux d'intérêt



3.8.5 Sensibilité des dérivés au taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité des dérivés au taux d'intérêt effectuée au 31 décembre 2016 avec une variation du taux à plus et moins 0,5 pourcent se décompose de la façon suivante au bilan consolidé :

En milliers d'euros	+ 50PB	-50PB
Instruments dérivés actifs (a)	18	-
Instruments dérivés passifs (b)	3 502	7 481
Total des instruments dérivés nets (b) – (a)	3484	7481
(position bilancielle passive)		

3.9 Résultat opérationnel

3.9.1 Produits des activités ordinaires

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de produits finis	30 493	26 755
Ventes de biens et services	1 621 866	1 518 155
Ventes de marchandises	43 046	42 788
Total du chiffre d'affaires	1 695 405	1 587 698
Autres produits des activités ordinaires	4 235	1 905
Total du produit des activités ordinaires	1 699 640	1 589 603

Les autres produits de l'activité comprennent notamment les subventions d'exploitation.

3.9.2 Achats consommés

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Achats de marchandises	-25 081	-23 618
Variation de stocks de marchandises	301	453
Achats de matières premières	-2 018	-1 754
Variation de stocks de matières premières	88	-5
Achats non stockés mat. Et fournisseurs	-62 967	-62 614
Dotations/Reprise provision sur stocks	82	233
Production stockée	-303	-15
Total des achats consommés	-89 898	-87 320



3.9.3 Charges externes

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Services extérieurs (*)	-151 828	-141 611
Autres charges	-1 812	-1 676
Transferts de charges d'exploitation	3 028	3 952
Crédit d'impôt mécénat	131	140
Total des charges externes	-150 481	-139 195

(*) Dont commissions d'affacturage : 44 milliers d'euros en 2016 et 496 milliers d'euros en 2015.

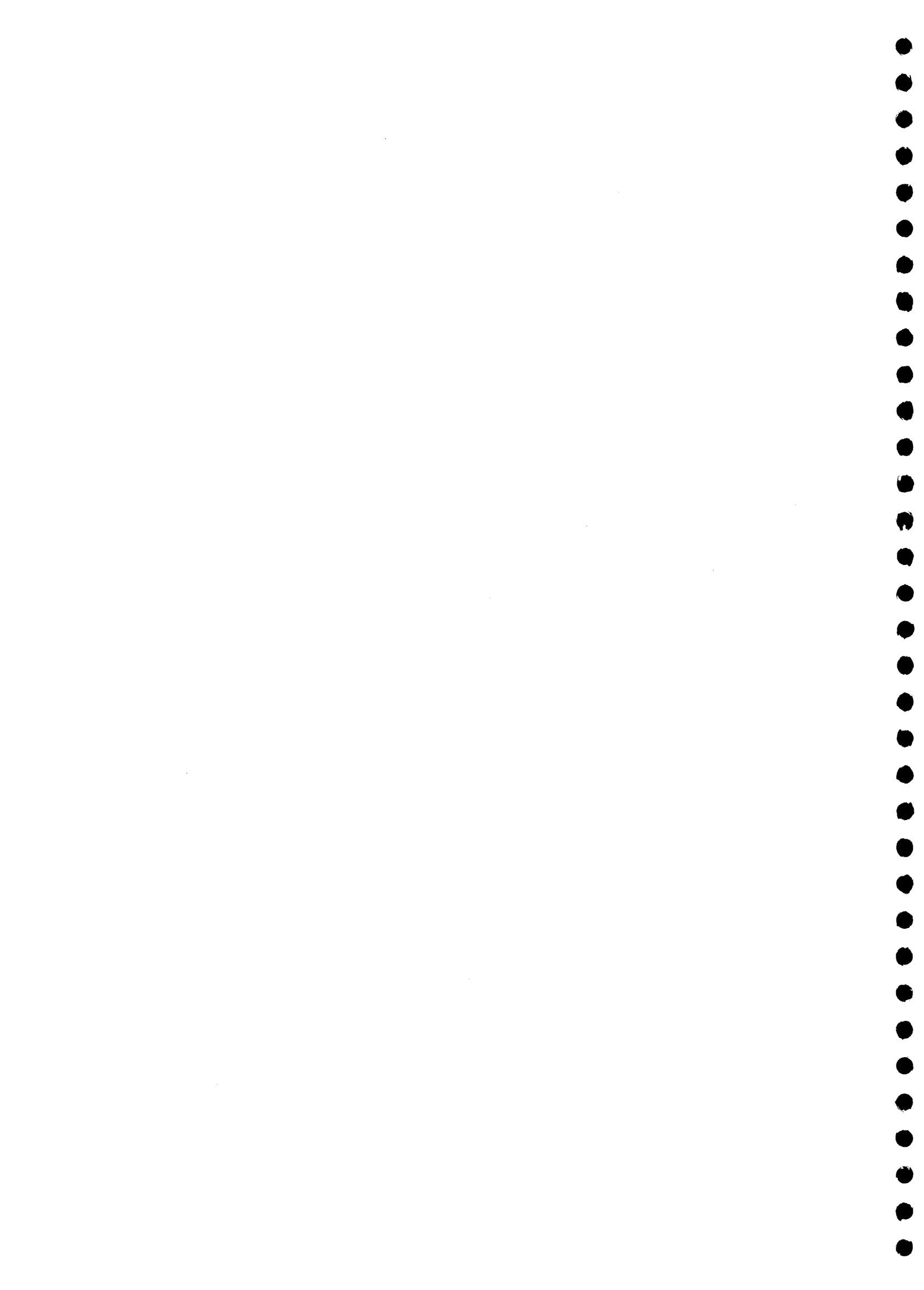
3.9.4 Charges de personnel

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Rémunération du personnel	-968 002	-901 172
Charges sociales (*)	-290 889	-272 484
Dotation aux provisions pour risques et charges	-4 134	-5 131
Reprise de provision pour risques et charges	7 804	4 087
Charges de sous-traitance, intérim	-76 264	-67 785
Transfert de charges de personnel	2 870	2 067
Participation des salariés	-303	-1 223
Crédits d'impôt	3 682	2 578
Total des charges de personnel	-1 325 236	-1 239 063

(*) Dont crédit pour impôt et compétitivité emploi de 45 340 milliers d'euros au 31/12/2016 et de 42 266 milliers d'euros au 31/12/2015.

3.9.5 Impôts et taxes

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Contribution économique territoriale	-20 651	-19 670
Autres taxes assises sur les moyens humains	-35 783	-33 090
Taxes assises sur les moyens corporels de production	-1 212	-1 212
Taxes assises sur le chiffre d'affaires	-1 991	-2 438
Autres impôts et taxes	-1 081	-976
Total des impôts et taxes	-60 718	-57 386



3.9.6 Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Gains sur cession d'immobilisations incorporelles	-	-
Gains sur cession d'immobilisations corporelles	216	-
Variation de juste valeur des immeubles de placement	156	-
Variation de juste valeur des compléments de prix sur acquisitions	1 875	-
Reprise de provision non utilisée sur redressement URSSAF	3 424	-
Autres produits d'exploitation	181	505
Quote-part de résultat sur op. faites en commun (3.9.6.1)	2 365	3 057
Total des autres produits d'exploitation	8 217	3 562
Pertes sur cession d'immobilisations incorporelles	-21	-11
Pertes sur cession d'immobilisations corporelles	-	-819
Pénalités	-896	-1 716
Pertes sur créances clients	-1 414	-1 742
Autres charges (notamment liées aux prud'hommes)	-1 738	-950
Quote-part de résultat sur op. faites en commun	-	-
Total des autres charges d'exploitation	-4 069	-5 238

3.9.6.1 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Cette ligne comprend la quote-part de résultat des partenariats définis comme activités conjointes selon IFRS11 :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
SEP CCPRO	103	609
SEP CSPRO	2 239	2 496
SEP COMAXXO	-	-48
AUTRES	23	-
Total des quote-part sur opérations faites en commun	2 365	3 057

3.9.7 Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Constatation du badwill sur Applus RTD	-	756
Total des autres produits et charges opérationnels	-	756

3.10 Résultat financier

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-5 255	-5 254
Produits et charges relatifs aux instruments dérivés	-2 429	-4 432
Coût de l'endettement financier brut (a)	-7 684	-9 686
Produits de cession de VMP	4	10
Revenus des autres créances et VMP	12	20
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie(b)	16	30
Coût de l'endettement financier net : c = (a+b)	-7 668	-9 656
Dividendes	1	-
Produit des autres immobilisations financières.	969	472
Intérêts de retard sur créances clients	2	10
Gains de change	-	2 143
Autres produits financiers	115	58
Reprise des provisions financières	7	168
Total des autres produits financiers (d)	1 094	2 851
Dotations des provisions financières	-955	-736
Pertes de change	-806	-
Charges sur cession d'immobilisations financières	-21	-266
Autres charges financières	-954	-108
Total des autres charges financières (e)	-2 736	-1 110
Résultat financier : (c+d+e)	-9 310	-7 915



La charge d'intérêt sur emprunts supportée au titre de la période allant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 s'est élevée à 3 478 milliers d'euros.

Les impacts de la couverture de la dette Groupe sur les produits et charges relatifs aux instruments dérivés sont les suivants :

- Recyclage par le résultat consolidé sans effet sur le cash pour -92,9 milliers d'euros,
- Position nette sur le programme de couverture pour - 1 349 milliers d'euros,
- Variation de juste valeur par le résultat pour -986,8 milliers d'euros.

En ce qui concerne le financement à court terme du Groupe, le coût de l'affacturage s'élève à 337 milliers d'euros en 2016 pour 276 milliers d'euros en 2015.

3.11 Charge d'impôt sur le résultat

3.11.1 Analyse de la charge d'impôt au compte de résultat

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Charge d'impôt exigible	-582	-1 232
Charge (ou produit) net d'impôts différés	211	-916
Charge d'impôt sur le résultat	-371	-2 148

Détermination du taux d'impôt effectif :

En milliers d'euros	Base	Taux	Impôt
Résultat des activités poursuivies avant Impôt sur les sociétés	45 185		
Incidence du crédit d'impôt compétitivité emploi	45 351		
Incidence des autres crédits d'impôt	3 813		
Résultat des entreprises associées	-377		
Produit ou (charge) d'impôt théorique	-3 602	34,43%	-1 240
Incidence des :			
Déficits utilisés ou perdus			-627
Déficits non activés			648
Activations de déficits antérieurs			-1 003
Différences permanentes social/fiscal			126
Différences permanentes consolidation			548
Changements de taux de report variable			1 959
Ecart de taux			-40
Total de la charge d'impôt réelle			371

Compte tenu de l'adoption fin 2016 de la loi de finances prévoyant la diminution progressive du taux de l'impôt sur les sociétés, jusqu'à un taux de 28% en 2020 pour les entreprises réalisant plus d'1 milliard



d'euros de chiffre d'affaires, un taux de 28,92% a été appliqué aux impôts différés dont l'échéance est postérieure à 2019. L'impact de cette variation est de -2 599 milliers d'euros sur les impôts différés actifs, dont 640 milliers d'euros sur les autres éléments du résultat global et 1 959 milliers d'euros sur le résultat.

Le « CICE » a été comptabilisé en résultat opérationnel, de même que les autres crédits d'impôt dont bénéficie le Groupe.

Les déficits non activés correspondent essentiellement à des déficits à l'étranger (établissements stables et sociétés), non comptabilisés en impôts différés actifs.

L'activation de déficits antérieurs est liée au retournement de la position d'Onet Espagne, pour qui la récupération des déficits cumulés présente un niveau de probabilité élevé et a permis la constatation de cet impôt différé actif.

Les « différences permanentes social-fiscal » résultent principalement de charges non déductibles du résultat fiscal en France, comme par exemple l'impact du plafonnement des charges financières.

3.11.2 Impôts différés constatés au bilan

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Impôts différés actifs	24 682	25 483
Impôts différés passifs	2 419	374

La position nette de l'impôt différé au bilan se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Différences temporaires social-fiscal	6 486	5 468
Engagement au titre d'IAS 19	13 596	15 493
Instruments financiers dérivés	1 121	1 089
Marge interne sur immobilisations	950	1 130
Impôts différés liés à des opérations sur fonds de commerce sociaux	4 690	4 962
Ecart d'évaluation sur clientèle	-1 464	-
Autres impôts différés sur autres retraitements	-3 116	-3 033
Total	22 263	25 109

Au 31 décembre 2015 et 2016, aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre des impôts qui seraient dus sur les résultats non distribués de certaines filiales du Groupe, dans la mesure où le Groupe a décidé que les bénéfices non distribués de ses filiales ne seraient pas distribués dans un avenir prévisible.

3.11.3 Déficits fiscaux reportables

Les déficits fiscaux reportables non encore utilisés concernant les sociétés françaises s'élèvent à 1 700 milliers d'euros, ce qui représente une économie potentielle d'impôts non comptabilisée de 585 milliers d'euros au 31 décembre 2016.



En ce qui concerne les sociétés étrangères, ce cumul s'établit en base à 34 462 milliers d'euros en 2016. La récupération de ces déficits fiscaux reportables n'est pas suffisamment probable pour donner lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif.

3.11.4 Impôt comptabilisé directement en capitaux propres

L'effet d'impôt qui figure dans l'état des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	-1 049	-1 072
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-40	-1 085
Variation de taux d'impôt sur les impôts initialisés par les capitaux propres	-640	496
Total des impôts comptabilisés directement en capitaux propres	-1 729	-1 661

3.12 Informations sur les parties liées

- Rémunérations des organes de direction

Les montants des rémunérations allouées aux membres du conseil d'administration de la Holding Reinier, conseil de surveillance et du directoire de la société Onet S.A, sont les suivants en 2016:

- au titre de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées, 4 156 milliers d'euros,
- au titre des indemnités de départ en retraite provisionnées, 79 milliers d'euros,
- au titre des avantages complémentaires postérieurs à l'emploi, 167 milliers d'euros.

- Transactions avec les parties liées

Au 31 décembre 2016, les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent les opérations courantes réalisées avec des sociétés liées dont les représentants sont eux-mêmes membres d'un des deux organes de direction du Groupe Holding REINIER.

En milliers d'euros	Créances	Dettes	Vente de biens et services	Achats de biens et services
Delta Assurances (*)		10 919		16 960
Société immobilière de saint Julien (**)			7	1 503

(*) Mutuelle et prévoyance (Part patronale et salariale)

(**) Location des locaux commerciaux.



3.13 Honoraires des commissaires aux comptes

Les montants des honoraires versés aux commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat 2016 sont les suivants :

En milliers d'euros	Certification	Autres services	Total
KPMG	1 105	495	1 600
Ernst and Young	628	120	748
Autres	84	32	116
Total des honoraires	1 817	647	2 464

3.14 Engagements

3.14.1 Engagements donnés

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Lettres d'intention	16 184	28 146
Garanties financières	8 222	7 744
Garanties des loyers	206	297
Garanties données sur des marchés	32 414	20 313
Autorisation de découvert / caution	1 150	3 552
Fondation	203	256

3.14.2 Covenants

Au titre du contrat de financement bancaire signé le 24 juin 2015 pour un montant de 160 millions d'euros, et du contrat de souscription d'obligations signé le 22 juillet 2015, le Groupe s'est engagé à respecter les ratios suivants :

- Ratio de Levier : le rapport entre les dettes nettes consolidées et l'EBITDA consolidé doit être inférieur ou égal à 2,5.
- Ratio de Gearing : le rapport entre les dettes nettes consolidées et les fonds propres consolidés doit être inférieur ou égal à 1.
- L'EBITDA doit être supérieur ou égal à 0.

Au 31 décembre 2016 les ratios calculés sont respectés.

3.14.3 Gages, hypothèques et nantissements

Afin de garantir l'emprunt de 20 M€ souscrit en 2007 remboursable sur 12 ans, une hypothèque est inscrite à la conservation des hypothèques sur la parcelle de terrain à bâtir de 9 587 m2 sise à Marseille Sormiou (13009). En garantie du contrat conclu avec BPI France (financement court terme) de 25 000 milliers d'euros, Onet SA est engagé par un gage espèces de 2 500 milliers d'euros.



3.15 Résultat par action

La détermination du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et de préférence en circulation au cours de la période est présentée ci-dessous.

	31/12/2016	31/12/2015
Nombre d'actions à la clôture	14 425 075	14 425 075
Nombre moyen pondéré d'actions	14 425 075	14 418 553

Le résultat net de base par action calculé sur le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de la société mère s'établit donc comme suit :

En euros	31/12/2016	31/12/2015
Résultat par action des activités poursuivies	3,09	1,86

3.16 Objectifs et politiques de gestion des risques

Il incombe au Conseil d'Administration de la Société de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. Le Conseil d'Administration a mis en place un Comité de Gestion du Risque qui est responsable de la définition et du contrôle de la politique de gestion des risques du Groupe. Le comité rend compte de ses activités au Conseil d'Administration de façon régulière.

La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe est confronté, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions de marché et des activités du Groupe. Le Groupe, par ses règles et procédures de formation et de gestion, vise à maintenir un environnement de contrôle rigoureux et constructif dans lequel tous les membres du personnel ont une bonne compréhension de leurs rôles et de leurs obligations.

Le Comité d'Audit du Groupe a pour responsabilité de veiller à l'application par la Direction de la politique et des procédures de gestion des risques du Groupe, et d'examiner l'adéquation du cadre de gestion des risques avec les risques auxquels le Groupe est confronté. Le Comité d'Audit du Groupe est assisté dans son rôle de surveillance par l'Audit Interne. L'Audit Interne réalise des revues régulières et ciblées des contrôles et des procédures de gestion des risques, dont les résultats sont communiqués au Comité d'Audit.

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires, de dettes de location financement, de dettes fournisseurs. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts et cautionnements qui sont générés directement par ses activités.



Le Groupe contracte également dans certains cas des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion des risques de taux d'intérêt liés au financement du Groupe.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont le risque de taux d'intérêt sur les flux de trésorerie, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de contrepartie. Ces politiques sont résumées ci-dessous.

3.16.1 Risques liés aux variations des taux de change

Le Groupe ne couvre pas ses investissements nets dans ses activités à l'étranger et en conséquence comptabilise dans les autres éléments du résultat global les écarts de change résultant de la conversion. Au 31 décembre 2016, le montant accumulé dans les réserves de conversion est de 2,4 millions d'euros contre 1,2 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le Groupe est très peu exposé au risque de change dans la mesure où ses ventes et achats sont majoritairement libellés en monnaie de fonctionnement des filiales et ses dettes financières en monnaie de présentation (euros).

3.16.2 Risques liés aux taux d'intérêt

Le Groupe Holding Reinier est exposé aux risques sur les taux d'intérêt, à travers son financement. Au 31 décembre 2016, le Groupe a une dette à taux variable de 153 millions d'euros. En vue de réduire son exposition aux variations des taux d'intérêts, le Groupe a souscrit, lorsque cela était jugé approprié, des opérations visant à réduire son exposition à ces taux d'intérêts. Le Groupe a notamment mis en place des contrats de swap de taux par lesquels il échange, à intervalles déterminés, la différence entre le taux des intérêts à taux fixe et le taux des intérêts à taux variable calculés sur un montant nominal d'emprunt convenu entre les parties. Ces contrats sont décrits au chapitre 3.8.4.

Le Groupe n'utilise par ailleurs aucun autre instrument financier significatif que ceux mentionnés dans le chapitre 3.8.4.

La position du Groupe vis à vis du risque de taux au 31 décembre est la suivante :

Dettes à taux variable (en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes senior tranches A et B	73 000	70 000
Emprunt lié au siège social	5 301	7 367
Factor	51 793	27 635
OSEO (*)	22 500	22 500
Total	152 594	127 502

(*) La ligne de crédit court terme souscrite initialement en 2011 auprès de BPI France (ex-Oseo) a été reconduite en 2016 pour un montant de 25 millions d'euros aux conditions de taux de l'Euribor un mois plus marge de 0,5 bp. Parallèlement à cette opération le Groupe a versé en contrepartie à BPI France un dépôt de garantie de 2,5 M€.



Le tableau ci-dessous présente la sensibilité du résultat avant impôt du Groupe à une variation raisonnable des taux d'intérêt (plus ou moins cinquante points de base sur l'Euribor trois mois), toutes autres variables étant constantes par ailleurs (impact sur les emprunts à taux variable).

En milliers d'euros	+ 50PB	-50PB
Effet sur le résultat avant impôt 2016	-58	240

L'index de référence de la dette senior pour l'année 2016 est l'Euribor 3 mois.

3.16.3 Risque de contrepartie

Dans le cadre des opérations effectuées sur les marchés financiers pour la gestion des risques et la gestion de la trésorerie, le Groupe est exposé au risque de contrepartie. Les emprunts, les couvertures par des instruments financiers dérivés et les placements sont effectués auprès des établissements bancaires dont le risque de contrepartie peut être considéré comme négligeable. Depuis 2012, et plus spécifiquement en 2015, le Groupe a renforcé la composition de son pool bancaire qui reste composé de contreparties bancaires de premier rang, dont les notations des agences Moody's, Standard and Poor's et Fitch s'échelonnent de « qualité moyenne supérieure » à « moyenne ».

3.16.4 Risque de crédit

Le Groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée. Les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent et l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative. L'exposition maximale est égale à la valeur comptable, telle que présentée dans la note 3.4.2. Le Groupe ne présente pas de concentrations importantes de risque de crédit.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation par zone géographique des créances clients et leurs dépréciations au 31 décembre 2016.

En milliers d'euros	Hors France	France
Clients et comptes rattachés	37 657	407 096
Dépréciations clients et comptes rattachés	-830	-10 546
Autres débiteurs (nets)	1 392	52 784
Total des créances clients et autres débiteurs	38 219	449 334

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe, c'est-à-dire notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'exposition du Groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.

La Société a une politique d'investissement qui limite ces derniers à des placements court-terme constitués principalement de SICAV monétaires.

La trésorerie du Groupe est essentiellement exprimée en euros et placée dans 4 banques principales en Europe.



3.16.5 Risque de liquidité

L'objectif du Groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires, de factoring. Le Groupe s'assure qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance.

Le Groupe cherche à maintenir une structure financière saine nécessaire pour assurer sa croissance externe et le rendement de ses capitaux propres. La structure de l'endettement financier net IFRS se présente comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Dette financière	237 627	256 088
Trésorerie nette	-125 142	-168 972
Endettement financier net	112 485	87 116

Le tableau ci-dessous présente la ventilation par échéance des passifs courants et non courants au 31 décembre 2016 :

En milliers d'euros	< à 1 an	De 1 à 5 ans	> à 5 ans	Total
Passifs financiers dérivés	-	5 342	-	5 342
Passifs financiers non dérivés	98 632	89 532	70 000	258 164
Autres passifs	476 621	26 160	30 925	533 706
Total passifs	575 253	121 034	100 925	797 212

3.16.6 Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

3.17 Effectifs consolidés

Les effectifs consolidés représentent le total des effectifs inscrits des filiales consolidées par intégration globale, les effectifs des filiales mises en équivalence étant exclus.

Effectifs inscrits	31/12/2016	31/12/2015
Hommes	23 825	22 787
Femmes	40 567	42 318
Total	64 392	65 105

La notion d'effectif inscrit s'entend des effectifs présents à la clôture de chaque exercice consolidé. Le périmètre retenu inclut l'ensemble des contrats à durée indéterminée, à durée déterminée, les contrats à temps partiel, ainsi que les intérimaires hormis pour la division Axxis Ressources où seulement les contrats des salariés permanents sont retenus.



3.18 Liste des sociétés consolidées

Société	Pays	% intérêt	Méthode de consolidation 31/12/2016	% intérêt 31/12/2015
France				
Ailhas	France	99%	IG	-
Amea Conseil	France	99%	IG	98%
Antalios	France	99%	IG	98%
Ardea	France	99%	IG	-
Assistance Services	France	99%	IG	98%
Ateliers et Garages Reinier	France	99%	IG	98%
ATS	France	99%	IG	-
Axxis formation	France	99%	IG	98%
Axxis ressources	France	99%	IG	98%
Cidel	France	99%	IG	98%
Coalys	France	25%	MEE	24%
Comex Nucléaire	France	99%	IG	98%
Drôme Service Nettoyage	France	99%	IG	98%
Entreprise Brunelle	France	99%	IG	98%
Entreprise H. Reinier	France	99%	IG	98%
Formation services (*)	France	0%	IG	0%
Formation services Département Santé	France	99%	IG	98%
H-Air	France	99%	IG	98%
Holding REINIER	France	100%	IG	100%
Hotel Service	France	99%	IG	-
Ingelys	France	99%	IG	98%
Isatec	France	99%	IG	98%
Main Sécurité	France	99%	IG	98%
ONE - Onet New experience	France	99%	IG	-
Onepi	France	99%	IG	98%
Onet Accueil	France	99%	IG	98%
Onet animation	France	99%	IG	98%
Onet Gestion	France	99%	IG	98%
Onet Parcs de loisirs	France	99%	IG	98%
Onet Propreté Transport Urbain IDF	France	99%	IG	98%
Onet SA	France	99%	IG	98%
Onet Sécurité - protection rapprochée	France	99%	IG	98%
Onet Sécurité - sécurité renforcée	France	99%	IG	98%
Onet Service Antilles	France	99%	IG	98%
Onet Service Industrie	France	99%	IG	98%
Onet Services	France	99%	IG	98%
Onet Technologies	France	99%	IG	98%
Onet Technologies Energies	France	99%	IG	98%
Onet Technologies Nuclear Decommissioning	France	99%	IG	98%
Onet Technologies Nuclear International	France	99%	IG	98%
Onet Technologies Reactors and Installations	France	99%	IG	98%
Pipeline Inspection Company	France	50%	MEE	49%
Proarborys	France	99%	IG	-
Prodin	France	99%	IG	98%
Prodin Antilles	France	99%	IG	98%

Société	Pays	% intérêt	Méthode de consolidation 31/12/2016	% intérêt 31/12/2015
France (suite)				
Prodim Matériels et Locations	France	99%	IG	98%
Prohygiène	France	99%	IG	-
Prohygiène 81	France	99%	IG	-
Prohygiène méditerranée	France	99%	IG	-
Réseau services Onet	France	99%	IG	98%
S.E.S	France	99%	IG	98%
Safen	France	99%	IG	98%
Service plus	France	99%	IG	-
Sintéo	France	99%	IG	98%
Skylogistic	France	99%	IG	98%
Société du management d'Onet	France	98%	IG	97%
SP services	France	99%	IG	-
Techman Industrie	France	99%	IG	98%
Telem	France	99%	IG	98%
Telem Télésurveillance	France	99%	IG	98%
Europe				
Onet Belgium	Belgique	99%	IG	98%
Onet Contigo CEE	Espagne	99%	IG	-
Onet Espana	Espagne	99%	IG	98%
Onet-Seralia	Espagne	99%	IG	98%
Onet Suisse	Suisse	99%	IG	98%
Supernet	Suisse	99%	IG	-
Vanguard internet	Suisse	20%	MEE	-
Buronet	Suisse	99%	IG	-
Hopp facility services	Suisse	99%	IG	-
Onet Technologies Bulgaria	Bulgarie	99%	IG	98%
Onet Luxembourg	Luxembourg	99%	IG	98%
Emone	Monaco	99%	IG	98%
Onet Technologies Romania	Roumanie	99%	IG	98%
Bradtec decon technologies	Royaume Uni	99%	IG	98%
Euroliance LTD	Royaume Uni	33%	MEE	32%
Onet Technologies UK	Royaume Uni	99%	IG	98%
Amérique				
Onet Brasil participacoes	Brésil	99%	IG	-
SM21	Brésil	70%	IG	-
Transviva	Brésil	99%	IG	-
EPM Holding Company	Etats Unis	97%	IG	96%
Onet North America	Etats Unis	99%	IG	98%
Asie				
Onet Technologies India	Inde	70%	IG	68%
Afrique				
Telem Maroc	Maroc	99%	IG	98%
Telem Sécurité Réseau Ingénierie	Maroc	40%	MEE	39%
Telem Télésurveillance Maroc	Maroc	25%	MEE	24%